



LE MONDE *diplomatique*

AU LONG DU NIL, LES SOURCES DE LA DISCORDE

PAR HABIB AYEZ
Pages 14 et 15.

5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 712 - 60^e année. Juillet 2013

CORÉE DU SUD

Samsung ou l'empire de la peur

Sa tablette Galaxy l'a propulsé sur le devant de la scène, au point qu'il dépasse Apple. Du coup, Samsung et son concurrent se livrent une guerre sans merci devant les tribunaux et les instances internationales. Mais, au-delà de l'électronique, le groupe sud-coréen, aux activités multiformes, constitue un conglomerat si puissant qu'il influence aussi bien la politique que la justice ou la presse du pays.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
MARTINE BULARD

IMPOSSIBLE de la rater, même au milieu de cette forêt d'immeubles en verre aux formes plus biscornues les unes que les autres - ici, l'originalité est signe de distinction. La tour Samsung trône en plein cœur de Gangnam, l'un des districts les plus «bling-bling» de Séoul avec ses avenues gigantesques, ses voitures de luxe et ses jeunes branchés, rendus mondialement célèbres par le chanteur Psy dans son clip *Gangnam Style*.

Samsung Electronics y présente, sur trois niveaux, ses inventions les plus spectaculaires : écrans géants où l'on se transforme en joueur de golf ou en champion de base-ball ; télévisions en 3D ; réfrigérateurs aux parois transparentes et dotés d'un système pouvant suggérer des recettes à partir de leur contenu ; miroirs avec capteurs indiquant votre rythme cardiaque, votre température... Sans oublier, en très bonne place, le dernier bijou du groupe : le smartphone Galaxy S4, lancé dans le monde entier.

C'est la face lumineuse de Samsung. En cette fin d'après-midi de mai, des dizaines d'adolescents se retrouvent ici, l'université de Séoul se situant à quelques centaines de mètres. Ils vont d'un stand à l'autre, s'ébahissent devant les prouesses, se défient, s'interpellent. Tous ceux que l'on a pu interroger assurent que travailler chez Samsung serait «le rêve».

(Lire la suite page 10.)

AU-DELÀ DE L'ESPIONNAGE TECHNOLOGIQUE

Mise en données du monde, le déluge numérique



CHARLES GIULIOLI - «Raisonnement», 2010

Amitiés, pensées, échanges, déplacements : la plupart des activités humaines donnent désormais lieu à une production massive de données numérisées. Leur collecte et leur analyse ouvrent des perspectives parfois enthousiasmantes qui aiguissent l'appétit des entreprises. Mais la mise en données du monde risque aussi de menacer les libertés, comme le montre le tentaculaire programme de surveillance conduit aux Etats-Unis.

PAR VIKTOR MAYER-SCHÖNBERGER
ET KENNETH CUKIER *

AU III^e siècle avant notre ère, on disait de la bibliothèque d'Alexandrie qu'elle renfermait la totalité du savoir humain. De nos jours, la masse d'informations disponibles est telle que, si on la répartissait entre tous les Terriens, chacun en recevrait une quantité trois cent vingt fois supérieure à la collection d'Alexandrie : en tout, mille deux cents exaoctets (milliards de milliards d'octets). Si on enregistrerait le tout sur des

* Cet article est tiré de leur livre *Big Data : A Revolution That Will Transform How We Live, Work, and Think*, Houghton Mifflin Harcourt, Boston, 2013. Avec l'aimable autorisation de Houghton Mifflin Harcourt Publishing Company (tous droits réservés).

CD, ceux-ci formeraient cinq piles capables chacune de relier la Terre à la Lune.

L'hyperinflation des données est un phénomène relativement nouveau. En 2000, un quart seulement des informations consignées dans le monde existaient au format numérique. Papier, film et support analogique se partageaient tout le reste. Du fait de l'explosion des fichiers - leur volume double tous les trois ans -, la situation s'est renversée dans des proportions inouïes. En 2013, le numérique représente plus de 98 % du total. Les Anglo-Saxons ont forgé un terme pour désigner cette masse devenue si gigantesque qu'elle menace d'échapper au contrôle des gouvernants et des citoyens : les *big data*, ou données de masse.

Devant leur démesure, il est tentant de ne les appréhender qu'en termes de chiffres. Mais ce serait méconnaître le cœur du

phénomène : l'immense gisement de données numériques découle de la capacité à paramétrer des aspects du monde et de la vie humaine qui n'avaient encore jamais été quantifiés. On peut qualifier ce processus de «mise en données» (*datafication*). Par exemple, la localisation d'un lieu ou d'une personne a d'abord été mise en données une première fois par le croisement de la longitude et de la latitude, puis par le procédé satellitaire et numérique du Global Positioning System (GPS). A travers Facebook, même les goûts personnels, les relations amicales et les «j'aime» se changent en données gravées dans la mémoire virtuelle. Il n'est pas jusqu'aux mots qui ne soient eux aussi traités comme des éléments d'information depuis que les ordinateurs explorent des siècles de littérature mondiale numérisée.

(Lire la suite page 20.)

Moyen Age européen

PAR SERGE HALIMI

LES politiques économiques imposées par la défense de l'euro sont-elles encore compatibles avec les pratiques démocratiques ? La télévision publique grecque fut créée au lendemain d'une dictature militaire. Sans autorisation du Parlement, le gouvernement qui exécute à Athènes les injonctions de l'Union européenne a choisi d'y substituer un écran noir. Avant que la justice grecque suspende la décision, la Commission de Bruxelles aurait pu rappeler les textes de l'Union selon lesquels «le système de l'audiovisuel public dans les Etats membres est directement lié aux besoins démocratiques, sociaux et culturels de toute société». Elle a préféré cautionner le coup de force, plaçant que cette fermeture s'inscrivait «dans le contexte des efforts considérables et nécessaires que les autorités fournissent pour moderniser l'économie grecque».

Les Européens ont fait l'expérience des projets constitutionnels rejetés par le suffrage populaire et néanmoins entérinés. Ils se souviennent des candidats qui, après s'être engagés à renégocier un traité, le font ratifier sans qu'entre-temps une virgule en ait été changée. A Chypre, ils ont failli subir la ponction autoritaire de tous leurs dépôts bancaires (1). Une étape supplémentaire vient donc d'être franchie : la Commission de Bruxelles se lave les mains de la destruction des médias grecs qui n'appartiennent pas encore à des armateurs, dès lors que cela permet de licencier séance tenante deux mille huit cents salariés d'un secteur public qu'elle exerce depuis toujours. Et de tenir ainsi les objectifs de suppressions d'emplois dictés par la «troïka (2)» à un pays dont 60 % des jeunes sont au chômage.

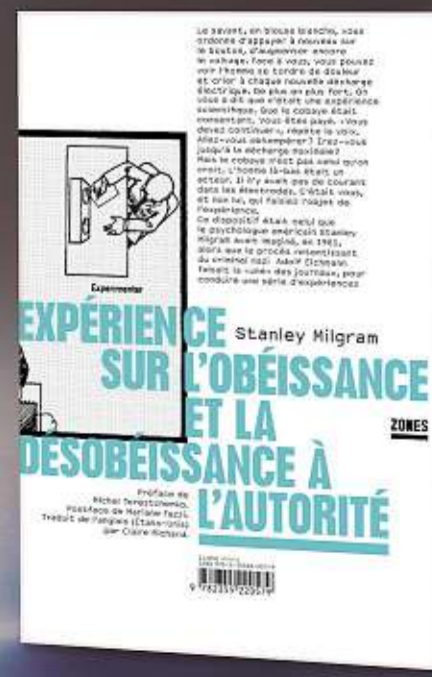
Cet acharnement coïncide avec la publication par la presse américaine d'un rapport confidentiel du Fonds monétaire international (FMI) qui concède que les politiques mises en œuvre

en Grèce depuis trois ans se soldent par des «échecs flagrants». S'agit-il d'une méprise uniquement imputable à des prévisions de croissance enjolivées ? Sans doute pas. D'après le décryptage que fait le *Wall Street Journal* d'un texte verbeux à souhait, le FMI admet qu'une «restructuration immédiate [de la dette grecque] aurait été meilleur marché pour les contribuables européens, car les créanciers du secteur privé ont été intégralement remboursés grâce à l'argent emprunté par Athènes. La dette grecque n'a donc pas été réduite, mais elle est dorénavant due au FMI et aux contribuables de la zone euro plutôt qu'aux banques et aux fonds spéculatifs (3)».

Ainsi, ces derniers se sont dégages sans perdre un centime des prêts qu'ils avaient consentis à Athènes à des taux d'intérêt astronomiques. On conçoit qu'une telle maestria dans le dépeuplement des contribuables européens au profit des fonds spéculatifs confère une autorité particulière à la «troïka» pour martyriser un peu plus le peuple grec. Mais après la télévision publique, ne reste-t-il pas des hôpitaux, des écoles, des universités qu'on pourrait fermer sans coup férir ? Et pas seulement en Grèce. Car c'est à ce prix-là, n'est-ce pas, que l'Europe tout entière tiendra son rang dans la course triomphale vers le Moyen Age...

(1) Lire «La leçon de Nicosie», *Le Monde diplomatique*, avril 2013.
(2) Constituée de la Commission européenne, du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque centrale européenne (BCE).
(3) «IMF concedes it made mistakes on Greece», *The Wall Street Journal*, New York, 5 juin 2013.

Pourquoi se soumet-on à l'autorité ? Retour sur la célèbre expérience de Milgram



96 pages, 11,50 €

www.editions-zones.fr

M 02136 - 712 - F: 5,40 €



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Afrique CFA: 2 400 F CFA, Algérie: 200 DA, Allemagne: 5,50 €, Antilles-Guyane: 5,50 €, Autriche: 5,50 €, Belgique: 5,40 €, Canada: 7,50 \$C, Espagne: 5,50 €, Etats-Unis: 7,50 \$US, Grande-Bretagne: 4,50 £, Grèce: 5,50 €, Hongrie: 1835 HUF, Irlande: 5,50 €, Italie: 5,50 €, Luxembourg: 5,40 €, Maroc: 30 DH, Pays-Bas: 5,50 €, Portugal (cont.): 5,50 €, Réunion: 5,50 €, Suisse: 7,80 CHF, TOM: 780 CFP, Tunisie: 5,90 DT.

IL N'Y A PAS QUE LE « COÛT DU TRAVAIL »...

Coût du capital, la question qui change tout

Afin de justifier toutes sortes de réformes, médias et gouvernants se prévalent de leur disposition à bousculer les « archaïsmes » et à faire preuve de courage. Mais il s'agit toujours en définitive de réduire salaires et prestations sociales. Il existe pourtant bien un tabou pénalisant tous ceux qui souhaitent investir et créer de l'emploi : le coût prohibitif du capital.

PAR LAURENT CORDONNIER *

IL SERAIT sans doute passionnant de refaire le trajet d'ivrogne, tortueux et chaloupant, parcourant toute l'Europe, qui a finalement abouti à ramener tous nos maux à des questions de compétitivité et, de proche en proche, à des problèmes de coût du travail. Oubliés la crise des *subprime*, la crise de liquidité bancaire, les gigantesques dépréciations d'actifs, l'effondrement du crédit, la tétanie de la demande, la transformation des dettes privées en dettes publiques, les politiques d'austérité. Comme nous l'avait bien expliqué dès 2010 M. Ulrich Wilhelm, alors porte-parole du gouvernement allemand, « la solution pour corriger les déséquilibres [commerciaux] dans la zone euro et stabiliser les finances publiques réside dans l'augmentation de la compétitivité de l'Europe dans son entier (1) ».

Quand on tient une explication, il faut savoir la défendre contre vents et marées, y compris ceux de la rigueur arithmétique. Puisqu'on comprend sans doute très bien que nos déséquilibres internes ne peuvent se résoudre par une course fratricide et sans fin entre les pays européens pour gagner en compétitivité les uns contre les autres – ce qui s'appelle, a minima, un jeu à somme nulle... –, le projet qui nous est maintenant offert consiste à tenter de gagner en compétitivité contre le reste du monde. Au bout de ses efforts, l'« Europe dans son entier » parviendra à redresser les balances commerciales de ses pays membres, contre celles de ses partenaires extérieurs. On attend avec impatience l'injonction, venant de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ou de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de redresser la compétitivité du « monde dans son entier » pour qu'il se refasse une santé commerciale contre les Martiens.

Et si l'âne se mettait à ruer ?

POUR comprendre de quoi il est question, il faut distinguer entre deux notions de coût du capital : le coût économique et le coût financier. Le coût économique est l'effort productif nécessaire pour fabriquer les outils et, plus largement, l'ensemble des moyens de production : machines, immeubles, usines, matériels de transport, infrastructures, brevets, logiciels... Cet effort productif représente en quelque sorte le « vrai » coût du capital, celui qu'il faut nécessairement dépenser en travail pour fabriquer ce capital, entendu ici dans le sens « capital productif ». La mesure de cet effort (sur une année, par exemple) représente ce qu'on appelle plus couramment les dépenses d'investissement, et que les comptables nationaux nomment la formation brute de capital fixe (FBCF). Ces dépenses représentent à peu près 20 % de la production annuelle des entreprises françaises.

Mais ce coût de production du capital productif, mesuré à son prix d'achat, n'est pas le seul à peser sur les entreprises. Lorsqu'elles veulent acheter et mettre en œuvre ces moyens de production, elles doivent de surcroît rémunérer les personnes ou les institutions qui leur ont procuré de l'argent (argent appelé aussi « capital », mais dans le sens financier cette fois). Ainsi, au « vrai » coût du capital s'ajoutent les intérêts versés aux prêteurs et les dividendes versés aux actionnaires (en

On aurait pu penser que, parvenus au bout de cette impasse, les responsables européens, les dirigeants des grandes institutions économiques, les experts sérieux, les commentateurs graves se détournent de leur obsession du coût du travail pour en explorer une autre, qu'un simple esprit de symétrie aurait dû depuis longtemps leur souffler. Sans quitter le registre des coûts, qui peuple l'imaginaire des économistes, ils auraient ainsi pu s'enquérir, juste pour voir, de ce qu'il en est du coût du capital, et de son augmentation. Non parce qu'il y aurait là de quoi renforcer à nouveaux frais la doctrine de la compétitivité (2), mais parce qu'une fois rassasiés leur appétit pour les solutions sans problèmes, un petit goût pour la diversité aurait pu les amener à examiner des problèmes sans solution (jusqu'ici). C'est ce point de vue qui permet de dégager une étude réalisée par des économistes du Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (Clersé), à la demande de la Confédération générale du travail (CGT) et de l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES).

Les auteurs de cette étude expliquent, après d'autres, que l'augmentation du coût du capital – ou plutôt, de son surcoût –, dans le sillage de la financiarisation de l'économie, rend largement compte des piteuses performances des économies anciennement développées depuis une trentaine d'années : le rythme poussif d'accumulation du capital qu'elles ont connu, le creusement des inégalités, l'explosion des revenus financiers, la persistance d'un sous-emploi massif... Ils donnent également à voir la montée en flèche de ce surcoût du capital, en proposant un indicateur moins léniifiant que le fameux « coût moyen pondéré des capitaux (3) » popularisé par la doctrine financière standard.

rémunération des apports en liquide de ces derniers lors des augmentations de capital, ou lorsqu'ils laissent une partie de « leurs » profits en réserve dans l'entreprise).

Or une grande part de ce coût financier (les intérêts et les dividendes) ne correspond à aucun service économique rendu, que ce soit aux entreprises elles-mêmes ou à la société dans son entier. Il importe alors de savoir ce que représente cette partie du coût financier totalement improductive, résultant d'un phénomène de rente et dont on pourrait clairement se dispenser en s'organisant autrement pour financer l'entreprise ; par exemple en imaginant un système uniquement à base de crédit bancaire, facturé au plus bas coût possible.

Pour connaître le montant de cette rente indue, il suffit de retrancher des revenus financiers la part qui pourrait se justifier... par de bonnes raisons économiques. Certains de ces intérêts et dividendes couvrent en effet le risque encouru par les prêteurs et les actionnaires de ne jamais revoir leur argent, en raison de la possibilité de faillite inhérente à tout projet d'entreprise. C'est ce que l'on peut appeler le risque entrepreneurial. Une autre partie de ces revenus peut également se justifier par le coût d'administration de l'activité financière, laquelle consiste à transformer et aiguiller l'épargne liquide vers les entreprises.

Lorsqu'on retranche de l'ensemble des revenus financiers ces deux composantes qui peuvent se justifier (risque entrepreneurial et coût d'administration), on obtient une mesure de la rente indue. On peut la désigner comme un « surcoût du capital »,



HERVÉ TÉLÉMAQUE. – « La Gourmandise », 1974

du fait qu'il s'agit d'un coût supporté par les parties prenantes internes à l'entreprise qui vient surcharger inutilement le « vrai » coût du capital.

L'étude de Clersé montre que ce surcoût est considérable. A titre d'illustration, en 2011, il représentait en France, pour l'ensemble des sociétés non financières, 94,7 milliards d'euros. En le rapportant au « vrai » coût du capital, c'est-à-dire à l'investissement en capital productif de la même année (la FBCF), qui était de 202,3 milliards d'euros, on obtient un surcoût du capital de 50 %... Si l'on rapportait ce surcoût à la seule partie de l'investissement qui correspond à l'amortissement du capital – laquelle représenterait mieux, aux yeux de nombreux économistes, le « vrai » coût du capital –, on obtiendrait une évaluation encore plus étonnante : de l'ordre de 70 % !

Cela signifie que lorsque les travailleurs français sont capables de produire leurs machines, leurs usines, leurs immeubles, leurs infrastructures, etc., à un prix total de 100 euros par an (incluant la marge de profit), il en coûte en pratique entre 150 et 170 euros par an aux entreprises qui utilisent ce capital productif, du seul fait qu'elles doivent s'acquitter d'une rente, sans justification économique, aux apporteurs d'argent.

Un tel surcoût du capital n'a rien de nécessaire ni de fatal. Durant la période 1961-1981, qui a précédé le « big bang » financier mondial, il était en moyenne de 13,8 %. Il était même devenu négatif à la fin des « trente glorieuses » (1973-1974), du fait de la résurgence de l'inflation.

Ce sont les politiques restrictives issues de la révolution monétariste qui, dans un premier temps, ont fait grimper la rente financière, en propulsant les taux d'intérêt réels à des sommets. Lorsque s'est amorcée la décade de ces taux, dans les années 1990, le versement accéléré des dividendes a pris le relais. Le pouvoir actionnarial, remis

en selle par la montée en puissance des investisseurs institutionnels (fonds d'épargne mutuelle, fonds de pension, compagnies d'assurances...), s'est appuyé sur la discipline des marchés, l'activisme actionnarial et la nouvelle gouvernance d'entreprise pour ne pas laisser filer la rente dans d'autres mains.

Au total, on peut dire que l'explosion du surcoût du capital au cours des trente dernières années est la conséquence directe de l'élévation de la norme financière imposée aux entreprises avec l'aide de leurs dirigeants, dont les intérêts ont été correctement alignés sur ceux des actionnaires. Pour passer des exigences de retours sur fonds propres de l'ordre de 15 % par an au surcoût du capital, il suffit en quelque sorte de rectifier la mesure. De telles exigences correspondent en pratique à un surcoût imposé à tout projet d'investissement de l'ordre de 50 à 70 %.

Les effets de cette élévation de la norme financière, bien qu'imaginables, sont incalculables. Car en la matière, le plus important n'est peut-être pas le plus visible. Ces transferts de richesse vers les prêteurs et les actionnaires représentent certes une manne importante, qui n'a cessé d'augmenter (de 3 % de la valeur ajoutée française en 1980 à 9 % aujourd'hui) et qui ne va ni dans la poche des gens entrepreneurs (à moins qu'ils soient également propriétaires de leur entreprise), ni dans la poche des salariés.

On pourrait déjà déplorer que l'exploitation des travailleurs se soit clairement renforcée. Mais il y a plus : qui peut dire en effet l'énorme gaspillage de richesses jamais

produites, d'emplois jamais créés, de projets collectifs, sociaux, environnementaux jamais entrepris du seul fait que le seuil d'éligibilité pour les mettre en œuvre est d'atteindre une rentabilité annuelle de 15 % ? Quand le fardeau qui pèse sur toute entreprise, publique comme privée, en vient à majorer son coût réel de 50 à 70 %, faut-il s'étonner du faible dynamisme de nos économies, soumises au joug de la finance ? Seul un âne peut supporter une charge équivalente à 70 % de son propre poids.

Le problème n'est pas tant que cette surcharge financière siphonne les fonds nécessaires à l'investissement. C'est plutôt l'inverse. L'argent distribué aux prêteurs et aux actionnaires est l'exacte contrepartie des profits dont les entreprises n'ont plus besoin, du fait qu'elles limitent de leur propre chef leurs projets d'investissement à la frange susceptible d'être la plus rentable. La bonne question est donc la suivante : dans un monde où ne sont mises en œuvre que les actions, individuelles ou collectives, qui rapportent entre 15 % et 30 % par an, quelle est la surface du cimetière des idées (bonnes ou mauvaises, il faut le déplorer) qui n'ont jamais vu le jour, parce qu'elles n'auraient rapporté qu'entre 0 et 15 % ?

A l'heure où il faudrait entamer la transition écologique et sociale de nos économies, on pourrait penser qu'un projet politique authentiquement social-démocrate devrait au moins se fixer cet objectif : libérer la puissance d'action des gens entrepreneurs, des salariés, et de tous ceux qui recherchent le progrès économique et social, du joug de la propriété et de la rente. Liquider la rente, plutôt que le travail et l'entreprise.

Une telle ambition est certes hors de portée d'un homme seul – fût-il « normal ». Mais c'est sûrement à la portée d'une ambition collective. « Cela ne veut pas dire, nous a déjà prévenus John Maynard Keynes, que l'usage des biens capitaux ne coûterait presque rien, mais seulement que le revenu qu'on en tirerait n'aurait guère à couvrir que la dépréciation due à l'usure et à la désuétude, augmentée d'une marge pour compenser les risques ainsi que l'exercice de l'habileté et du jugement. »

A ceux qui y verraient s'avancer la fin du monde, Keynes proposait une consolation : « Cet état de choses serait parfaitement compatible avec un certain degré d'individualisme. Mais il n'impliquerait pas moins l'euthanasie du rentier et, par suite, la disparition progressive du pouvoir oppressif additionnel qu'a le capitaliste d'exploiter la valeur conférée au capital par sa rareté (4). » Brrrr!...

(1) *Financial Times*, Londres, 22 mars 2010.

(2) Il y a tout de même un lien, comme l'ont montré la Fondation Copernic et Attac dans leur rapport « En finir avec la compétitivité » (octobre 2012). Quand les entreprises françaises, en perte de compétitivité, sont contraintes de réduire leurs marges, mais continuent de verser de copieux dividendes à leurs actionnaires, on comprend que c'est en partie au détriment des efforts de recherche et développement.

(3) Cf. « Rentabilité et risque dans le nouveau régime de croissance », rapport du groupe présidé par Dominique Plihon pour le commissariat général du Plan, La Documentation française, Paris, 2002. Ou l'article de Wikipédia : « Coût moyen pondéré du capital ».

(4) J. M. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Petite Bibliothèque Payot, Paris, 1971.

Nos précédents articles

- « La religion des quinze pour cent », Isabelle Pivert (mars 2009).
- « Partage des richesses, la question taboue », François Ruffin (janvier 2008).
- « Enfin une mesure contre la démesure de la finance, le SLAM! », Frédéric Lordon (février 2007).
- « Mais exportez donc ! dit le FMI », Gabriel Kolko (mai 1998).

Frédéric Lordon tente une sortie de l'euro
Mona Abouissa avec les danseurs du ballet égyptien
Juliette Volcler à l'écoute des sonorités urbaines
Guillaume Pitron dans le train-hôpital sud-africain

« Le Monde diplomatique » d'août,
un numéro spécial
enquêtes et reportages

Martine Bulard en camp de rééducation au capitalisme
Elizabeth Rush s'installe dans les faubourgs de Lima
Pierre Daum explore les librairies algériennes

En vente chez votre marchand de journaux le 25 juillet.

* Economiste, maître de conférences à l'université Lille-I. Auteur de *L'Economie des Toombaks*, Raisons d'agir, Paris, 2010. A participé, avec Thomas Dallery, Vincent Duwicquet, Jordan Melmès et Franck Van de Velde, à l'étude du Clersé sur laquelle s'appuie cet article.

Les « telenovelas », miroir

Promues sous la dictature (1964-1985) dans l'optique de souder ce pays-continent, les « telenovelas » brésiliennes ont évolué. Suivies par l'ensemble de la population, elles tendent un miroir à une société en plein bouleversement. Or la transformation récente du géant sud-américain ne saurait se résumer à sa devise, « Ordre et progrès », comme le révèlent les récentes manifestations dans les grandes villes du pays.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
LAMIA OUALALOU *

« *L n'y aura personne !* » L'équipe de campagne de M. Fernando Haddad, alors dans la course pour la mairie de São Paulo, était catégorique : la présidente Dilma Rousseff ne pouvait sérieusement songer à tenir son meeting de soutien au candidat du Parti des travailleurs (PT) ce vendredi 19 octobre 2012, pile à l'heure où serait diffusé le dernier épisode d'« Avenida Brasil », la telenovela à sensation de la chaîne Globo. Ce soir-là, des dizaines de millions de Brésiliens assisteraient à l'affrontement final entre les deux héroïnes, Nina et Carminha, afin de savoir qui a tué Max. Convaincue, la présidente a repoussé le rassemblement au lendemain.

« Avenida Brasil » a marqué le retour des grand-messes réunissant la majorité des familles devant le petit écran. Une gageure quand on se souvient que la telenovela brésilienne, la novela, comme on préfère l'appeler ici, a fêté ses 60 ans en 2012.

Lorsque surgit la télévision au Brésil, les soap operas américains ont déjà conquis Cuba, via Miami. Et c'est naturellement vers les auteurs de l'île effrayés par la révolution que se tournent les chaînes, à commencer par la pionnière, TV Tupi. « Le droit de naître », diffusé en 1964, est ainsi une adaptation de la production radiophonique éponyme qui inonda les ondes de l'île caribéenne en 1946. Comme à Cuba, le feuilleton a une fin, alors qu'aux États-Unis il peut s'étirer sur des décennies. Pour la première fois, la vie s'arrête à São Paulo et à Rio pendant une demi-heure, plusieurs fois par semaine... mais pas au même moment. La novela n'est pas encore quotidienne, et la transmission en réseau n'existe pas : à peine l'épisode diffusé à São Paulo, la pellicule est acheminée par avion ou en voiture vers Rio (la capitale jusqu'en 1960).

A l'époque, la trame est volontiers exotique, comme en témoignent des titres tels que « Le roi des Tziganes », « Le cheikh

d'Agadir » ou « Le pont des soupis ». En 1968, « Beto Rockefeller » marque une rupture. Pour la première fois, le héros vit à São Paulo. Il travaille chez un cordonnier, dans une artère populaire de la mégalopole, mais se prétend millionnaire à une autre adresse. Avec un vocabulaire de tous les jours, des références aux bonheurs et aux difficultés d'un Brésil urbain, d'autant mieux rendus que certaines scènes sont filmées en extérieur, la novela change de visage. « Désormais, elle incorporera les questions sociales et politiques qui travaillent le Brésil, alors qu'au Mexique ou en Argentine on en reste aux drames de famille », explique Maria Immacolata Vassallo de Lopes, qui coordonne le Centre d'études de la telenovela à l'Université de São Paulo (USP).

Puis apparaît TV Globo, qui s'empare du format. A tel point que, selon Bosco Brasil, un ex-auteur de la maison, « quand on dit "novela brésilienne", on pense "novela de Globo" ». Née en 1965, un an après le coup d'Etat militaire, la chaîne est d'abord le fruit du génie politique de Roberto Marinho, héritier d'un journal important, le Globo, mais sans influence nationale. Il comprend combien il est stratégique pour la junte de réaliser l'intégration du territoire. Alors que, pour Juscelino Kubitschek (1956-1961), celle-ci passait par le tissage d'un réseau routier, les militaires, au pouvoir de 1964 à 1985, feront le pari des médias. Et, dans ce domaine, Globo sera une pièce centrale : « D'un point de vue économique, elle a joué un rôle essentiel dans l'intégration d'un pays aux dimensions continentales, à travers la formation d'un marché de consommateurs. D'un point de vue politique, sa programmation a porté un message national d'optimisme lié au développement, crucial pour soutenir et légitimer l'hégémonie du régime autoritaire (1) », analyse Venício de Lima, chercheur en communication à l'Université nationale de Brasília.

Beaucoup d'auteurs venus du théâtre

Avec le temps, la chaîne a créé « un répertoire commun, une communauté nationale imaginaire », explique Vassallo de Lopes. En 2011, 59,4 millions de foyers, soit 96,9 % du total, ont la télévision, et chaque Brésilien consomme en moyenne sept cents heures de programmes de Globo chaque année. Alors que le gaúcho (habitant de l'extrême sud du pays), plus proche des Argentins dans son mode de vie, n'a pas grand-chose à voir avec un pêcheur d'Amazonie ou une agricultrice du Nordeste, tous partagent désormais le rêve de connaître Rio, principal décor des feuilletons de Globo, ou de porter la chemise blanche et la ceinture dorée de Carminha. L'identification est d'autant plus facile que la frontière entre fiction et réalité est floue. Lorsque les Brésiliens fêtent Noël, leurs héros sur le petit écran font de même. L'effondrement, réel, d'un immeuble à Rio de Janeiro en janvier 2012 est commenté par les personnages de « Fine figure » les jours suivants. Et quand, au cours d'un épisode, on enterre un élu fictif, de véritables hommes politiques acceptent de se faire filmer autour de son cercueil.

Jeunes et vieux, riches et pauvres, analphabètes et intellectuels : tous doivent pouvoir se contempler dans ce miroir. Selon la psychanalyste Maria Rita Kehl, « ces images uniques qui parcourent un pays aussi divisé que le Brésil contribuent à le transformer en une parodie de nation dont

la population, unie non pas en tant que peuple, mais en tant que public, parle le même langage (2) ».

L'indéniable bienveillance des militaires n'explique pas seule comment Globo a pu imposer cette syntaxe. Aux heures de plus grande audience, la chaîne réussit la prouesse de diffuser ses propres productions ; en France, dans ces tranches horaires, ce sont souvent les séries américaines qui triomphent. « Tout cela repose sur un véritable talent artistique et technique, qui s'est concentré sur la novela », insiste Mauro Alencar, professeur de télé-dramaturgie brésilienne et latino-américaine à l'USP. Lorsqu'il décide de faire de la novela le cœur de sa chaîne, Marinho embauche à tour de bras. Paradoxalement, la dictature lui facilite la tâche, puisque la censure interdit à de bons auteurs de théâtre, souvent de gauche, de monter leurs pièces. C'est ainsi que des écrivains tels que Dias Gomes, Bráulio Pedroso ou Jorge Andrade se retrouvent à travailler pour le « docteur » Marinho et pour la télévision, qu'ils méprisaient auparavant.

Contre toute attente, ces grands noms se voient offrir une véritable liberté par les dirigeants de la chaîne, qui acceptent de tenir tête aux censeurs. Globo avait déjà tourné trente-six chapitres de « Roque Santeiro », de Dias Gomes, lorsque la novela fut interdite de diffusion. Elle connaîtra un succès retentissant lorsqu'elle sera tournée à nouveau, dix ans plus tard, en 1985, après



MARIA LYNCH. – « Certo dia » (Un jour), 2013

l'avènement de la démocratie. En 1996, « O rei do gado » (« Le roi du troupeau »), de Benedito Ruy Barbosa, élogie à la réforme agraire, donne une visibilité inédite au Mouvement des sans-terre (MST).

« Cela fait trente-cinq ans que je travaille pour Globo, je suis l'auteur de dix-sept novelas, et on ne m'a jamais dit ce que je devais faire. J'ai toujours été totalement libre », témoigne Silvio de Abreu, l'un des principaux auteurs de la chaîne. Pour Maria Carmem Jacob de Souza Romano, professeure de communication à l'Université fédérale de Bahia, « les grands auteurs ont un pouvoir de négociation, bien sûr. Ils font preuve de

bon sens et ne peuvent transformer la novela en brûlot social, mais ils ont la possibilité d'aborder les thèmes qui leur sont chers, si le succès est au rendez-vous ».

A partir du centre de Rio, il faut une bonne heure de voiture, quand la circulation est fluide, pour se rendre au Projac, l'usine à rêves montée par Globo à Jacarepaguá, dans la partie ouest de la ville. Plus d'un million et demi de mètres carrés, dont 70 % de forêt, permettent à la chaîne de concentrer, depuis 1995, les étapes de la production d'une telenovela. « Avant, les tournages étaient éclatés sur plusieurs studios dans toute la ville. Les concentrer permet une énorme économie de temps

et d'argent », explique M^{me} Iracema Paternostro, responsable des relations publiques, en montrant une maquette des installations.

Une voiture est nécessaire pour en faire le tour. Ici, un bâtiment regroupe les équipes de recherche chargées de compiler les archives et les études de marché. Un peu plus loin, les costumes sont dessinés,

(1) Venício de Lima, *Mídia. Teoria e política*, Fundação Perseu Abramo, São Paulo, 2001.

(2) Alcir Henrique da Costa, Maria Rita Kehl et Inimá Ferreira Simões, *Um país no ar*, Brasiliense, São Paulo, 1986.

Un pays retrouve

Du jamais-vu depuis au moins vingt ans : des manifestations ont rassemblé plusieurs centaines de milliers de Brésiliens à travers le pays. A un an de la présidentielle de 2014, leurs revendications bousculent le Parti des travailleurs, au pouvoir depuis 2003.

PAR JANETTE HABEL *

« *LES manifestations pacifiques sont légitimes et propres à la démocratie...* » Le 17 juin 2013, le communiqué de la présidente brésilienne Dilma Rousseff commentant une nouvelle journée de mobilisation populaire feignait d'ignorer l'essentiel : jamais, depuis la fin de la dictature en 1985, le pays n'avait connu de tels rassemblements – à part peut-être en 1992, lorsque la population était descendue dans la rue pour dénoncer la corruption du gouvernement de M. Fernando Collor de Mello, précipitant sa démission la même année. Au cours de la journée précédant la déclaration de M^{me} Rousseff, près de deux cent mille personnes avaient défilé, notamment à São Paulo, Rio de Janeiro et Brasília, la capitale, où le Congrès avait été occupé durant plusieurs heures. Ils approcheraient le million quelques jours plus tard.

Comme souvent, la nature de l'étincelle n'a que peu de rapport avec l'ampleur de l'embrasement. Les résidents de São Paulo opposés, depuis le 11 juin, à une augmentation du prix du ticket de bus (de 3 à 3,20 reals, soit 1,12 euro) ont en effet très vite été rejoints par d'autres. Les uns, notamment à Rio de Janeiro, contestaient les sommes engagées dans la préparation de la Coupe du monde de football de 2014 et des Jeux olympiques de 2016 : au total, environ 50 milliards de reals, soit 17 milliards d'euros, dans un pays qui demeure l'un des plus inégalitaires du monde. A ceux-là s'est ajoutée la foule des citoyens qu'une corruption généralisée a fini par lasser, ainsi que tous les Brésiliens qui peinent à assurer à leur famille l'accès à des soins et à une éducation de qualité.

Un an avant le scrutin présidentiel de 2014, ces manifestations, principalement animées par des jeunes n'ayant pas connu la dictature, fragilisent M^{me} Rousseff. Bien qu'aucun

parti ne semble pour l'heure en mesure de tirer profit d'un mouvement qui vise l'ensemble des forces politiques aux affaires, il s'agit d'une sérieuse mise en garde pour le Parti des travailleurs (PT), au pouvoir depuis 2003.

Quelques années après sa prise de fonction, M. Luiz Inácio Lula da Silva avait pu compter sur une forte croissance pour œuvrer à une amélioration progressive du niveau de vie de la population. Or M^{me} Rousseff, élue en 2010 sous le signe de la continuité, arrive dans une conjoncture internationale bien plus défavorable. Outre un taux de croissance nettement plus faible (0,9 % en 2012, contre 7,5 % en 2010), le Brésil connaît une « désindustrialisation précoce (1) ». Les exportations de produits de base augmentent, mais celles de produits manufacturés sont en forte baisse. La sixième puissance économique mondiale se trouve confrontée à plusieurs défis : impulser, malgré la concurrence chinoise, une croissance reposant davantage sur le secteur manufacturier, tout en sauvegardant les programmes sociaux de la décennie précédente, qui soutiennent la demande intérieure et assurent au PT sa confortable assise électorale.

Pour remédier aux premiers signes de défaillance du modèle mis en place par Lula (*lire l'article inédit sur notre site*), la présidente brésilienne a opté pour ce que l'hebdomadaire *Veja* décrit comme un « choc capitaliste » : des privatisations qui mettraient le Brésil « en harmonie avec la loi de la gravitation universelle » (15 août 2012). Ce programme, d'un montant total de 66 milliards de dollars, prévoit l'attribution de concessions pour la construction de ports, d'auto-routes, de voies ferrées, ainsi que la vente d'aéroports. M^{me} Rousseff avait pourtant dénoncé les privatisations lors de la campagne présidentielle de 2010.

De son côté, la présidente met l'accent sur son souhait de privilégier la production industrielle et la construction, au détriment de la spéculation : baisse des taux d'intérêt, réduction des prix de l'électricité, exemptions fiscales, taxation des capitaux à court terme, règle de la préférence nationale pour protéger l'industrie en augmentant les droits de douane sur de nombreux produits importés...

Certaines de ces mesures, qualifiées de « protectionnistes » par Washington, ne déplaisent pas aux organisations de salariés. Le gouvernement favorise l'implantation

(1) Pierre Salama, *Les Economies émergentes latino-américaines. Entre cigales et fourmis*, Armand Colin, Paris, 2012.

UNE COMMUNAUTÉ NATIONALE IMAGINAIRE

de la société brésilienne

cousus et soigneusement conservés, pour être utilisés à l'avenir. Puis on pénètre dans un gigantesque atelier de menuiserie où sont élaborés les meubles et les décors imaginés à quelques mètres de là : un salon du XIX^e siècle, une rame de métro – le tout en pièces détachées, pour que l'on puisse les monter en quelques heures, dans l'un des quatre studios de mille mètres carrés où les *novelas* sont tournées tous les jours de l'année. Les pièces seront ensuite démontées et remises pour des tournages futurs, ou détruites pour être recyclées.

A l'est du territoire se trouve la cité cinématographique, avec quelques équipements permanents, comme une curieuse église disposant d'une triple façade, l'une baroque, l'autre italienne, la troisième portugaise. « *On a toujours besoin d'une église* », s'amuse M^{me} Paternostro, en référence à l'incontournable mariage de l'épisode final. Derrière, ce sont de véritables pans de ville qui sont érigés pour neuf mois, la durée moyenne d'une *novela*. La moitié de l'action de « *Salve Jorge* »,

diffusé début 2013, se déroulant en Turquie, la direction artistique a reconstitué un petit Istanbul, en s'attachant aux moindres détails : une affiche arrachée, un livre tombé d'une bibliothèque, une théière traditionnelle. Pour monter ce décor, des milliers de photos ont été prises sur place, et une cargaison d'objets typiques rapportée à Rio. Des équipes ont également filmé des heures durant la vie de tous les jours, les vendeurs à la sauvette, le flux des voitures.

Lors du montage, les images, toujours en grand angle, s'insèrent dans les scènes tournées dans la cité cinématographique. L'illusion fonctionne à merveille. Et le procédé ne concerne pas seulement les destinations lointaines : aux côtés du petit Istanbul, un dédale de rues recrée, sur mille huit cents mètres carrés, l'Alemão, l'une des plus grandes favelas de Rio de Janeiro. Là encore, on s'y croirait. Globo a même embauché M^{me} Adriana Souza, une vendeuse d'*empadas*, des chaussons fourrés à la viande ou aux crevettes, pour vendre ses produits dans le décor en carton-pâte comme elle le fait dans sa favela.

Toucher toutes les classes sociales

LE secret de la réussite de Globo, c'est sa capacité à industrialiser toutes les étapes de la création, pour parvenir à diffuser tous les jours au moins trois *novelas*, chacune comptant entre cent quarante et cent quatre-vingts épisodes d'une quarantaine de minutes, et durant six à neuf mois. A chaque horaire son ambiance, selon un modèle immuable depuis 1968 : la *novela* de 18 heures aborde un thème léger ; celle de 19 heures est souvent comique ; les questions sociales et les drames sont réservés à celle de 21 heures, l'horaire « noble ». Quant à la narration, elle reprend souvent les recettes typiques du mélodrame, tournant autour de la question de la famille, de l'identité et de la vengeance.

Produire une *novela* coûte cher : autour de 200 000 dollars par épisode, selon les estimations de Vassallo de Lopes. « *Une forte tendance de ces dernières années est le remake des grands succès du passé* », explique Nilson Xavier, auteur d'*Almanaque de telenovela brasileira* (Panda Books, 2007). « *Un choix imbécile* » aux yeux de Gilberto Braga, l'un des auteurs les plus courtisés de Globo. Pour lui, « *il n'existe pas de recette* ».

Une fois sa proposition adoptée, l'auteur s'entoure d'une poignée d'assistants, qui écrivent une partie des dialogues et des scènes à un rythme forcené. Quelque trente épisodes sont tournés avant le lancement. Dès les premiers jours de la diffusion, la

réaction du public est soigneusement auscultée, que ce soit à travers des enquêtes ou sur les réseaux sociaux. « *La novela est une œuvre ouverte*, explique M. Flávio Rocha, l'un des directeurs de Globo. *Un couple peut paraître peu convaincant aux yeux du public et disparaître, alors qu'un personnage qui était secondaire peut devenir central s'il rencontre davantage de succès. L'auteur s'adapte.* »

Le discours sur l'« œuvre ouverte » est un mythe cultivé par Globo. Car, avant de laisser divaguer leur imagination, les auteurs sont priés de penser aux coûts de production : idéalement, les scènes qui auront lieu dans un salon doivent être écrites à l'avance, pour être tournées dans la foulée, avant la destruction du décor et son remplacement par un autre dans le studio. Les acteurs enchaînent ainsi au cours du même après-midi le tournage de scènes des épisodes 8, 22, 24 et 42. Seuls ceux qui ont l'habitude de ce type de tournage parviennent à se retrouver dans l'intrigue.

Travailler avec une star est un casse-tête pour l'auteur : certains acteurs font stipuler dans leur contrat qu'ils ne vont au Projac que le mardi et le jeudi, ou exigent une fortune pour bousculer leur emploi du temps. Ils veulent également concentrer leurs scènes dans la même journée. « *C'est pour cette raison, par exemple, que les grands personnages ne divorcent jamais : cela pourrait les contraindre à sortir de leur maison, qui constitue leur décor principal, et à tourner dans une multitude d'autres* », s'amuse un auteur sous couvert d'anonymat. L'écriture doit être simple, suffisamment répétitive pour que le spectateur puisse renouer avec le cours de l'histoire après avoir raté certains épisodes. Mais les personnages n'en sont pas moins complexes, et la narration – qui renvoie souvent à un riche patrimoine littéraire – assez élaborée pour hanter la société des années après la diffusion.

Il faut de surcroît toucher toutes les classes sociales : « *C'est l'impératif de la*

novela, comme celui du journal télévisé de Globo. Et pourtant, écrire pour tous est en apparence un contre-sens. Rares sont ceux qui y parviennent », souligne Bosco Brasil. Etre auteur de *novela* n'est pas donné à tout le monde : « *Entre 1989 et 2004, vingt-cinq novelas ont été diffusées à l'heure noble, et elles étaient signées par seulement six auteurs, en alternance* », confirme Souza Romano. Le salaire des membres de ce petit club dépasse souvent les 100 000 euros par mois.

Une fortune pour les uns, mais une somme négligeable au regard de ce que rapporte ce produit artistique et commercial. On estime qu'une publicité de trente secondes durant la *novela* de l'heure noble coûte autour de 350 000 reals (environ 115 000 euros). Et pour le dernier acte d'« *Avenida Brasil* », le prix a doublé. Ce soir-là, l'épisode durait soixante-dix minutes, près de deux heures avec la publicité. Entre les spots régionaux et nationaux, cinq cents espaces ont été vendus.

Le miroir de la modernité fonctionne d'autant mieux qu'il intègre un discours pédagogique sur les grandes causes endossées par la chaîne. Des études de la Banque interaméricaine de développement (BID) estiment que les *novelas* ont joué un rôle dans la forte réduction du nombre de naissances – le taux de fertilité a chuté de 60 % depuis les années 1970 – et dans le quintuplement des divorces (3). La leucémie de Camila, personnage de « *Liens de famille* », diffusée en 2000, a provoqué une explosion des dons d'organes. « *Certaines novelas ont également beaucoup aidé à l'acceptation de l'homosexualité* », ajoute Silvio de Abreu, rappelant que Globo dispose d'un département chargé de suggérer des thèmes de société.

Souvent politiquement correcte, l'évocation des débats de société constitue une marque de la *novela* brésilienne. Pour Globo, pièce centrale des Organisations Globo, le premier conglomerat médiatique d'Amérique latine, contrôlé par la seule famille Marinho, « *c'est aussi une façon de se donner une bonne image, celle d'une chaîne privée préoccupée par une mission de service public* », estime Souza Romano. De son côté, Alencar veut croire que l'ancienne devise de Globo, « *A gente se vê por aqui* » (« Ici, on retrouve sa propre vie »), et l'actuelle, « *A gente se liga em você* » (« Nous sommes branchés sur

vous »), « *ne sont pas seulement des slogans publicitaires : elles démontrent l'intense relation d'identification du public et l'intérêt de la chaîne pour les grands thèmes nationaux* ».

Maintenir cette relation n'est pas simple. D'une part parce que si Globo reste la reine incontestée de la *novela* – les autres chaînes se bornant à copier son modèle de production sans se donner les moyens de la mettre en œuvre –, elle souffre de la concurrence d'Internet et du désintérêt d'une partie de la jeunesse. Jusqu'aux années 1970, les scores moyens d'audience des *novelas* dépassaient souvent 60 %. Aujourd'hui, capter l'intérêt de 40 % des foyers représente une réussite. En 2012, l'audience totale de Globo a atteint le niveau le plus bas de l'histoire, avec une chute de 10 % – qui a certes frappé toutes les chaînes. « *Le problème, c'est qu'on regarde la novela sur son ordinateur, sur son téléphone, et nous ne disposons encore d'aucun instrument de mesure pour ces supports* », plaide Alencar.

De fait, contre toute attente, la chute de l'audience n'a pas impliqué de réduction des bénéfices : les *novelas* rapportent plus que jamais. Dans les agences de publicité, on reconnaît que c'est en partie le résultat d'une certaine inertie. Comme pour la presse écrite, il est plus simple de pousser les annonceurs à concentrer leur budget sur quelques titres, sans prendre en compte leur impact moindre. Et cette illusion est alimentée par le fait que la *novela* a contaminé tous les espaces : des dizaines de revues lui sont consacrées, les réseaux sociaux entretiennent le suspense, sans parler des spécialistes en tout genre invités à parler du phénomène dans d'autres émissions de la chaîne, mais aussi dans les colonnes du journal *O Globo*, ainsi que sur les radios et les autres chaînes liées au groupe – une synergie encore peu étudiée dans les universités. « *On parle et on entend parler de plus en plus de la novela, sans nécessairement la voir* », constate Brasil.

D'autant que la société brésilienne a profondément changé au cours des dix dernières années, avec la sortie de la pauvreté de près de cinquante millions de personnes, arrivées sur le marché de la consommation de masse, et une réduction sensible des inégalités. « *Ce sont des foyers dont le pouvoir d'achat a considérablement augmenté. Il devient donc plus intéressant d'investir en publicité* », pointe Alencar.

le chemin de la rue

des entreprises étrangères sur le territoire national en priviliant la main-d'œuvre locale. Le taïwanais Foxconn (2) compte ainsi huit unités de production sur le territoire, qui fabriquent déjà des iPhone 4, et bientôt des iPod et des iPad. Il a bénéficié d'importantes réductions fiscales et de prêts subventionnés pour s'installer. Après l'instauration de nouveaux impôts sur les importations de voiture, Land Rover et BMW ont décidé d'ouvrir des usines au Brésil.

Néanmoins, le programme de M^{me} Rousseff ne s'arrête pas là. Il faudrait également s'attaquer « *au coût du travail (...)* et à un *taux d'imposition trop élevé* », concède-t-elle à ses interlocuteurs du *Financial Times* (3 octobre 2012). Une feuille de route inspirée par de grands entrepreneurs. Jusqu'à maintenant, le PT comptait toutefois sur un autre soutien : celui des deux grandes centrales syndicales, la Centrale unique des travailleurs (CUT) et Force syndicale (Força Sindical). Et, comme le suggèrent les récentes manifestations, les appuis populaires du gouvernement s'effritent...

ANCIEN président de la CUT, M. Artur Henrique a toujours soutenu le gouvernement. Mais il déplore que le PT, après plus d'une décennie au pouvoir, « *n'ait pas encore révisé les politiques néolibérales qui, sous l'égide de l'ex-président Fernando Henrique Cardoso [1995-2002], ont démantelé les relations de travail* ». De son côté, M. Valter Pomar, membre du bureau national du PT, observe : « *Certes, nous avons enregistré de très bons résultats en termes d'amélioration du niveau de vie de la population. Nous avons dopé les salaires pour stimuler la consommation, ce qui favorise les logiques de marché : on gagne plus... pour payer plus cher des écoles privées. Cette stratégie ne concourt pas au développement de services publics forts, ni à la conscience politique de l'importance des services proposés par l'Etat.* »

La présidence Lula avait été marquée par l'absence de mobilisations populaires. M^{me} Rousseff ne bénéficie pas d'un contexte social aussi favorable, et son intransigeance pourrait être un handicap supplémentaire.

En 2012, face à la plus grande grève de fonctionnaires en une décennie, elle n'a pas cédé aux revendications. Après cent sept jours de conflit ininterrompu, elle a réussi à imposer son plan de rajustement des salaires : les syndicats exigeaient des hausses de 40 à 50 % et une revalorisation des carrières ; ce sera 15,8 % échelonnés sur trois ans, alors que l'inflation avoisinait 6 % en 2012. Seule concession : l'ouverture de négociations pour le paiement des jours de grève. A l'inverse, trois corps de l'armée brésilienne ont obtenu une augmentation de leur solde de 30 %.

Mécontentes, quatre des cinq centrales les plus importantes du pays – dont certaines proches de la droite –, Force syndicale, Nouvelle Centrale, l'Union générale des travailleurs (UGT) et la Centrale des travailleurs et travailleuses du Brésil (CTB), ont signé un texte très critique. Absente lors de la réunion, la CUT s'y est finalement ralliée. Ensemble, les syndicats ont organisé une marche de protestation le 6 mars dernier à Brasília.

M^{me} Rousseff est-elle en train de remettre en cause le « *contrat social* » établi avec eux depuis 2003 ? Le mouvement ouvrier brésilien, qui avait joué un rôle central dans le processus de démocratisation et dans la rédaction de la Constitution de 1988, se trouvera-t-il de ce fait marginalisé ? Lors des présidences de M. Lula, de nombreux dirigeants politiques et syndicaux ont bénéficié d'une promotion qui a favorisé la formation d'une nouvelle bureaucratie publique défendant le consensus social. M^{me} Rousseff pourrait changer de stratégie en cherchant à consolider son autorité auprès d'autres groupes, plus réceptifs aux exigences de ce que l'intellectuel Luiz Carlos Bresser-Pereira décrit comme un « *Etat développementaliste social* ».

La présidente entend construire un « *Brésil des classes moyennes* », qu'elle évalue à cent cinq millions d'individus. Une analyse réfutée par l'économiste Paulo Kliass, qui dénonce la « *tromperie consistant à persuader les pauvres qu'ils font partie des classes moyennes* (3) ». Et un mirage contredit par les milliers de personnes qui ont manifesté au cri de « *Nous voulons un autre Brésil!* » pour exiger moins de corruption, plus de santé et d'éducation au lieu d'investissements somptuaires dans des stades.

JANETTE HABEL.

(2) Lire Jordan Pouille, « *En Chine, la vie selon Apple* », *Le Monde diplomatique*, juin 2012.

(3) « *Nova classe média e velha enganação* », *Brasil de Fato*, São Paulo, 27 septembre 2012.

Des héroïnes femmes de ménage

C'EST d'ailleurs l'une des raisons de l'énorme succès d'« *Avenida Brasil* », qui doit son nom à la voie rapide reliant les quartiers périphériques du nord à la zone sud de Rio de Janeiro, riche et touristique. Ce qui a été décisif n'est pas tant l'intrigue – une jeune femme élevée sur une décharge municipale entend se venger d'avoir été abandonnée par sa belle-mère devenue riche – que l'apparition d'un nouveau type de protagoniste. Les traditionnelles scènes sur les plages d'Ipanema ou de Copacabana, les quartiers les plus huppés de Rio, ont été remplacées par une plongée dans un quartier fictif, le Divino, typique de la petite classe moyenne de la zone nord de la ville. Ce n'est pas la première fois que les pauvres sont représentés ; mais, généralement, leur seul rêve, qui se réalisait lors du happy end, était d'accéder au Rio riche et distingué. Pas dans « *Avenida Brasil* » : Jorge Tufão, le héros, devenu millionnaire grâce au football, reste dans le quartier de son enfance. On y parle haut et fort, et on ne sait pas utiliser ses couverts correctement, mais il s'y plaît. Enorme succès auprès de ce que le gouvernement s'emploie à décrire comme une « *classe moyenne émergente* » (en réalité davantage une « *frange pauvre* » de la population active), qui se voit pour la première fois représentée, comme auprès des plus riches, qui ont ainsi accès à un monde inconnu.

Ce cocktail de fierté chez les uns et de curiosité chez les autres explique également le retentissement de « *Pleines de charmes* » (2012), dont les héroïnes sont trois femmes de ménage : du jamais-vu. « *Jusqu'alors, c'était un personnage secondaire, et souvent caricatural : la femme de ménage qui se*

mêle de tout dans la vie de sa patronne, sans existence propre », explique Xavier. Entre la hausse du salaire minimum, passé de 70 à 240 euros entre 2002 et 2013, et l'augmentation du niveau d'éducation – la proportion de jeunes âgés de 19 ans ayant été scolarisés pendant au moins onze ans est passée de 25,7 % en 2001 à 45 % en 2011 –, le rapport de forces a commencé à changer dans la société, poussant les auteurs, Filipe Miguez et Izabel de Oliveira, à imaginer ce scénario. « *Auparavant, la femme de ménage n'apparaissait qu'à travers sa fonction. Nous avons décidé de la suivre dans sa vie, dans sa maison, dans la rue, dans ses rêves* », raconte Miguez. Là encore, la performance est d'avoir réussi à ne pas braquer les plus riches, aux idées fort peu progressistes, comme l'a constaté l'auteur : « *Nous avons fait un sondage qui posait des questions du type : "Est-il approprié qu'une domestique monte dans le même ascenseur que vous ?". Et la majorité a répondu non.* »

Alors que, dans les bureaux du Projac, ils sont nombreux à plancher sur les transformations économiques et technologiques qui bouleversent le pays, de Abreu se veut philosophe : « *Qu'on la regarde sur Internet ou sur un téléphone, pour moi, cela ne changera rien : je devrai toujours me lever tôt et écrire jusqu'à minuit, pour produire un chapitre par jour.* »

LAMIA OUALALOU.

(3) Eliana La Ferrara, Alberto Chong et Suzanne Duryea, « *Soap operas and fertility : Evidence from Brazil* », et Alberto Chong et Eliana La Ferrara, « *Television and divorce : Evidence from Brazilian novelas* », Banque interaméricaine de développement, Washington, DC, respectivement 2008 et 2009.

Naissance d'un bloc de

Alors que l'Allemagne conduit à marche forcée son programme de sortie du nucléaire, ses voisins de l'Est relancent la construction de réacteurs. Pour la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie, il s'agit de conquérir leur indépendance énergétique par rapport au gaz russe. Mais Moscou vendrait volontiers des centrales à ses anciens satellites...

PAR NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX
HÉLÈNE BIENVENU
ET SÉBASTIEN GOBERT *

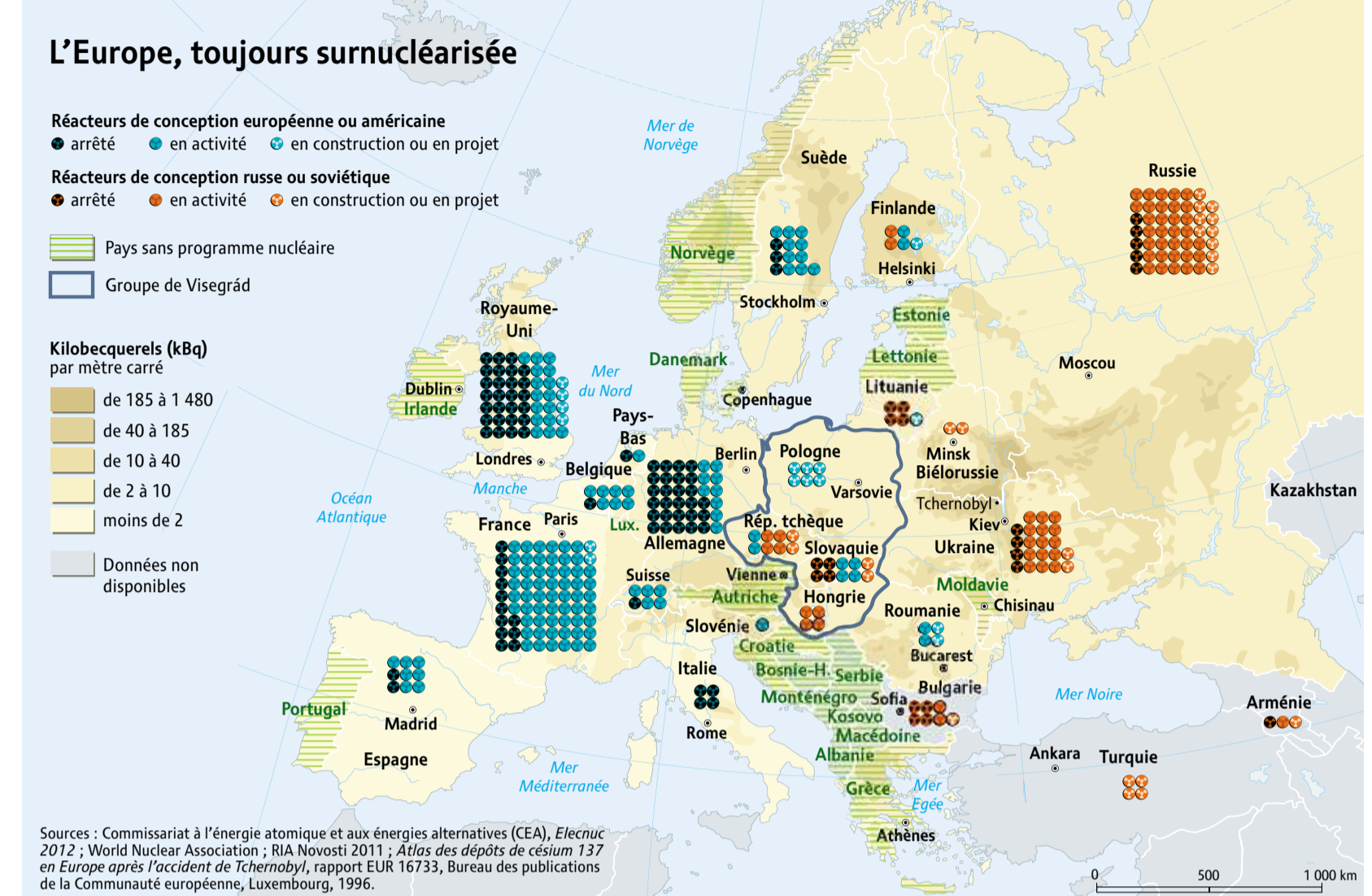
MOUSTACHE soignée, regard fixe, M. János Hajdú affiche une satisfaction sincère. « La centrale nucléaire est la meilleure chose qui nous soit jamais arrivée. » Au-dessus de son bureau, le maire de Paks a accroché le drapeau de sa ville, qui arbore le symbole argenté de l'atome. « Paks est une petite ville de dix-neuf mille cinq cents habitants, mais les salaires y sont plus élevés que la moyenne nationale, et nos infrastructures sont de meilleure qualité. On vient de tout le pays pour visiter la centrale. C'est notre fierté. » Sur les bords du Danube, au centre de la Hongrie, le nucléaire ne semble pas faire débat. M. Hajdú, fervent promoteur de l'atome, en veut pour preuve sa réélection, en octobre 2010, pour un troisième mandat d'affilée. « Le gouvernement parle maintenant d'agrandir la centrale. Nous attendons cela avec impatience, car le pays y gagnera en indépendance énergétique, et la ville en dynamisme. »

Une coopération datant de l'époque soviétique

A moins de cinq kilomètres de là, au bout d'une petite route bordée d'arbres, les deux blocs d'un vert délavé de la MVM Paks Atomerőmű, la centrale de Paks, abritent une activité débordante. L'air jovial, M. Csaba Dohóczy, chargé de communication du complexe, nous assure de la sécurité optimale du site : « Plus de deux mille quatre cents personnes travaillent ici. Vous le voyez, c'est une véritable fourmilière. » Après de rapides contrôles, il entraîne le visiteur dans les méandres du bloc des unités n°1 et 2. Ici s'est produit en avril 2003 un incident, classé 3 sur l'échelle internationale des événements nucléaires (International Nuclear Event Scale, INES) (1), lors du rechargement annuel du combustible du réacteur n° 2, qui est resté hors service pendant près de dix-huit mois. « Nous avons reçu l'aval des autorités de sûreté hongroise et internationales pour redémarrer l'exploitation. Début 2012, nous avons passé sans difficulté les tests de résistance de la Commission européenne. Et à la fin de l'année, la durée d'opération du réacteur n° 1 a été prolongée jusqu'à 2032. Autant dire que nous jouissons d'un très haut niveau de confiance. »

Une fois dans le couloir d'observation qui surplombe l'immense salle des réacteurs, le ton se fait plus solennel : « Entre ces murs, nos quatre réacteurs produisent 43 % de l'électricité du pays, explique M. Dohóczy en désignant les installations. Nous misons sur une transparence maximale, car s'assurer du soutien non seulement de nos voisins, mais aussi de la population en général, est primordial. » Un soutien que le gouvernement hongrois semble considérer comme acquis. Il s'engage dans la construction de deux nouveaux réacteurs à Paks, dans l'optique de porter la part du nucléaire à 60 % de la production électrique du pays d'ici à 2025.

Au sein d'une Union européenne de plus en plus réservée sur les bienfaits de l'atome après le choc de la catastrophe de Fukushima, au Japon, en mars 2011, l'initiative peut surprendre. La politique



PHILIPPE REKACEWICZ ET AGNÈS STIENNE

de Budapest s'inscrit néanmoins dans une tendance régionale. Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie, les quatre pays qui forment le groupe de Visegrád, ou V4 (*lire l'encadré ci-dessous*), font du nucléaire une composante essentielle de leur politique énergétique et un outil d'émancipation face aux importations d'hydrocarbures russes.

Cette inclination remonte à la coopération des régimes de l'ancien bloc socialiste. Dès 1958, la défunte Tchécoslovaquie avait commencé la construction de son premier réacteur, de type expérimental KS150/A-1, à Jaslovské Bohunice (2). Mis en service pour la plupart dans les années 1980, quatorze réacteurs, tous du type VVER à eau pressurisée, d'inspiration soviétique, sont aujourd'hui en service dans cinq centrales : Paks en Hongrie, Jaslovské Bohunice et Mochovce en Slovaquie (quatre réacteurs produisant 54 % de l'électricité du pays), Dukovany et Temelín en République tchèque (six réacteurs et 33 % de la production d'électricité). Comme pour l'unité n° 1 de Paks, les autorités envisagent de prolonger pour une durée importante l'activité de la plupart de ces réacteurs. Et projettent d'installer des capacités supplémentaires, comme les deux VVER-440/V-213 de Mochovce, qui doivent être mis en service d'ici à la fin 2014. Deux nouvelles unités devraient également être ajoutées à Temelín, une à Dukovany et deux à Jaslovské Bohunice.

La République populaire de Pologne avait tardé à entreprendre la construction d'une première centrale à Zarnowiec, sur les bords de la mer Baltique. L'impact de l'explosion du réacteur n° 4 de Tchernobyl, en avril 1986, de même que les changements

politiques et économiques de la fin des années 1980 avaient eu raison du projet. La construction a été stoppée en décembre 1990, et les équipements destinés à la centrale ont été revendus. « Ce fut une aubaine pour Paks, qui a pu acquérir une cuve de réacteur à prix modique », confie M. Dohóczy avec un sourire. L'exécutif polonais, qui s'emploie depuis plusieurs années à diversifier sa production d'électricité, actuellement dépendante à 86,5 % du charbon, a lancé un programme de développement de l'énergie nucléaire qui prévoit l'achèvement de deux centrales à l'horizon 2025.

Pas de mouvement d'opposition dans la population

Le groupe de Visegrád s'appuie sur un soutien traditionnellement fort des populations. En mars 2010, l'Eurobaromètre sur « les Européens et la sûreté nucléaire » révélait que 86 % des répondants en République tchèque, 76 % en Slovaquie et en Hongrie et 70 % en Pologne se prononçaient pour le maintien ou l'augmentation de la part du nucléaire dans le bouquet énergétique. « Aucune étude comparative n'a été menée à grande échelle depuis Fukushima, de peur qu'elle ne révèle un désaveu significatif. Mais près de deux ans après, je constate qu'il n'y a pas eu de fort mouvement d'opposition », admet, non sans amertume, M. Jakub Patocka, ancien dirigeant du Strana Zelených, le parti vert tchèque.

Aucun parti écologiste ne siège dans les Parlements nationaux des V4, hormis les huit députés du parti hongrois. Une autre politique est possible (Lehet Más a Politika, LMP) (3). « Cette situation nous place en porte-à-faux par rapport à nos voisins autrichiens, qui ont refusé par référendum le recours au nucléaire dès 1978, et surtout par rapport aux Allemands et à leur Energiewende [tournant énergétique] », constate M. Patocka. En juin 2011, le gouvernement de Mme Angela Merkel a en effet annoncé la fermeture immédiate de huit des dix-sept réacteurs allemands, et l'arrêt progressif de l'exploitation du nucléaire d'ici à 2022. Cette décision historique remet en question, au moins sur un plan rhétorique, les perspectives de l'atome au sein de l'Union européenne, et explique en partie le rejet par les électeurs lituaniens et bulgares de projets de construction de nouvelles centrales sur leurs territoires (4).

En marge d'une Europe en proie au doute, les V4 forment ainsi un nouveau « bloc de l'atome », qui entend faire respecter ses orientations. « La Slovaquie a dû se résoudre à fermer deux de ses réacteurs à Jaslovské Bohunice, car c'était l'une des conditions de son adhésion à l'Union européenne, rappelle M. Kristián Takác, conseiller spécial auprès du ministre de l'économie slovaque. Nos experts doutaient de la nécessité de cette fermeture. Et, conséquence de la perte de ces deux réacteurs, la Slovaquie est devenue importatrice nette d'électricité. » Comme en République tchèque, les projets d'expansion nucléaire slovaques sont motivés par un gain d'indépendance énergétique, mais aussi par la perspective d'exporter de l'électricité vers les pays voisins. « Sans ses capacités nucléaires, l'Allemagne connaîtra bientôt un besoin croissant d'électricité. Nous serons là pour lui en fournir », présume M. Takác, très réservé sur la politique de Berlin.

Une structure de soutien mutuel

C'EST en février 1991, lors d'un sommet entre la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie dans la citadelle médiévale de Visegrád (Hongrie), qu'est né le groupe de Visegrád (V4).

Initialement conçu comme une structure de soutien mutuel pour l'intégration européenne d'une région fraîchement affranchie de la tutelle soviétique, le groupe a survécu à l'adhésion des quatre pays à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et à l'Union européenne, pour évoluer en un forum intergouvernemental. A défaut d'institutions permanentes, il dispose d'une présidence tournante annuelle, ainsi que du Fonds international de Visegrád. Doté de 7 millions d'euros en 2012, celui-ci alloue des bourses d'éducation ainsi que des subventions artistiques et culturelles.

La coopération des V4 concerne des domaines précis, tels que l'éducation ou la défense. En mars 2013, la création d'une force militaire d'intervention forte de trois mille hommes, opérationnelle d'ici à 2016, a été annoncée. Il s'agit d'une initiative conjointe avec le triangle de Weimar, qui regroupe la France, l'Allemagne et la Pologne. Les efforts de constitution d'un espace énergétique régional demeurent toutefois quasi nuls.

H. B. ET S. G.

L'Allemagne, encombrant voisin antinucléaire

D'autant que le « tournant énergétique » entraîne des conséquences notables dans la région. « Le réseau de distribution allemand n'est pas adapté aux fortes fluctuations de puissance dans le transit entre les grandes fermes éoliennes du Nord et les centres industriels du Sud (5). Des perturbations très inquiétantes se répercutent donc sur les réseaux polonais et tchèque », critique M. Václav Bartuska, porte-parole du gouvernement tchèque pour l'expansion de la centrale de Temelín. Polonais et Tchèques s'efforcent d'installer des transformateurs et des « diviseurs de phase » à leurs frontières avec l'Allemagne pour contenir ces flux instables et

* Journalistes.

D'ASSURER LEUR INDÉPENDANCE

L'atome en Europe de l'Est

prévenir une surchauffe incontrôlée. « *Alors que l'on parle de consolider un marché européen de l'énergie, c'est un choix on ne peut plus égoïste, et sans consultation préalable, qu'ont fait les Allemands.* »

La République tchèque n'en est pas à sa première confrontation avec ses voisins. La construction de la centrale de Temelín, à la fin des années 1990, avait suscité de vives protestations allemandes et autrichiennes. Parallèlement aux actions d'organisations antinucléaires, qui, en septembre 2000, avaient par exemple bloqué les vingt-six points de passage entre l'Autriche et la République tchèque, M. Andreas Molin, porte-parole du gouvernement autrichien pour les affaires nucléaires, avait critiqué les critères de sûreté de Temelín et demandé leur alignement sur ceux des centrales allemandes, réputés parmi les plus élevés en Europe. « *Il y a eu beaucoup de remous autour des centrales de ces "nouveaux" pays*, déplore M. Pal Vincze, chef du département d'ingénierie de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à Vienne (6). *C'était beaucoup de bruit pour rien. Sur de nombreux points, leurs conditions de sûreté sont d'ailleurs bien plus élaborées que celles des centrales d'autres pays européens.* »

Pour la Pologne, une question de fierté nationale

Malgré tout, une certaine méfiance semble subsister de part et d'autre de la frontière. Dans les couloirs du ministère de l'environnement à Vienne, chaque porte est estampillée du slogan « Atomfrei ! » (« Sans nucléaire ! »). Dans son bureau, M. Molin défend toujours la même position d'un ton pédagogue. « *Oui, la sûreté des centrales opérant juste par-delà nos frontières nous préoccupe. Non, nous ne donnons pas d'instructions à nos voisins.* » Il ne cache cependant pas sa satisfaction à l'énoncé d'une récente initiative gouvernementale qui vise à délivrer des « certificats d'origine » à l'électricité importée en Autriche, afin de garantir que celle-ci n'a pas été générée par un réacteur nucléaire. Un système complexe, dénoncé par les pays voisins comme une nouvelle forme d'ingérence de Vienne dans leur politique énergétique. « *En tant que consommateurs, nous demandons seulement un gage de qualité pour l'électricité que nous achetons*, se défend M. Molin. *Nous entendons bien préserver nos succès en matière de renouvelables. Et si un tel système peut inciter nos fournisseurs à développer des énergies "propres", alors tant mieux.* »

De l'autre côté de la frontière, en République tchèque, les renouvelables font grincer des dents (*lire l'encadré ci-dessous*). « *Non seulement nos pays ne disposent pas de l'hydraulique autrichien ou des éoliennes allemandes, mais on voit que ceux-ci ne suffisent pas*, argue M^{me} Iva Kubánová, responsable qualité et sûreté des futures unités n^{os} 3 et 4 de la centrale de Temelín au sein d'Entreprises tchèques énergétiques (Ceské Energetické Závody, CEZ), la société dominante sur le marché tchèque. *Même les Allemands rouvrent déjà des centrales au charbon pour compenser l'arrêt de leurs réacteurs ! Je n'y vois pas un bon exemple de développement "vert". En République tchèque, le nucléaire est abordable, fiable et propre.* »

A l'instar de Magyar Villamos Műve (MVM) en Hongrie et de Slovenské Elektrárne-Enel en Slovaquie (7), l'entreprise tchèque se donne les moyens de faire valoir ses arguments. Dans le village de Temelín, à moins de trois kilomètres de la centrale, le logo orange de CEZ est omniprésent, y compris sur les bâtiments du club de football et du bar-restaurant locaux. En 2011, le groupe a dépensé 432,7 millions de couronnes tchèques (soit environ 16,8 millions d'euros) dans des programmes de mécénat, en particulier dans les régions où sont situées les centrales. « *Nous souhaitons être considérés comme de bons voisins. Il est normal que nous contribuions à la vie des localités concernées* », explique M^{me} Kubánová.

« *C'est de la propagande*, dénonce, placide, M. Jan Haverkamp, chargé de plusieurs campagnes antinucléaires pour l'organisation non gouvernementale (ONG) Greenpeace et bête noire des compagnies énergétiques régionales. *Leurs prétendues campagnes d'information visent uniquement à démontrer par A + B que le nucléaire est tout à fait sûr, et qu'il n'existe pas de solution de rechange crédible. Et, en parallèle, ils achètent l'opinion publique par de généreuses donations.* »

L'argument trouve un écho certain plus au nord, alors que le gouvernement polonais et Polska Grupa Energetyczna (PGE SA, Groupe énergétique de

Pologne), le principal producteur d'électricité du pays, ont lancé une série de consultations sur la mise en œuvre du programme d'énergie nucléaire adopté en janvier 2011. Selon le premier ministre Donald Tusk, la construction de deux centrales, qui produiraient à elles deux 6 000 mégawatts (MW) d'électricité, nécessiterait 40 milliards de zlotys (environ 9,6 milliards d'euros). « *Nous prévoyons de mettre le premier réacteur en service d'ici 2023-2024* », affirme M^{me} Hanna Trojanowska, sous-secrétaire d'Etat à l'économie et plénipotentiaire pour l'énergie nucléaire. Tout en reconnaissant néanmoins que, une fois achevées, les centrales ne produiraient que 17 % de l'électricité du pays.

« *La Pologne est le dernier grand pays d'Europe à ne pas avoir vécu son "expérience nucléaire". Je ne pense pas que ce projet réponde à un besoin réel, mais plutôt à une question de fierté nationale* », remarque M. Andrzej Rozenek, porte-parole du Ruch Palikota (mouvement Palikot) à la Sejm (Diète), la Chambre basse du Parlement. Bien que la majorité des forces politiques soutiennent la production nucléaire en Pologne, l'atome semble y faire moins consensus qu'ailleurs dans les V4. Le programme n'était soutenu que par 52 % de la population à la fin 2012, et se heurte à une forte contestation, en particulier dans la sélection des sites de construction. « *Les habitants du village de Gaski se sont clairement prononcés, par référendum, contre l'implantation d'une centrale sur le territoire communal. Puisque le gouvernement polonais se dit démocratique, il est impossible qu'il passe outre* », plaide M^{me} Beata Maciejewska, cofondatrice du think tank Zielony Instytut (Institut vert). M^{me} Trojanowska n'envisage pas l'organisation d'un référendum national, mais assure bénéficié d'un soutien croissant du public polonais au fur et à mesure de la campagne « *d'information et d'éducation* » qu'elle mène. Une campagne qui s'apparenterait, en Pologne aussi, à de la « *propagande* », selon M^{me} Maciejewska, qui condamne l'« *entêtement* » du gouvernement comme un « *non-sens, en particulier dans une période de ralentissement économique* ».

Des attributions de marchés très politiques

La Pologne, qui assure en 2012-2013 la présidence tournante du groupe de Visegrád, s'est fixé parmi ses priorités la « *promotion du nucléaire comme source d'énergie équivalente* [à d'autres sources] » et la création d'un groupe de travail intergouvernemental sur le sujet. Malgré la récente intégration des marchés électriques tchèque, slovaque et hongrois, la modernisation et l'amélioration des interconnexions régionales, conditions d'une véritable régionalisation de la production nucléaire, ne sont pas à l'ordre du jour. « *Chacun veut sa centrale*, résume M. Gérard Cognet, délégué du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) pour la région. *Mais si elles sont toutes construites, elles ne pourront pas toutes exporter vers l'Allemagne, alors que leur modèle économique est basé sur l'exportation.* »

Reste à savoir qui va construire ces centrales et ces réacteurs. La France est très engagée dans le développement d'une industrie du nucléaire en Pologne depuis une rencontre entre M. Tusk et M. Nicolas Sarkozy, le 5 novembre 2009. Areva et son partenaire Electricité de France (EDF) y proposent des réacteurs pressurisés européens (Evolutionary Power Reactor, EPR) et comptent parmi les favoris dans la sélection, qui les oppose pour l'heure au nippo-américain GE Hitachi et à l'américain Westinghouse (contrôlé par le japonais Toshiba). La publication d'un appel d'offres est attendue pour 2015 au plus tard. « *Cet appel d'offres est crucial pour Areva. Ce sera sa dernière chance dans la région* », déclare, sourire en coin, M. Haverkamp. Il fait allusion à l'éviction du groupe français de la compétition pour la construction des unités n^{os} 3 et 4 de Temelín, officiellement pour manquement aux exigences légales de la procédure d'appel d'offres (8). Une exclusion « *regrettable et peu compréhensible* » pour M^{me} Kubánová, d'autant que cet appel d'offres est considéré comme une première étape pour les autres projets de réacteurs dans la région, portés en partie par le consortium Jadrová Energetická Spoločnosť Slovenska (JESS, Société d'électricité nucléaire de Slovaquie), codétenu par la slovaque Jadrová a Vyradovacia Spoločnosť (Javys, Société nucléaire et de démantèlement) et par CEZ. Restent en lice Westinghouse, ainsi qu'un consortium formé par les sociétés russes Atomstroyexport et Hidropress avec le tchèque Skoda JS, lui-même contrôlé par le russe Usines unies de machinerie lourde (Objedinnnyye Mashinostroitelnye Zavody, OMZ).

« *Quand une entreprise est faible, en l'occurrence dans sa stratégie de communication, il faut s'attendre à ce que l'un de ses concurrents en profite. C'est précisément ce qui s'est passé* », analyse M. Konstantin Jacoby, consultant indépendant en énergie basé à Bratislava. Tout en rappelant, avec une pointe de cynisme, que des décisions géostratégiques d'une telle ampleur relèvent plus des hautes sphères politiques que des simples règles de la concurrence. « *Les Russes sont redevenus incontournables dans la région, note-t-il. Ils s'appuient sur des avantages significatifs, comme la connaissance de la technologie en activité ou des réseaux scientifiques et politiques formés dans les années 1980. Leur force est aussi d'offrir un "paquet cadeau" : construction, maintenance, gestion des déchets, etc. Ils offrent même un financement complémentaire si besoin est, comme c'est apparemment le cas en Hongrie.* » Derrière ce petit homme volubile, une carte détaille l'implantation des centrales dans l'ancien espace soviétique, qui forme des cercles concentriques à partir du cœur industriel de la Russie. « *Ce que l'on appelle aujourd'hui l'Europe centrale et orientale constitue le marché naturel de la Russie, organisé afin de sécuriser les zones de production de l'ancien empire. Moscou ne veut pas perdre la main sur le réseau existant.* »

La compagnie d'Etat russe Rosatom travaille par ailleurs à la construction d'une centrale dans l'enclave de Kaliningrad, et en prévoit la mise en service en 2017. De son côté, Atomstroyexport se charge de l'édification d'une centrale dans l'ouest de la Biélorussie, largement financée par des fonds

russes, dont la mise en service est attendue pour 2018-2019. La production de ces centrales, destinée en partie à l'exportation, redéfinira la carte énergétique de la région, faisant de la Russie un fournisseur d'électricité central.

Retour paradoxal dans le giron de Moscou

Dans les autres capitales, cette activité ne passe pas non plus inaperçue. A Budapest, l'expert Péter Rohonyi, ancien de Greenpeace, se dit certain que les deux prochains réacteurs de Paks seront russes : « *Aucun gouvernement hongrois ne s'est jamais insurgé contre la dépendance énergétique envers la Russie, comme les Polonais ont pu le faire. L'uranium utilisé à Paks provient d'ailleurs presque intégralement de Russie.* » Il va jusqu'à concevoir une éventuelle aide russe dans le financement des nouvelles unités de Paks, qui soulagerait un Etat hongrois en grande difficulté budgétaire. « *On voit que CEZ n'a pas les reins aussi solides qu'on le prétend, et je n'exclus pas qu'elle se désengage du consortium JESS. Et dans ce cas-là, qui prendrait le relais ?* », interroge-t-il, un brin provocateur. Une question à laquelle M. Jacoby n'a pas de réponse. Mais pour lui, l'enjeu est clair : « *Celui qui remporte l'appel d'offres de Temelín remporte le marché d'Europe de l'Est.* »

Désormais élevés au rang d'importants clients d'une industrie européenne aux débouchés incertains depuis l'accident de Fukushima, les pays du groupe de Visegrád illustrent un paradoxe : considérée dans la région comme une garantie d'indépendance énergétique, la relance du nucléaire est néanmoins intimement liée à la Russie. Et pourrait le rester au cours des décennies à venir.

HÉLÈNE BIENVENU
ET SÉBASTIEN GOBERT.

(1) LINES compte huit échelons numérotés de 0 à 7.

(2) A la suite d'un accident de type INES 4 survenu pendant le rechargement du combustible nucléaire en 1977, ce réacteur a été arrêté. Il est actuellement en cours de démantèlement. Deux réacteurs VVER-440/V-230 ont été démarrés à Jaslovské Bohunice en 1978 et 1980. Leurs critères de sûreté ayant été jugés défectueux par des experts internationaux, ils ont été mis hors service en 2006 et 2008.

(3) LMP disposait de quinze députés au Parlement jusqu'à la scission du parti en janvier 2013. Les sept députés dissidents continuent néanmoins à revendiquer leur affiliation écologique.

(4) En Lituanie, 64,77 % des votants au référendum consultatif du 14 octobre 2012 se sont prononcés contre la construction d'une nouvelle centrale nucléaire. A l'inverse, les électeurs bulgares ont soutenu à 61,49 % un projet similaire le 27 janvier 2013. Mais le taux de participation n'ayant pas dépassé 20,22 %, au lieu des 60 % requis, les résultats du vote ont été invalidés.

(5) Lire Aurélien Bernier, « L'acheminement de l'électricité verte, alibi de la privatisation », *Le Monde diplomatique*, mai 2013.

(6) Lire Agnès Sinaï, « Un gendarme du nucléaire bien peu indépendant », *Le Monde diplomatique*, décembre 2012.

(7) Magyar Villamos Művek : Société d'électricité hongroise ; Slovenské Elektrárne : Electricité de Slovaquie. Enel est un groupe énergétique italien.

(8) Selon la direction d'Areva, « cette décision d'exclusion a été prise en violation de la loi tchèque et du code des marchés publics ». Un premier appel a été débouté en février 2013. Le groupe a déposé un second recours à la mi-mars.

Et les énergies renouvelables ?

« **L** e charbon était l'énergie du XIX^e siècle, le nucléaire celle du XX^e. Maintenant, les pays les plus avancés d'Europe prouvent que les renouvelables représentent celle du XXI^e siècle. Or le gouvernement polonais ne fait rien pour se débarrasser de notre dépendance au charbon, et en plus, il veut passer au nucléaire ? Ça n'a pas de sens ! » Les yeux écarquillés derrière ses larges lunettes vertes, M. Dariusz Swzed, cofondateur du parti polonais Zieloni 2004 (Vert 2004), s'indigne de l'« *inconscience écologique* » du gouvernement de M. Donald Tusk en particulier, et des dirigeants du groupe de Visegrád (V4) en général. Ceux-ci prévoient certes d'augmenter la part des énergies renouvelables, que ce soit l'éolien, le solaire ou encore la biomasse, dans la production d'électricité d'ici à 2020. Mais leurs ambitions sont en deçà des objectifs de la stratégie Europe 2020, qui vise à produire à cette date 20 % de l'électricité de l'Union à partir des énergies renouvelables. La Pologne, qui table pour le même délai sur un ratio de 15,48 %, s'est fixé comme objectif 16 % d'ici à 2030.

« *Sans l'Union, il n'y aurait aucun développement des renouvelables dans la région*, poursuit M. Swzed. *L'engouement pour l'atome est une manifestation évidente de la "corporatie" dans laquelle nous vivons. Les groupes industriels n'ont aucun intérêt à une décentralisation des lieux de production. Alors qu'en alliant renouvelables et gains d'efficacité énergétique nous avons la possibilité de faire des citoyens non pas de simples consommateurs, mais de véritables "pro-sommateurs", et de poser les bases d'une démocratie énergétique.* » Selon une étude de l'association d'organisations non gouvernementales (ONG) Coalition

pour le climat (Koalicja Klimatyczna), on pourrait produire au moins 19 % de l'électricité polonaise à partir de renouvelables d'ici à 2020, et assurer ensuite une hausse de 2 % par an.

Une estimation irréaliste, selon M^{me} Hanna Trojanowska, sous-secrétaire d'Etat à l'économie et plénipotentiaire pour l'énergie nucléaire : « *Les renouvelables sont importants pour notre avenir. Mais, du fait de leur plus faible capacité, ils ne seront jamais en mesure de remplacer les centrales.* » Une opinion partagée par M^{me} Iva Kubánová, responsable qualité et sûreté des futures unités n^{os} 3 et 4 de la centrale de Temelín au sein d'Entreprises tchèques énergétiques (Ceské Energetické Závody, CEZ), la compagnie énergétique dominante sur le marché tchèque : « *CEZ a investi dans les renouvelables là où c'est pertinent. Nous avons l'un des plus grands parcs éoliens d'Europe, à Fântânele-Cogealac, en Roumanie. Mais dans nos pays, le potentiel et les moyens sont bien moindres, et le coût d'exploitation des renouvelables bien plus élevé.* »

« *En Roumanie, CEZ n'a pas d'intérêts dans le nucléaire, et peut donc investir dans les renouvelables*, décrypte M. Jan Haverkamp, de Greenpeace. *Mais en République tchèque, entre 2009 et 2011, l'entreprise a organisé avec le gouvernement un essor artificiel des panneaux photovoltaïques. Cela s'est soldé par un fort gaspillage de subventions publiques, un faible rendement des investissements et un discrédit quasi total du solaire. C'est très révélateur : dans la région, on ne laisse aucune chance aux renouvelables.* »

H. B. ET S. G.

A La Poste, « des gens un peu inadaptés »

Hier peu fréquents et rarement médiatisés, les suicides sur le lieu de travail deviennent de plus en plus nombreux, surtout dans les grandes entreprises. En cause, l'intensification des tâches et, bien souvent, l'isolement, alors que les collectifs se brisent sur la mise en concurrence des salariés. A La Poste, l'hécatombe continue sans que les dirigeants s'en émeuvent.

PAR NOËLLE BURGI ET ANTOINE POSTIER *

ENTRE mai 2009 et mai 2013, au moins quatre-vingt-dix-sept employés de La Poste se sont suicidés ou ont tenté de le faire. Le décompte élaboré par des postiers, encore très largement méconnu, n'est pas exhaustif, mais il est vérifiable. Cette hécatombe coïncide avec l'accélération de la restructuration à marche forcée de l'entreprise, devenue société anonyme de droit privé en mars 2010.

L'ouverture à la concurrence des services postaux, orchestrée depuis 1992 par la Commission européenne et imposée aux Etats membres de l'Union par trois directives (1997, 2002 et 2008), a toujours été en phase avec les projets des « élites » économiques et politiques françaises. Dans les années 1960, les modernisateurs pensaient déjà que le statut de fonctionnaire pourrait être « vidé progressivement de son sens par une politique des petits pas (1) ». Cinquante ans plus tard, les petits pas ont cédé la place à la machine à broyer.

* Respectivement chercheuse au Centre européen de sociologie et de science politique - Centre national de la recherche scientifique (CNRS); et pseudonyme d'un cadre supérieur de La Poste.

Entre 2009 et 2011, vingt-cinq mille six cents emplois (2) ont été supprimés à La Poste. C'est plus que les vingt-deux mille programmés entre 2006 et 2009 par le président-directeur général (PDG) de France Télécom - Orange, M. Didier Lombard. Ses méthodes ayant provoqué une précédente vague de suicides, celui-ci a été mis en examen en juillet 2012. A La

Report des coûts sur la Sécurité sociale

DES réorganisations permanentes sont imposées aux salariés, sans que soient pris en compte les situations réelles de travail, leurs effets physiques et psychiques, le stress. Les efforts des agents ne sont pas plus reconnus : promotions remises à d'éternels lendemains, formation professionnelle déficiente, déclassements, pressions à la démission... Selon le rapport de la commission dite « du grand dialogue », mise en place en 2012 par M. Bailly et présidée par l'ancien secrétaire général de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) Jean Kaspar, près de mille huit cents personnes sont « en

Poste, M. Jean-Paul Bailly, nommé PDG en 2002, a préparé la libéralisation en modifiant profondément l'organisation des services, les métiers et les conditions de travail (3). D'un même mouvement, il a planifié une diminution drastique des effectifs, sans plan social, notamment grâce au non-remplacement, ou presque, des départs à la retraite.

Or la distribution du courrier, principal métier du groupe, exige de la main-d'œuvre. Une stratégie de sous-traitance a éliminé près de dix mille bureaux de poste en les remplaçant par des « points poste » chez des commerçants ou des agences postales communales. En vendant son patrimoine, le groupe espère récolter 1 milliard d'euros en 2015. De même, une vaste opération de modernisation de l'outil de traitement du courrier (tri mécanisé) a réduit le temps des travaux de préparation et permis d'augmenter celui consacré à la tournée des facteurs, en nombre réduit. Mais, malgré ces gains de productivité, le sous-effectif demeure.

recherche de poste », principalement des cadres et des cadres supérieurs dont le poste a été supprimé. Les dépassements d'horaires de travail non rémunérés sont quotidiens, alors que le salaire des postiers, de l'aveu même de M. Bailly, « n'a rien de mirobolant »; ils n'ont « rien à défendre hormis La Poste », comme lui-même le note (4).

Même si tous les métiers sont concernés, la médecine du travail constate dans le secteur du courrier et dans celui des colis le grand nombre d'affections liées à certains gestes et postures, comme la station debout

prolongée ou la manutention de charges lourdes – activités dont les effets sont aggravés par le manque de pauses, d'alternance dans les tâches, et par une durée excessive du travail. De même, le dépistage des maladies à caractère professionnel met au jour une quantité écrasante de syndromes anxiodépressifs, de troubles du sommeil, de souffrances mentales et de syndromes d'épuisement professionnel (burn-out).

Ces pathologies ont un coût important pour l'entreprise : absentéisme et accidents du travail, restrictions de capacités et, au-delà, démotivation des salariés, sans oublier la qualité nécessairement dégradée des services. Leurs coûts financiers sont reportés sur la Sécurité sociale, tandis que les conséquences sociales sont transférées sur les agents eux-mêmes.

Mépris de la direction

LA direction de l'entreprise n'ignore rien de tout cela. Le rapport Kaspar décrit cette dégradation des conditions de travail. Toutefois, soucieux de présenter une version « équilibrée » des faits, il n'explicite pas son lien avec la stratégie du groupe, jugée « légitime ». Les témoignages du personnel harcelé n'ont pas été pris en compte, pas plus que les propositions des syndicats n'ont été annexées. Le rapport préconisait l'ouverture de huit chantiers de négociations. Le scénario a déjà été expérimenté à France Télécom : après une pause, les réorganisations ont repris de plus belle, avec les conséquences que l'on sait. Annoncé en fanfare, le résultat le plus tangible du rapport, un recrutement de quinze mille postiers sur trois ans, au lieu de dix mille, ne pourra compenser les départs, au moins deux fois plus nombreux.

Depuis 2009, un dispositif d'évaluation et de suivi du stress professionnel (DESSP) et un questionnaire complémentaire sont déployés dans les services pour identifier et évaluer les risques pathogènes, physiques et psychiques (stress, violences internes et externes). Ce protocole a le mérite d'exister, mais son efficacité en termes de prévention est nulle. Et pour cause : les risques psycho-

sociaux liés à l'organisation du travail – réorganisations et changements permanents, notamment – ne sont ni identifiés ni traités. Cette carence a été déterminante dans la mise en examen de M. Lombard (5).

Les suicides sont facilement imputés aux « fragilités personnelles » de « gens un peu inadaptés », soutenus par des « syndicats minoritaires » (SUD) dont les modes de protestation, estime M. Bailly, ne se saisiraient plus que de « faits divers » et joueraient sur « l'émotion et la médiatisation ». Selon lui, « tous les baromètres sont rassurants : relation au travail, satisfaction, fierté d'appartenir à l'entreprise (6) ».

(1) Elie Cohen, *Le Colbertisme « high tech ». Economie des Télécom et du Grand Projet*, Hachette, Paris, 1992. Cité par Jean-Luc Metzger, *Entre utopie et résignation. La réforme permanente d'un service public*, L'Harmattan, Paris, 2000.

(2) Solde cumulé des embauches et des départs.

(3) Lire Gilles Balbastre, « A La Poste aussi, les agents doivent penser en termes de marché », *Le Monde diplomatique*, octobre 2002.

(4) Cf. Hervé Hamon, *Ceux d'en haut. Une saison chez les décideurs*, Seuil, Paris, 2013.

(5) Cf. « Anomie néolibérale et suicide au travail », *Interrogations*?, n° 14, Paris, juin 2012.

(6) Hervé Hamon, *Ceux d'en haut*, op. cit.

CONSÉQUENCE DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

La Croatie dit adieu à ses navires

Pour être fin prêt à rejoindre l'Union européenne, le 1^{er} juillet, Zagreb a lancé un vaste programme de privatisations qui touche en particulier l'une de ses plus anciennes industries : la construction navale.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
JEAN-ARNAULT DÉRENS *

« Pourquoi l'Europe veut-elle empêcher la Croatie de continuer à construire des navires ? » L'ingénieur Dujic Kovacic, employé depuis quarante ans aux chantiers navals de Split, rumine la question sans parvenir à trouver une réponse. L'intégration européenne risque en effet de sonner le glas de la construction navale, l'une des plus vieilles traditions industrielles du pays. Avec sa longue façade maritime, la Croatie est une nation de navigateurs, de pêcheurs... et de chantiers. Lesquels devaient être totalement privatisés avant son entrée officielle dans l'Union, le 1^{er} juillet.

La Croatie comptait cinq chantiers, dont l'histoire remonte au XIX^e siècle : du nord au sud, Uljanik à Pula, 3-Mai à Rijeka, Kraljevica, Trogir et Split. Ces installations formaient la colonne vertébrale de l'économie des régions littorales. Les navires construits en Yougoslavie parcouraient toutes les mers du monde, et les chantiers dalmates ont rivalisé durant des décennies avec ceux de Trieste ou de Saint-Nazaire. La construction navale occupait également une place centrale dans l'imaginaire politique de l'époque socialiste : Josip Broz, dit Tito, fut lui-même employé comme mécanicien à Kraljevica dans les années 1920. A Split, le fameux club de football du Hajduk – qui est à la Croatie ce que l'Olympique de Marseille est à la France – a été

* Journaliste, rédacteur en chef du site Le Courrier des Balkans, <http://balkans.courriers.info>

formé par des ouvriers des chantiers navals, qui choisirent de rejoindre la résistance des partisans communistes dès le rattachement de la Dalmatie à l'Italie fasciste, en 1941 (1).

Des chantiers bradés ou mis en faillite

L'arrêt de toute aide publique à ce secteur est stipulé par le chapitre VIII (« Politiques de concurrence ») du traité d'adhésion de la Croatie, et la Commission a suivi la mise en œuvre des « restructurations ». Mais la privatisation s'avère beaucoup plus difficile que prévu, qu'il s'agisse des dettes, sous-estimées, ou des repreneurs potentiels, rebutés par l'obligation d'assumer 40 % des coûts de restructuration (2). « Partout dans le monde, les pouvoirs publics aident la construction navale. En Italie, les chantiers de Fincantieri sont entièrement contrôlés par le secteur public; en France, l'Etat reste actionnaire minoritaire des principaux chantiers, comme STX - Chantiers de l'Atlantique. Même en Corée du Sud, le leader mondial du secteur, l'Etat subventionne la construction. Ce qui est accepté dans tous les autres pays est interdit à la Croatie, au nom de l'intégration européenne », tonne M. Zvonko Segvic, le président du syndicat des chantiers navals de Split.



DRAZEN TOMIC. – « Uljanik Shipyard Worker » (Ouvrier du chantier naval Uljanik), Pula, 2009

Finalment, à quelques mois de l'échéance, l'Etat croate brade les entreprises. Et, faute d'avoir trouvé un repreneur, le site de Kraljevica est mis en faillite. Seule la privatisation des chantiers de Trogir passe pour une réussite relative. Un qui sera transformé en marina, ainsi qu'en site d'accostillage pour les yachts, tandis que la production de navires sera maintenue. Cette petite installation a été reprise par un investisseur croate, M. Danko Koncar. L'Etat participera à sa restructuration à hauteur de 60 millions d'euros sur cinq ans. L'accord signé mi-avril prévoit le passage de mille deux cents à neuf cents employés. Optimiste, l'ingénieur Slavko Blota souligne que le simple effet des départs à la retraite obligera à embaucher.

La situation des chantiers de Split s'avère bien plus difficile après leur rachat pour la somme symbolique de 500 000 kunas (66 500 euros) par le groupe DIV. Propriété de l'homme d'affaires Tomislav Debeljak, la société n'a pas communiqué le moindre plan sérieux pour la relance de l'activité. En revanche, le repreneur a confirmé début juin que la quasi-totalité des trois mille cinq cents employés seraient licenciés. Mille cinq cents seraient réembauchés en contrat à durée déterminée (CDD), selon des critères encore incertains. DIV promet aussi de recruter cinq cents anciens employés, mais, là aussi, sur la base de CDD. La citadelle ouvrière de Split ne se laisse pas facile-

ment forcer, et le repreneur a porté plainte pour « violences » contre les dirigeants syndicaux, interdits d'entrée sur le site.

Tout miser sur le tourisme ?

L'identité de l'Istrie est également indissociable des chantiers Uljanik de Pula. Dans cette petite région de deux cent mille habitants, la construction navale représenterait toujours près de trente mille emplois directs et indirects. Ici, la production n'a jamais cessé, et le carnet de commandes reste garni, en dépit d'un tarissement des aides publiques depuis 2006. Uljanik s'est même porté candidat au rachat des chantiers du 3-Mai de Rijeka. Mais l'avenir industriel d'un tel groupe demeure incertain. Plus que l'outil de production industriel, c'est le site qui suscite les convoitises : l'îlot d'Uljanik se trouve au cœur de la baie de Pula, devant la promenade du front de mer et les arènes romaines de la ville. Pour l'heure, l'avenir touristique de Pula se joue autour de Muzil, une ancienne base militaire créée en 1859 pour la flotte austro-hongroise, utilisée par la marine yougoslave puis croate, et désertée depuis 2007. Sur le site, les habitants de la ville se promènent, se baignent, pêchent, pique-niquent ou organisent des festivals alternatifs. Un projet prévoit sa privatisation et sa transformation en complexe touristique de grand luxe, avec un hôtel de deux mille cinq cents lits, un terrain de golf, une marina, etc.

La mort programmée des chantiers navals achèvera le processus de désindustrialisation du pays. Or la Croatie peut-elle tout miser sur le tourisme ? Les régions littorales sont les plus touchées par le chômage, qui frappe officiellement 22 % de la population active et un tiers des moins de 25 ans. Beaucoup de jeunes doivent se contenter de petits boulots au noir, souvent payés l'équivalent de 200 euros par mois. Pour M. Segvic, la Croatie entre dans l'Union européenne « sans aucune préparation réelle » : « Notre économie a été dévastée, et nous n'avons rien d'autre à offrir que des services aux pays de la riche Europe du Nord. Dans l'Union, la Croatie sera un pays de seconde zone, comme tous les Etats d'Europe du Sud. »

(1) Lire Loïc Trégourès, « Croatie : le Hajduk Split fête cent ans de football et d'histoire », *Le Courrier des Balkans*, 18 février 2011.

(2) Lire Diane Masson, « Croatie. Dernière ligne droite vers l'Union européenne », *Grande Europe*, n° 14, La Documentation française, Paris, 2009.

OBLIGÉS DE TRAVAILLER... TOUT EN CHERCHANT DU TRAVAIL

En Suisse, faux emplois pour vrais chômeurs

Les syndicats et le patronat s'apprêtent à renégocier, à la fin 2013, la convention d'assurance-chômage française. Ils devront trouver comment remédier au déficit de l'Unedic, alors qu'il n'y a jamais eu autant de sans-emploi dans le pays. Pendant ce temps, la Suisse, elle, pousse jusqu'à son terme la logique d'activation, c'est-à-dire la politique visant à remettre au travail ceux que l'on soupçonne toujours de fainéantise.

PAR MORGANE KUEHNI *

Au chômage depuis plus d'un an, Claude, électricien de 50 ans, a demandé à suivre ce que l'on appelle communément en Suisse une « mesure active ». Son conseiller en placement l'a assigné à un « programme d'emploi temporaire » dans une université. Content de pouvoir exercer ses compétences, il commence par affirmer que le prestige de l'institution compense l'absence de salaire pour le travail effectué. Mais l'aura ne résiste pas longtemps au sentiment d'exploitation et à l'impression que ses « collègues » lui réservent le sale boulot : « Ce serait plus valorisant pour moi si je recevais un salaire. Pendant que je suis ici, c'est quand même l'assurance-chômage qui paie, et pourtant, pour le patron qui m'emploie, je suis un ouvrier, une force supplémentaire de travail ! »

Daniela, elle, est arrivée en Suisse à l'âge de 10 ans. Après avoir terminé la scolarité obligatoire sans décrocher de diplôme, elle a travaillé plusieurs années dans une usine. Le jour où celle-ci a fermé, elle s'est retrouvée au chômage. A 23 ans, elle a encore la vie devant elle et nourrit fermement l'espoir de devenir vendeuse. Au moment de notre rencontre, elle a un petit garçon de 2 ans et est enceinte de huit mois. Elle vit un calvaire : « Mon conseiller m'a obligée à faire quelque chose pour que je ne reste pas à la maison. Mais pour moi, ce n'est vraiment pas facile. » Se moquant ouvertement de ses projets professionnels, son conseiller en placement l'a envoyée dans une « entreprise » de tri de déchets électroniques qui fonctionne uniquement avec

des sans-emploi. Elle se lève à l'aube pour amener son fils chez sa mère et s'échine ensuite toute la journée à démonter des télévisions usagées. Elle n'ose pas dire que son activité met sa grossesse en danger, de peur d'être sanctionnée ou, pire à ses yeux, de perdre son droit aux indemnités de chômage et de se retrouver mère au foyer.

De son côté, Joshua attend la retraite avec impatience. Logisticien de formation, à l'assistance publique depuis cinq ans, il décrit cette période comme une descente aux enfers. Lorsque son conseiller lui propose d'exercer une activité, il se montre enthousiaste. D'autant que l'intitulé de son poste est le même qu'au temps où il avait un emploi. A une différence près : aujourd'hui, il remplit des fiches de commandes fictives pour des clients imaginaires.

A priori, rien ne réunit ces trois personnes, si ce n'est que toutes sont sans emploi, inscrites dans un office régional de placement (ORP) et ont été assignées à un programme d'emploi temporaire. L'assignation est une procédure officielle par laquelle un conseiller en placement peut contraindre une personne inscrite dans un ORP à suivre une mesure active du marché du travail (MMT). Il en existe trois types : les mesures de formation, les mesures spécifiques et les mesures d'emploi, qui comprennent les programmes d'emploi temporaire, les semestres de motivation (pour les jeunes) et les stages en entreprises fictives.

Cumuler les contraintes

Mis en place au milieu des années 1990 dans le cadre de l'assurance-chômage, ces programmes visent à la « réinsertion rapide et durable » sur le marché du travail. D'une durée de trois mois, ils portent sur des activités « proches de la réalité professionnelle », selon les termes officiels, mais se gardent toutefois de « concurrencer l'économie privée ». Exercés sur une sorte de « marché du travail secondaire (1) », ils sont effectués dans des « entreprises » qui ne réunissent que des sans-emploi, dans l'administration publique ou dans des associations sans but lucratif. Refuser d'y participer constitue selon la loi sur l'assurance-chômage (LACI) une faute grave

entraînant la suspension des indemnités pour une période déterminée (entre un mois et demi et trois mois).

La contrainte n'est pas, et de loin, la seule particularité de ces programmes. Le travail assigné échappe largement aux catégorisations ordinaires. Il ne s'agit pas d'un travail gratuit, puisqu'il est une contrepartie exigible en échange du versement des indemnités de chômage – lesquelles ne sont pourtant que le résultat légitime d'une cotisation. Et il ne s'agit pas non plus d'un emploi, puisqu'il ne donne pas droit à un salaire et aux prestations sociales qui lui sont généralement attachées. Aucune expression ne résume mieux la situation que celle de plusieurs des personnes rencontrées : c'est un « vrai-faux travail ». Dans leur esprit, les travailleurs assignés exercent un vrai travail, puisqu'ils produisent

* Sociologue, université de Lausanne. Cet article est tiré de sa thèse : « Le travail des sans-emploi : analyse sociologique de l'assignation à un programme d'emploi temporaire », université de Lausanne, 2011.

Près d'un sur sept

La quatrième révision de la loi sur l'assurance-chômage (LACI) est entrée en vigueur début 2011. Comme les révisions qui l'ont précédée, elle a considérablement durci les conditions d'accès et restreint le droit aux indemnités. Ce durcissement a permis de maintenir un taux de chômage officiel relativement bas : 3 % en 2012, selon le secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). Si l'on se fie aux critères du Bureau international du travail (BIT), on obtient 4,1 % pour la même année. Parmi les chômeurs bénéficiaires de l'assurance-chômage, 13,5 % ont été assignés à une « mesure d'occupation » (lire ci-dessus), et plus de quarante mille ont suivi un programme d'emploi temporaire. Les chômeurs en « mesures actives » ne sont pas comptabilisés comme tels par le SECO, qui recense uniquement ceux disponibles immédiatement pour le placement.

La loi ne fixe aucune directive sur le profil des personnes, ni ne définit un temps de chômage à partir duquel ces mesures devraient être imposées. Tout individu au chômage peut, quels que soient son âge, son sexe, son niveau de formation, se retrouver en situation d'assignation à partir du moment où il bénéficie d'indemnités de chômage.

M. K.



MARION BROSSSE. – « Ne pas s'arrêter de pomper! », 2005

des biens et des services dans un rapport hiérarchiques ; mais ils parlent aussi de faux travail puisque, contrairement aux salariés, ils ne sont pas liés par un contrat classique, mais par un « contrat d'objectifs » qui définit les rapports hiérarchiques, la prestation et le temps mis à disposition, sans accord sur la rémunération. Pas de prévoyance retraite, par exemple, ni de possibilité de prolonger un droit au chômage.

En situation d'assignation, les personnes cumulent les contraintes liées au travail salarié et celles liées au chômage. Elles sont soumises à des impératifs d'horaires et de production et sont évaluées par des responsables de programme, mais elles doivent également rechercher activement un emploi et se présenter aux rendez-vous mensuels avec un conseiller en placement, y compris durant la durée du programme d'emploi temporaire. Ces deux impératifs ne fonctionnent pas sur le modèle des vases communicants : un investissement fort dans l'activité assignée ne peut compenser une recherche d'emploi insuffisante, ni l'inverse.

A l'occupation quotidienne, souvent fatigante et toujours chronophage, s'ajoute la préoccupation de retrouver un poste et de prouver les démarches entreprises, en sachant que ses moindres faits et gestes sont examinés à la loupe par les services dits compétents : à la fois les encadrants, qui évaluent la prestation de travail, et les conseillers en placement, qui évaluent le sérieux de la recherche d'emploi.

Comme tout manquement est susceptible d'être sanctionné, la situation d'assignation produit une tension permanente. Les personnes concernées parlent d'une situation d'« examen ». Elles s'insurgent contre leurs encadrants, qui les prennent parfois pour des « cas sociaux », des « ignorants » ou encore des « enfants ». Ainsi, Joshua, l'ancien logisticien, raconte : « Une dame nous faisait jouer aux dominos pour savoir si on comprenait quelque chose aux chiffres. Ou pire, elle nous faisait remplir des bons de commande avec des chiffres inventés, pour voir si on savait remplir des bons de commande... Toutes ces choses hypocrites ! » Dans ce qu'il nomme « la boîte », « il y a les encadrants, qui possèdent le savoir, et il y a les autres, nous, les ignorants, qui doivent apprendre. Moi, bien sûr, je n'ai rien contre apprendre, mais apprendre quoi ? ».

Clairement situés en deçà de l'emploi, les programmes n'autorisent cependant aucune dérogation à l'obligation de « faire comme si » il s'agissait d'un vrai travail. « Fixez-vous des objectifs », « Faites comme si vous étiez en emploi », « Donnez le meilleur de vous-même » : le

Si les personnes rencontrées se plaisent à dire à leurs voisins qu'elles vont « bosser », la majorité taisent les conditions dans lesquelles elles exercent ce travail. Elles vivent ce temps d'assignation de façons très diverses : les uns se disent soulagés de quitter la solitude de leur foyer, d'autres rient sous cape, d'autres encore désespèrent de se sentir « pris au piège ». Pour tous cependant, la dimension fictive des « mesures actives » cristallise différentes tensions : le peu de sens et l'absence de reconnaissance du travail effectué, la pression pour retrouver rapidement un emploi, sans parler des soupçons de fainéantise, d'inaptitude au travail ou de manque de volonté qui pèsent sur les sans-emploi. Ils peuvent bien clamer haut et fort qu'ils n'ont rien à prouver puisqu'ils ont toujours travaillé : en situation d'assignation, ils se trouvent pris dans une relation qui annule leur expertise et leurs années d'expérience.

Le passage en emploi temporaire est souvent vécu comme une forme d'indignité qui marque au fer rouge l'appartenance à la catégorie des chômeurs plutôt qu'à celle des salariés. Toutes les personnes interrogées affirment sans détour gaspiller beaucoup d'efforts et d'énergie à défendre une identité de travailleur. De la dérobade à la colère, de l'arrêt-maladie aux conflits ouverts, elles ont élaboré une gamme de défenses plus ou moins coûteuses, plus ou moins « rentables », pour préserver leur estime d'elles-mêmes. Si certains dénoncent publiquement cette situation, d'autres la gardent secrète même devant leurs proches, l'omission et parfois le mensonge servant à les préserver d'un sentiment de honte. La plupart disent « tirer leur temps », comme ils tireraient une peine de prison.

Fragmentation des statuts

TOUTEFOIS, il serait erroné de ne conserver qu'une vision doloriste de ces activités. Dans les rares cas observés où il a été possible de créer un collectif de travail, certains se sont saisis de cette dimension fictive pour travestir certaines règles et investir le travail assigné d'un sens qui leur était propre. Ainsi, en l'absence de la responsable, les femmes assignées dans un magasin de seconde main offrent par exemple des jouets aux enfants des bonnes clientes. Comme leur travail n'est pas rétribué, elles prennent la liberté de donner !

L'idéologie qui sous-tend la mise en place des politiques d'activation a le mérite d'être limpide : traquer et stigmatiser toute forme de non-emploi, et sacraliser le travail comme support unique et nécessaire du lien social.

Certes, le travail demeure une valeur centrale pour les personnes assignées ; mais pas n'importe lequel, ni dans n'importe quelles conditions. En échange de leur labeur, elles aimeraient pouvoir assurer leur subsistance et y trouver un sentiment d'utilité et de reconnaissance, plutôt que de devoir faire face aux soupçons et fournir une double preuve de leur « employabilité ». Loin de favoriser la cohésion sociale et la solidarité souvent invoquées par les représentants de l'Etat social, l'assignation au travail joue clairement en faveur de la fragmentation des statuts et crée de nouvelles formes d'inégalités parmi les plus défavorisés.

(1) Rita Baur, « Le marché du travail secondaire en Suisse. Dimensions actuelles et perspectives », *La Vie économique*, n° 1, Berne, 1998.

IRIS SUP - 2 BIS RUE MERCOEUR - 75011 PARIS

INSCRIPTIONS OUVERTES POUR 2013-14

DES DIPLOMES PROFESSIONNALISANTS ACCESSIBLES DES BAC +3 ET BAC +4

- > relations internationales
- > défense, sécurité et gestion de crise
- > géoéconomie et intelligence stratégique
- > responsable de programmes internationaux
- > métiers de l'humanitaire

+ découvrez notre offre d'enseignement à distance

QR code

Découvrez l'école de l'IRIS sur www.iris-sup.org

Renseignements : 01.53.27.60.65

Etablissement privé d'enseignement supérieur technique

Samsung ou

(Suite de la première page.)

Une opinion que l'on entendra très souvent. N'est-ce pas Samsung qui a damé le pion au colosse américain Apple et au japonais Sony sur le marché des téléphones portables et des tablettes ? N'est-ce pas « le géant du XXI^e siècle dans les technologies les plus avancées », comme l'énonce un jeune chercheur récemment embauché chez Samsung Design, temple de l'innovation ? Et la plus grande tour du monde à Dubaï ? Et la centrale nucléaire d'Abou Dhabi ?, interroge notre jeune interlocuteur, un brin ironique, car la France a perdu le marché. Samsung, encore Samsung, toujours Samsung...

Le groupe étend ses tentacules des chantiers navals au nucléaire, de l'industrie lourde à la construction immobilière, des parcs de loisirs à l'armement, de l'électronique à la grande distribution et même aux boulangeries de quartier, sans oublier le secteur des assurances ou encore les instituts de recherche. Il forme ce que l'on appelle un *chaebol*, sans équivalent dans le monde (1).

« En Corée du Sud, déclare Park Je-song, chercheur au Korean Labor Institute (KLI), vous naissez dans une maternité qui appartient à un chaebol, vous allez dans une école chaebol, vous recevez un salaire chaebol – car la quasi-totalité des petites et moyennes entreprises en dépendent –, vous habitez un appartement chaebol, vous avez une carte de crédit chaebol, et même vos loisirs et votre shopping seront assurés par un chaebol. » Il aurait pu ajouter : « Vous êtes élu grâce à un chaebol », puisque ces mastodontes financent indifféremment droite et gauche.

Il en existe une trentaine dans le pays, dont Hyundai, LG (Lucky Goldstar) ou SK Group (Sunkyung Group), chacun détenu par une grande famille dynastique. Le plus puissant est Samsung, qui opère dans les nouvelles technologies et soigne son image – le groupe a dépensé 9 milliards d'euros en marketing en 2012 (2) –, même si la saga familiale, avec procès spectaculaires, querelles fratricides, corruption et dépenses somptuaires, ferait passer Dallas pour un feuillet à l'eau de rose.

Son histoire symbolise l'évolution dans la République de Corée, passée du statut de pays en développement dans les années 1960 – derrière la Corée du Nord, alors plus industrialisée – à celui de quinzième économie mondiale. Le créateur du groupe, Lee Byung-chul (1910-1987), a commencé au bas de l'échelle, en tenant un petit commerce avec pour emblème trois étoiles – *samsung* en coréen. La légende met l'accent sur son sens des affaires, qui lui a permis de miser sur les biens de grande consommation (télévisions, réfrigérateurs), puis sur l'électronique, gagnant ainsi ses lettres de noblesse et remplissant ses caisses en Corée comme sur les marchés occidentaux. Il a légué sa fortune à ses enfants, sans payer d'impôts ou presque, et désigné l'un de ses fils, M. Lee Kun-hee, pour lui succéder.

Autodafé de téléphones portables

Ce dernier développera le groupe au point de le hisser à la première place dans les ventes de semi-conducteurs (il fournit Apple), de smartphones, d'écrans plats, de téléviseurs, et parmi les tout premiers dans l'engineering ou la chimie. Il se situe au vingtième rang mondial (3), affichant un chiffre d'affaires équivalent à un cinquième du produit intérieur brut (PIB) de la Corée. Avec une fortune personnelle évaluée à 13 milliards de dollars, M. Lee Kun-hee est l'homme le plus riche du pays et occupe le 69^e rang mondial.

La légende omet de rappeler que Lee Byung-chul a démarré ses affaires, en 1938, avec l'aval de l'occupant japonais. Elle ne dit pas non plus que le groupe s'est développé avec l'aide sonnante et rébuchante du dictateur Park Chung-hee, qui a apporté terrains, financements, fiscalité réduite, normes spécifiques pour protéger le marché intérieur. Pur produit de la dictature, Samsung conserve de beaux restes.

A 71 ans, le patron actuel « exerce un pouvoir absolu sur les orientations du groupe comme sur le personnel, assure Park Je-song, bien qu'il ne détienne qu'une infime partie du capital » : moins de 3 % (lire l'encadré page suivante). Dès qu'il parle, chacun obtempère sans barguigner. En 1993, foin du sexisme, il lance à l'ensemble du personnel : « Vous devez tout changer, sauf vos femmes. » Du jour au lendemain, produits, méthodes, management sont chamboulés. Cette



MARC VÉRIN. – A Suwon, tôt le matin...

fameuse « réactivité au marché » fera le succès du groupe et la légende de son chef.

Deux ans plus tard, constatant la piètre qualité des téléphones, M. Lee Kun-hee organise un gigantesque autodafé de cent cinquante mille portables, qui partent en fumée devant les travailleurs ahuris. L'image est retransmise dans la totalité des usines, histoire de montrer qu'un travail bâclé ne vaut pas plus que ce tas de cendres. Le « zéro défaut » devient la norme à respecter et la culpabilisation des travailleurs, un dogme.

Avocat réputé, M. Kim Yong-cheol a travaillé au secrétariat général, le saint des saints, aussi appelé « groupe central pour la réforme » (Reformation Headquarter Group). Il raconte que lors des réunions avec le grand patron, qui peuvent durer plus de six heures, pas un seul cadre ne boit un verre d'eau, de peur d'être contraint d'aller aux toilettes : M. Lee ne le supporterait pas. Nul ne peut parler sans son autorisation. Oser émettre le moindre doute ne viendrait à l'idée de personne. « C'est comme un dictateur. Il ordonne, on exécute. »

Pour les sous-traitants aussi, pas de salut hors la soumission. Fin connaisseur de la Corée, le dirigeant français d'une entreprise dans le secteur ultrariché des aménagements urbains de luxe, qui a réclamé l'anonymat, confie : « Pour travailler ici, il faut être adoubé. L'appel d'offres n'existe pas. Tout est fondé sur la confiance. Si ça marche, vous devez être entièrement dévoué au groupe, obéir au doigt et à l'œil. L'avantage est que vous pouvez innover, mais sous sa protection. » Impossible de travailler pour un autre *chaebol* ou de refuser une commande. « Ce sont des rapports féodaux », finit-il par admettre. D'autres sous-traitants moins prestigieux peuvent du jour au lendemain voir leur marge autoritairement réduite, ou être rayés de la liste des fournisseurs.

L'avocat Kim Yong-cheol a vécu le système Samsung de l'intérieur. Pendant « sept ans et un mois », précise-t-il, il a mis son talent au service du grand homme et de ses pratiques plus ou moins licites : double comptabilité, caisses noires pour acheter journalistes et élus, comptes cachés pour subvenir aux besoins personnels, dont ceux de M^{me} Lee, grande amatrice d'art contemporain. « Je suis resté jusqu'au moment où j'ai découvert qu'on avait ouvert un compte bancaire à mon nom crédité de plusieurs dizaines de millions de wons (4). »

Il démissionne en 2005. Deux ans plus tard, une commission d'enquête est lancée. M. Lee Kun-hee écope de trois ans de prison avec sursis pour fraude fiscale et abus de confiance... avant d'être amnistié par le président de la République d'alors, M. Lee Myung-bak (5), lui même ancien patron d'une filiale de Hyundai. L'actuelle présidente et fille de l'ancien dictateur, M^{me} Park Geun-hye, fera de lui l'un de ses invités de marque lors de son voyage aux Etats-Unis, en mai 2013. Un peu comme si M. François Hollande emmenait M. Bernard Tapie dans ses bagages.

Excédé par cette injustice, M. Kim Yong-cheol trempe sa plume dans l'acide et publie en 2010 *Penser Samsung* (6). Il y détaille les exactions de la famille et la corruption jusqu'au plus haut niveau de l'Etat : « Je devais apporter la preuve que je ne mentais pas. » Aucun des trois grands journaux, *Chosun*, *JoongAng* et *Donga* – « *Chojoodong* », comme on nomme ici cette presse de connivence – n'accepte d'encart publicitaire pour le livre. Aucun n'en rendra compte. Tous sont liés à Samsung par la publicité, par les enveloppes régulièrement versées aux journalistes, ou par des relations intimes avec la famille. Seul *Hankyoreh* brisera l'omerta, ce qui lui vaudra d'être privé des annonces publicitaires du groupe.

Les réseaux sociaux feront néanmoins connaître le livre, qui se vendra à deux cent mille exemplaires. Beau succès de librairie, mais toujours pas d'emploi pour l'avocat. Lui qui se définit comme un conservateur a dû retourner dans sa ville natale, Gwangju, fief des démocrates mais seul endroit où il a pu trouver un poste. Il n'a qu'un regret : « Le débat public n'a pas eu lieu. *Samsung* a qualifié mon livre de « pure fiction ». » Et le manège a repris.

Même constat du côté du cinéaste Im Sang-soo. Lui a choisi d'emblée la fiction avec son film *L'ivresse de l'argent* (7), en 2012. Il y décrit avec maestria le comportement des *chaebols* : la corruption, l'arrogance, le mépris du personnel, les querelles familiales, jusqu'au meurtre. « Les chaebols transforment les gens en esclaves. Je devais démonter leurs mécanismes », explique-t-il dans les locaux de l'édition coréenne du *Monde diplomatique* (8). Toutefois, « ce ne fut pas un succès au box-office ». Silence médiatique et refus de diffusion des grandes salles de cinéma. Pour lui, « le plus décevant, c'est que le film n'a guère intéressé la gauche, car elle n'ose pas s'attaquer à cette forte-

resse. Pourtant, il y a deux dynasties dans la péninsule : les Kim en Corée du Nord et les Lee en Corée du Sud. »

L'image est à peine excessive quand on voit le sort réservé au député du Nouveau Parti progressiste Roh Hoe-chan, déchu de son mandat en février dernier pour avoir rendu publique une liste des personnalités corrompues par Samsung. Pas n'importe quelle liste : celle établie par les services secrets, qui, pour d'obscures raisons, avaient enregistré des conversations entre le patron du groupe et celui du journal *JoongAng*. Il y est beaucoup question d'argent versé à du très beau monde : le vice-ministre de la justice, un ou deux procureurs, plusieurs journalistes, quelques candidats aux élections.

Quand l'affaire a commencé à fuiter, M. Roh Hoe-chan a réclamé et obtenu une commission d'enquête parlementaire, qui s'est empressée d'étouffer le scandale. Seul le vice-ministre de la justice a démissionné. Fort de son immunité d'élu, le député a révélé cette liste lors d'une conférence de presse et, n'ayant guère d'illusions sur les retombées, l'a mise en ligne sur son site. Or, selon la Cour suprême, l'immunité s'arrête... aux portes d'Internet. « Une farce, commente M. Roh Hoe-chan. Je suis condamné, mais aucun procureur n'a été poursuivi. Il faut dire que le fils du responsable du parquet chargé de mener l'enquête est employé par... Samsung. La Cour suprême a voulu faire un exemple. C'est fou ce que j'ai reçu comme coups de fil d'"amis" voulant me dissuader de poursuivre mon combat. » Exit le député récalcitrant.

Ne pas manger avec un syndicaliste à la cantine

Les syndicalistes, également, ont droit au bâillon. L'un des porte-parole du groupe, M. Cho Kevin, dément pourtant toute chasse aux sorcières. Il nous fait savoir par courriel (il est plus facile de rencontrer un ministre ou un député qu'un représentant de Samsung) : « Des syndicats existent dans de nombreuses filiales, et le groupe respecte le droit du travail ainsi que les normes éthiques. » Des syndicats maison, oui ; mais pas la Confédération coréenne des syndicats (Korean Confederation of Trade Union, KCTU), dont l'ancêtre a joué un rôle décisif pour mettre fin à la dictature dans les années 1980. Enlèvements, licenciements, menaces, chantage : la direction ne lésine pas sur les moyens, si l'on en croit l'étude du professeur Cho Don-moon, sociologue à l'Université catholique de Corée (9). Jusqu'en 2011, un seul syndicat était autorisé dans l'entreprise, et le salarié qui voulait en créer un devait se faire enregistrer auprès de l'administration publique. Dès qu'un dossier arrivait, le fonctionnaire prévenait la direction de Samsung, laquelle pouvait enlever l'impétrant pendant plusieurs jours, le temps de créer son propre syndicat dans l'usine. Depuis janvier 2011, le pluralisme syndical est reconnu, mais la KCTU reste l'ennemi.

Ils sont six, âgés de 30 à 50 ans. Tous travaillent chez Samsung, autour d'Ulsan, à deux heures et demie de train à grande vitesse au sud-est de Séoul. Mais pour les rencontrer, il faudra faire des tours et des détours jusqu'à une usine coréenne traditionnelle, entourée de fleurs et d'arbres, tout au bord d'un lac, loin de leur domicile, afin qu'ils passent incognito. Le coin est plus enchanteur que les environs des usines où ils fabriquent des batteries de portable, des écrans à cristaux liquides ou des

Fiche d'identité

Chiffre d'affaires : 185,1 milliards d'euros.

Bénéfice net : 13,7 milliards.

Salariés : 369 000 personnes, dont 40 000 chercheurs.

Part des ventes mondiales de téléphones portables : 29 % (22 % pour Apple).

Principales filiales : Samsung Electronics (téléphones portables, semi-conducteurs, écrans LCD, panneaux solaires...), Samsung Heavy Industries (construction navale,

plates-formes pétrolières), Samsung Techwin (armement), Samsung Life Insurance (assurances), Everland (parcs d'attractions), The Shilla Hotels and Resorts, Samsung Medical Center, Samsung Economic Research Institute.

Principaux pays d'implantation, outre la Corée : Chine (assemblage des téléphones portables), Malaisie, Vietnam, Inde, Ukraine, Pologne, Etats-Unis, etc.

Sources : rapport officiel de Samsung 2012, IDC Worldwide Mobile Phone Tracker 2012.

(1) Lire Laurent Carroué, « Les travailleurs coréens à l'assaut du dragon », et Jacques Decornoy, « Délicate fin de guerre dans la péninsule de Corée », *Le Monde diplomatique*, respectivement février 1997 et novembre 1994.

(2) « Samsung a dépensé 9 milliards en marketing en 2012 », *Le Figaro*, Paris, 14 mars 2013.

(3) « Global 2000 leading companies », *Forbes*, New York, mai 2013, www.forbes.com

(4) 1 000 wons représentent environ 0,60 euro.

(5) Aucun lien de parenté avec les propriétaires de Samsung. Les noms de famille sont peu nombreux en Corée : les cinq plus courants (Lee, Kim...) représentent la moitié de la population.

(6) Uniquement en coréen.

(7) Disponible chez Wild Side Video, Paris.

(8) Lire l'entretien sur notre site : « L'univers impitoyable des dynasties sud-coréennes », *Planète Asie*, http://blog.mondeidiplo.net

(9) Cho Don-moon, « La stratégie antisyndicale de Samsung. Histoire de la lutte des travailleurs pour la création d'un syndicat », étude (en coréen), 2012.

DU GÉANT SUD-CORÉEN

L'empire de la peur

panneaux solaires. Et surtout plus discret : « C'est trop dangereux de rencontrer une journaliste – étrangère qui plus est », expliquent-ils. Syndiqués à la KCTU, ils vivent dans une semi-clandestinité.

Tous sont catalogués « MJ », pour *moon jae*, transcription phonétique en alphabet occidental du coréen « problème ». « Dans chaque secteur, raconte l'un d'entre eux, il y a des personnes chargées de repérer les MJ, de les harceler, de les acheter et d'empêcher la "contamination". » L'un de ses collègues enchaîne : « Si une personne prend un verre par hasard dans une soirée avec un MJ, elle est immédiatement convoquée par la direction, qui lui demande ce qu'elle a entendu et ce qu'elle a dit. Même à la cantine, il est peu recommandé de manger avec un MJ. »

Permission de minuit pour les ouvrières

Les sanctions pleuvent : un seul de ces syndicalistes a conservé son travail à la chaîne. L'un a été muté dans un bureau où il s'occupe, seul, des œuvres caritatives de l'usine. Un autre a été placé dans un service d'approvisionnement bien encadré. Une question sur l'activité du quatrième fait rire la tablée : « Rien, je ne fais littéralement rien. Avant, j'étais ouvrier ; maintenant, je suis dans un bureau, tout seul, sans aucune tâche. » Il en rigole, mais il a dû consulter un psychiatre. A son collègue qui vient de rejoindre le syndicat, la direction a proposé un « stage obligatoire » de plusieurs mois... en Malaisie. Il a refusé ; il attend la sanction. Quant au sixième, il a été licencié il y a quatre ans. Sans recours.

Nous avons rencontré d'autres MJ à Suwon, la ville-phare de Samsung, dans la banlieue de Séoul. M. Cho Jang-hee, ancien manager d'un restaurant au parc d'attractions Everland, a eu l'audace de créer avec trois de ses collègues un syndicat affilié à la KCTU. Toutes les tentatives précédentes avaient échoué, certains ayant eu une promotion, ou de l'argent pour payer les études des enfants, d'autres ayant cédé aux pressions. « Tout d'un coup, les collègues n'osent plus vous regarder, ils ne vous parlent plus, raconte-t-il. Il y a même des "séances de formation" au cours desquelles les cadres expliquent que nous sommes des voyous qui mettons en péril l'entreprise. » Eux ont été suivis vingt-quatre heures sur vingt-quatre et filmés. Leurs téléphones ont été piratés, leurs proches menacés. Mais ils ont tenu.

Certes, leur influence est marginale : onze adhérents « au grand jour » et soixante-huit clandestins, sur dix mille salariés. Ils ne sont pas près d'être élus pour représenter le personnel dans ces commissions paritaires concoctées par le

groupe pour contourner les syndicats et composées pour moitié de gens de la direction, pour moitié de représentants des salariés chaudement recommandés par la direction. Reste que, pour la première fois, la KCTU a une existence légale, sinon reconnue, chez Samsung. M. Cho Jang-hee l'a payé cher, puisqu'il a été licencié. Quant aux deux autres cofondateurs, ils ont été mis à pied pendant trois mois et mutés dans deux restaurants différents « pour bien [les] isoler ».

A Ulsan comme à Suwon, ces syndiqués reconnaissent que pour eux, travailleurs à plein temps, « les salaires sont corrects ». En revanche, les précaires touchent entre 40 et 60 % de moins pour un travail parfois identique, ne bénéficient d'aucune protection, d'aucun bonus, et sont jetés à la rue dès que les commandes baissent (10). Or, qu'ils soient estampillés Samsung ou employés par les sous-traitants, ils représentent selon les estimations (les statistiques officielles n'existent pas) entre 40 et 50 % des effectifs. Quant aux plus de 50 ans, cadres compris, ils sont ardemment invités à démissionner, car ils coûtent trop cher. Pour tous, les conditions de travail sont difficiles, les amplitudes horaires démesurées, les tensions fortes, les accidents nombreux. En janvier 2013, un salarié précaire est mort après une fuite d'acide fluorhydrique à l'usine de Hwasung, près de Suwon.

De l'extérieur, rien ne laisse présager du moindre danger dans cette unité. Soucieux du décorum, M. Lee Kun-hee a construit avec soin sa *digital city* (« ville numérique »), qui s'étend sur trois communes, Hwasung, Giheung et Onyang. Le savant assemblage de gros cubes d'un blanc pur, d'immeubles en verre élégants et de pelouses bien entretenues fait penser à un campus universitaire. A chaque extrémité, des dortoirs : ceux des filles sont imposants, car les « opératrices » sont les plus nombreuses. Plus loin, celui des garçons, chargés de la maintenance et de l'approvision-

nement. Venus de tout le pays, ces jeunes gens fabriquent des semi-conducteurs.

Tous les ans, des cadres de Samsung partent en chasse. Ils descendent dans les collèges de province afin de dénicher de nouvelles recrues, à charge pour les enseignants de les présélectionner. Au dire de tous, il y a plus de demandes que d'élus. Samsung jouit d'une belle réputation, et les salaires y sont relativement élevés : l'équivalent de 2000 euros, une fortune pour ces débutants (le salaire minimum ne dépasse pas 600 euros). « En travaillant chez Samsung, témoigne une employée, je peux aider mes parents et préparer mon mariage. »

Mais les rêves de jeune fille s'évanouissent souvent dans les salles blanches de production. De l'extérieur, tout paraît aseptisé avec ces « opératrices » aux allures de cosmonautes, en tenue immaculée, dont seuls les yeux apparaissent. On imagine des lieux hautement sécurisés. Ce décor futuriste dissimule cependant des pratiques moyenâgeuses.

Il faut travailler au moins douze heures par jour ; participer aux activités caritatives afin de développer l'esprit de solidarité, dixit le management ; puis, éventuellement, retourner au travail avant d'aller se coucher. Six jours sur sept. Le septième, les ouvrières sont si fatiguées qu'elles dorment sur place et rentrent rarement dans leur famille. « On se lève Samsung, on mange Samsung, on travaille Samsung, on s'entretient Samsung, on dort Samsung », résume Kab-soo, heureuse d'en être partie après avoir amassé un petit pécule et trouvé un autre emploi un peu moins dur.

Bien sûr, ces jeunes filles ont le droit de sortir le soir. « Nous ne sommes pas en Chine », me réplique, un peu vexé, un ex-cadre du groupe. Cependamment, reconnaît-il, ce n'est pas très bien vu.



... des employés font de la gymnastique

Un contrôle circulaire

COMMENT, avec 3 % du capital, la famille Lee peut-elle diriger un groupe qui pèse l'équivalent d'un cinquième du produit intérieur de la République de Corée ? Pendant plus de trois heures, l'économiste Kim Sang-jo, professeur à l'université Hansung à Séoul et président de l'association Solidarité pour la réforme de l'économie (1), prend le temps d'expliquer ses mille et une ficelles, que l'on peut ainsi résumer : dissimulation de capitaux, nébuleuse de participations. « On dit que les fonds de pension étrangers détiennent Samsung. Le plus probable est que la famille dispose de sociétés offshore, dans les paradis fiscaux. » Tous les spécialistes rencontrés soupçonnent qu'une partie des fonds d'investissement dits étrangers lui appartiennent, mais nul ne sait combien. Et le gouvernement n'est guère curieux.

« A l'intérieur, poursuit Kim Sang-jo, beaucoup de petits actionnaires sont des prête-noms. Des filiales comme Samsung Life Insurance permettent également de dissimuler les capitaux familiaux. » On peut selon lui estimer la fortune de l'actuel patron de Samsung, M. Lee Kun-hee, et de sa femme à 30 milliards de dollars, soit deux fois plus que son montant officiel. Du reste, son frère Lee Maeng-hee et sa sœur Lee Sook-hee lui intentent un procès, l'accusant d'avoir sous-estimé l'héritage. L'affaire est en cours devant les tribunaux.

Le groupe est contrôlé par un système de participations circulaires : A contrôle B, qui contrôle C, qui contrôle A. Selon un autre spécialiste, Jason Chung, créateur du site Chaebul.com, l'équivalent à l'échelle coréenne du magazine américain *Forbes*, le jeu se mène à partir de trois entités majeures : Samsung Everland, qui regroupe les parcs de loisirs et constitue une sorte de holding, Life Insurance et Samsung Electronics.

Le tout s'accompagne d'un management ultracentralisé et autoritaire, exercé publiquement par M. Lee Kun-hee, et secrètement par ce qui est parfois appelé le secrétariat général, ou « groupe central pour la réforme » (Reformation Headquarter Group, RHG). C'est cette équipe d'une centaine de personnes qui, selon Kim Sang-jo, détient le pouvoir réel, surtout après la diversification ratée dans l'automobile menée par M. Lee Kun-hee au milieu des années 1990.

« Du reste, celui-ci a disparu de la scène publique entre 1995 et 2004 », note Kim Sang-jo. Après la crise de 1997, le RHG a massivement restructuré et a concentré le groupe sur ses cœurs de métier, dont l'électronique, en développant la qualité et en misant sur l'innovation, quitte à acheter des chercheurs à l'étranger. Avec le succès que l'on connaît. M. Lee Kun-hee régnait mais ne gouvernait pas. Il a repris les rênes. Ce qui n'est pas sans danger.

A 71 ans, il a déjà adoubé son fils Lee Jea-yong, 46 ans, actuel patron d'Electronics, pour lui succéder. Mais celui-ci est divorcé, ce qui est fort mal vu en Corée ; et surtout, il n'a guère brillé jusqu'à présent. Sa sœur Boo-jin, qui dirige Everland et Samsung Chimie, se pose déjà en rivale. A cela s'ajoute le fait que près de 80 % des profits du groupe proviennent de la seule filiale Electronics : un mauvais choix de produit, comme chez Nokia, ou une mauvaise stratégie, comme chez Sony, et c'est tout le groupe qui serait fragilisé.

Si les *chaebols* (lire ci-dessus) en général et Samsung en particulier « ont acquis une puissance telle qu'aucun politique n'a su s'en libérer », souligne Kim Sang-jo, il n'est pas sûr que cela puisse perdurer. La « démocratisation [économique] des chaebols » promise par la présidente de la République, M^{me} Park Geun-hye, est pour l'instant restée lettre morte, mais une partie des actionnaires, notamment à l'étranger, commencent à ruer dans les brancards. Les relations féodales avec les petites et moyennes entreprises (PME) écrasent les jeunes pousses innovantes : « Ici, des entreprises comme Google ou Microsoft ne pourraient pas exister », assure l'économiste. Enfin, quoique encore marginale, la contestation sociale et politique s'amplifie en même temps que les inégalités, note de son côté Jason Chung : 1 % de la population détenait 65 % de la richesse nationale en 2012, contre 40 % en 1990. De là à mettre en cause le champion national...

M. B.

(1) L'association regroupe des économistes, des juristes et des comptables. Elle vise, comme son nom l'indique, une réforme structurelle de l'économie et une réduction du poids des *chaebols*.

Et si, par égardement, elles rentrent après le couvre-feu (minuit), elles reçoivent un « carton rouge » qui ne sera effacé que lorsqu'elles auront dûment participé aux activités caritatives maison.

La fatigue est telle que les indisciplines sont rares. Pourtant, encapuchonnées dans leur costume de *Bunny*, les travailleuses résistent à cette robotisation. Interdites de maquillage, elles mettent des faux cils. Couvertes jusqu'aux yeux du bonnet réglementaire, elles trouvent des façons élégantes de le porter, raconte Lee Kyung-hong, jeune cinéaste documentariste qui les a filmées pendant trois ans (11)... après leur départ de l'entreprise, car il leur est totalement interdit de parler tant qu'elles y sont employées.

Ce sont leurs seules fantaisies. « On travaille dans la peur », se souvient Kab-soo. Peur de se tromper. Peur de ne pas y arriver. Peur de la maladie. La fabrique des semi-conducteurs nécessite en effet de grandes quantités de produits chimiques, des gaz extrêmement dangereux, des champs électromagnétiques. Les ouvrières doivent tremper leurs dalles dans plusieurs bains avec une grande rapidité, ne pas se tromper, vérifier...

Deux mille violations des lois sur la sécurité au travail

Sur le papier, les normes de sécurité existent. Mais dans l'unité de Hwasung, il y a déjà eu deux fuites d'acide fluorhydrique entre janvier et mai 2013. Les systèmes de ventilation ne fonctionnent pas toujours. Enfin, souvent, les opératrices elles-mêmes déverrouillent les vannes de sécurité pour aller plus vite et remplir leur mission. Sans être payées à la pièce, elles se sentent responsables du résultat commun.

A ce rythme, elles ne tiennent pas plus de quatre à cinq ans. Ensuite, soit elles trouvent un autre emploi, soit elles repartent chez leurs parents et se marient – seules 53,1 % des femmes travaillent (12). Quelques-unes en meurent. La jeune Hwang Yumi, âgée de 22 ans, est décédée en 2007 après quatre ans de travail à l'unité de Giheung. Son père Hwang Sang-gi, taxi à Dokcho, à deux heures et demie de voiture de Séoul, se souvient de chaque instant du cancer qui l'a rongé pendant de longs mois. Il est devenu un symbole. Il a beau, selon son expression, « parler moins bien que les bureaucrates de Samsung », il a beau avoir reçu des menaces et des offres financières pour se taire, il n'a jamais abandonné la partie. Il veut que le cancer de sa fille soit reconnu comme maladie professionnelle non seulement par l'administration – ce qui est acquis –, mais aussi par Samsung, qui nie toujours. Pour Yumi, et pour tous ceux qui meurent encore.

La première à l'avoir écouté est l'avocate Lee Jong-ran. Elle est intarissable sur les dégâts provoqués par ce concentré de substances dangereuses. « Les fabricants disent qu'il n'y a rien à craindre, mais aucun ne veut donner la liste exacte des produits utilisés, au nom du "secret de fabrication". Et des jeunes meurent en secret. » Avec le docteur Kong Jeong-ok et l'association Supporters for the Health and Rights of People in the Semiconductor Industry (Sharps), elle a recensé cent quatre-vingt-un anciens employés Samsung souffrant d'affections diverses (leucémie, cancer du sein, sclérose en plaques...) entre 2007 et mai 2013. Pour beaucoup de spécialistes du groupe, ces maladies professionnelles sont un secret de Polichinelle. Il aura cependant fallu les fuites de liquide toxique à Hwasung, à dix minutes à vol d'oiseau des résidences de luxe autour de Suwon, pour que certains commencent à s'inquiéter. Le ministère de l'emploi a effectué une inspection spéciale et trouvé plus de deux mille violations du droit du travail en matière de sécurité. La direction a promis d'y remédier...

Mais quand, après des mois et des mois de procédures pour que soit examiné un cas précis, l'agence publique d'indemnisation mandatée par l'administration entre enfin en lice, elle ne manque pas d'inclure dans la commission un médecin... Samsung (13) dont la voix est prépondérante.

MARTINE BULARD.

(10) Cf. Jean Marie Pernot, « Corée du Sud. Des luttes syndicales pour la démocratie », *Chronique internationale de l'IREC*, n° 135, Paris, mars 2012.

(11) Lee Kyung-hong, *L'Empire de la honte* (en coréen), Purn Production, Séoul, 2013.

(12) La moyenne pour les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est de 56,7 %.

(13) « South Korean government rejects Samsung victim's workers compensation based on Samsung doctor's opinion », Sharps, 31 mai 2013, <http://stopsamsung.wordpress.com>

De l'impasse syrienne à la guerre régionale

Alors que se poursuivent les préparatifs de la conférence de Genève 2 sur la Syrie, la situation militaire a été marquée par la victoire des troupes gouvernementales appuyées par le Hezbollah à Qoussair, et par la décision des Etats-Unis d'armer les insurgés. Rien ne laisse augurer une fin prochaine des affrontements. Au contraire : le conflit prend un tour plus confessionnel et s'étend à toute la région.

PAR ALAIN GRESH

« **L**E Guide iranien de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, va accomplir son rêve de délivrer un sermon du haut de la chaire de la mosquée des Omeyyades à Damas. Il annoncera avoir réalisé l'unité islamique qu'il promettait depuis longtemps. Il descendra de la chaire en grande pompe pour poser sa main sur la tête d'un pauvre enfant et manifester ainsi la tolérance des puissants [à l'égard des sunnites]. Puis il se tiendra debout à côté d'un certain nombre d'oulémas sunnites syriens. Il leur donnera la main et ils élèveront ensemble leurs bras devant les caméras qui enregistreront ce moment historique (1). »

Ainsi un influent éditeur saoudien décrit-il, au lendemain de la victoire de l'armée syrienne à Qoussair, l'avenir sinistre, selon lui, d'un monde musulman tombé sous la coupe des « Perses » et des chiites.

Au même moment, au Liban, M. Hassan Nasrallah, le secrétaire général du Hezbollah, prononce un discours dans lequel il justifie l'envoi de ses combattants en Syrie, tout en reconnaissant – contrairement à M. Bachar Al-Assad – que, « si une grande partie des Syriens appuient le régime, une autre grande partie s'y oppose sans doute ». Pour lui, cette dimension interne est secondaire, et « le

Liban, l'Irak, la Jordanie et l'ensemble de la région sont la cible d'un plan américano-israélo-takfiriste (2) » auquel il faut résister à tout prix, ce qui suppose de voler au secours du régime de Damas.

Désormais, comme l'explique un officiel américain dans le rapport très complet que publie l'International Crisis Group (ICG) (3), « une guerre syrienne aux dimensions régionales est en train de se transformer en une guerre régionale autour de la Syrie ». Une nouvelle guerre froide divise le Proche-Orient, similaire à celle qui, dans les années 1950 et 1960, avait vu s'affronter l'Égypte de Gamal Abdel Nasser, alliée des Soviétiques, et l'Arabie saoudite, alliée des Etats-Unis. Mais les temps ont changé : le nationalisme arabe a décliné, les discours confessionnels se répandent, et l'on s'interroge sur la pérennité même des Etats et des frontières issus de la première guerre mondiale.

La Syrie, avec ses dizaines de milliers de morts, ses millions de réfugiés, la destruction de son infrastructure industrielle comme de son patrimoine historique, est la principale victime de cet affrontement. L'espoir né au printemps 2011 se transforme en cauchemar. Pourquoi ce qui a été possible au Caire ne s'est-il pas produit à Damas ?

Détermination iranienne et russe

EN Égypte, M. Hosni Moubarak a été renversé avec une relative facilité pour au moins deux raisons. Les élites et les couches sociales liées à la clique au pouvoir ne se sont jamais vraiment senties menacées dans leurs privilèges, encore moins dans leur intégrité physique. Qu'il s'agisse des hommes d'affaires, des hauts gradés de l'armée ou des responsables des services de sécurité, tous ont pu se reconverter sereinement après la révolution. Seule une infime minorité a été traduite – avec beaucoup de lenteur et de réticences – devant les tribunaux. Par ailleurs, le départ de M. Moubarak n'a entraîné aucun bouleversement de la donne géopolitique régionale. Les Etats-Unis et l'Arabie saoudite pouvaient s'accommoder de changements qu'ils n'avaient pas souhaités, mais qui ne menaçaient pas leurs intérêts fondamentaux, à condition qu'ils les canalisent.

En Syrie, on assiste à un tout autre scénario. Dès le début de la contestation, l'usage illimité de la violence par les services de renseignement a permis au régime de gagner de précieux mois et de s'organiser. Il a poussé à la militarisation

de l'opposition et à l'escalade, voire à la confessionnalisation, pour aviver les peurs de fractions importantes de la population : non seulement les minorités, mais aussi la bourgeoisie et les couches moyennes urbaines, effrayées par le discours extrémiste de certains groupes de l'opposition et par l'afflux de combattants étrangers mis en scène par le pouvoir.

Au fur et à mesure que les charniers s'accumulaient, toute transition sans esprit de revanche devenait impossible, et, bon gré mal gré, des couches relativement larges de la société craignant pour leur survie en cas de victoire des « islamistes » ralliaient le clan Al-Assad. L'épouvantail islamiste effraie d'autant plus qu'il est brandi depuis des années dans bien des capitales occidentales et qu'il donne du crédit au discours de Damas adressé à la France : « Pourquoi aidez-vous en Syrie les groupes que vous combattez au Mali ? »

Le régime a aussi joué de sa position stratégique auprès de ses deux principaux alliés, l'Iran et la Russie, qui se sont engagés dans le conflit de manière bien plus déterminée que les pays arabes ou



BAHRAM HAJOU. – « Treason » (Trahison), 2004

les Occidentaux – une détermination qui a pris de court leurs adversaires.

Pour l'Iran, la Syrie constitue, depuis la révolution de 1979, le seul allié arabe sûr, celui qui l'a soutenu dans les moments difficiles, notamment face à l'invasion irakienne de 1980, quand tous les gouvernants du Golfe se mobilisaient en faveur de Saddam Hussein. Alors que l'isolement du pays s'est accentué ces dernières années, qu'il est visé par d'implacables sanctions américaines et européennes, que le risque d'une intervention militaire israélienne et/ou américaine ne peut être écarté, l'implication de la République islamique en Syrie, à défaut d'être morale, constitue un choix stratégique rationnel que l'élection du nouveau président Hassan Rohani n'infléchira probablement pas. Lignes de crédit à la Banque centrale de Syrie, fourniture de pétrole, envoi de conseillers militaires : Téhéran n'a reculé devant aucun moyen pour sauver son allié (4).

Cet engagement l'a amené à pousser le Hezbollah, avec l'aval du Kremlin, à s'impliquer directement dans les combats. Certes, l'organisation et son secrétaire général ont pu arguer que, du Liban comme des autres pays arabes, des milliers de combattants islamistes affluaient déjà en Syrie ; mais une telle intervention ne peut qu'aggraver les tensions entre sunnites et chiites – les incidents armés se multiplient au Liban – et apporter de l'eau au moulin des précheurs sunnites les plus radicaux.

La conférence qui s'est tenue au Caire le 13 juin 2013, sous le mot d'ordre « appui à nos frères syriens », a appelé au djihad. Le président égyptien Mohamed Morsi y participait. Lui qui s'était montré prudent sur le dossier a annoncé la rupture des relations diplomatiques avec Damas. La réunion a marqué une escalade de la rhétorique antichuite, y compris chez des cheikhs modérés. Le représentant de l'université Al-Azhar, institution majeure de l'islam sunnite basée au Caire, s'est interrogé : « Quelle est la signification de l'ingérence du Hezbollah, qui verse le sang des innocents à Qoussair ? Pourquoi sont-ils là-bas ? C'est une guerre contre les sunnites, et une preuve du confessionnalisme des chiites (5). »

Quant à la Russie, ses raisons de s'engager dépassent largement la personnalité de M. Vladimir Poutine, réduit à une caricature dans la presse occidentale. Elles reflètent avant tout la volonté de Moscou de mettre fin à son effacement de la scène internationale.

Il faut un diplomate égyptien pour décrypter cette préoccupation : « Les Occidentaux, nous explique-t-il, paient le prix de leurs tentatives de marginaliser Moscou depuis la fin de l'URSS. Ainsi, malgré la bonne volonté de Boris Eltsine à leur égard, l'OTAN [Organisation du traité de l'Atlantique nord] s'est élargie jusqu'aux frontières de la Russie. » Sur le dossier syrien, pendant deux ans, « les Occidentaux ont proposé au Kremlin un ralliement pur et simple à leur plan. Ce n'était pas réaliste. »

La manière dont la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'Organisation des

Nations unies (ONU) sur la Libye a été distordue pour légitimer l'intervention militaire a également échaudé la Russie – et pas qu'elle : de nombreux pays, comme le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud ou la Chine, ont depuis émis des réserves quant aux résolutions occidentales sur la Syrie présentées à l'ONU. Pour le Kremlin, la chute du régime de M. Al-Assad serait un sérieux revers : elle constituerait une nouvelle victoire des islamistes, et elle risquerait d'affecter, à l'intérieur même de la Fédération de Russie, les populations musulmanes au sein desquelles il dénonce une propagande wahhabite active.

Face à cette détermination russo-iranienne, les soutiens extérieurs de l'opposition syrienne ont été divisés, erratiques, inefficaces, bien loin de l'image d'un grand complot « saoudo-qataro-américano-israélo-salafiste ». De la Turquie à l'Arabie saoudite, du Qatar à la France, chacun a joué sa propre partition, favorisé ses clients, fourni son aide à ceux-ci tout en refusant à ceux-là. Le comble du grotesque a été atteint en avril 2013, avec la promotion par le Qatar, à coups de millions de dollars, de M. Ghassan Hitto, de nationalité américaine, au poste de premier ministre d'un

gouvernement aussi « intérimaire » que fantomatique. L'ingérence de riches hommes d'affaires du Golfe, qui ne répondent à aucune stratégie d'Etat et qui échappent à tout contrôle, ajoute à l'imbroglio (6).

Enfin, il est difficile de s'y retrouver parmi les multiples fractions, groupes, *katibas* (unités combattantes) rangés sous l'étiquette aussi commode que trompeuse d'« islamistes », ce qui permet d'escamoter leur diversité comme leurs divergences stratégiques et politiques (7). Ainsi, le Jabhat Al-Nosra, qui se réclame d'Al-Qaida, soulève autant d'inquiétudes en Occident qu'en Arabie saoudite, laquelle a mené dans les années 2003-2005 une lutte à mort contre l'organisation d'Oussama Ben Laden. Cette appréhension existe aussi dans des organisations salafistes. M. Nader Bakkar, le très médiatique porte-parole du principal parti salafiste égyptien, Al-Nour, nous explique comment couper l'herbe sous le pied d'Al-Qaida : « Ce que nous demandons, c'est une zone d'exclusion aérienne. Pour que les révolutionnaires eux-mêmes remportent la victoire. Nous engageons les gens en Égypte à ne pas y aller : la victoire doit être celle des Syriens seuls. »

Un jeu à somme nulle

CETTE cacophonie a été favorisée par l'effacement des Etats-Unis, qui, s'ils souhaitent la chute du régime syrien, ne sont pas enclins à une aventure proche-orientale après leurs échecs en Irak et en Afghanistan. Mieux que d'autres, Richard Haass reflète cette évolution de l'état d'esprit à Washington. Tête pensante de l'establishment républicain en matière de relations internationales, ancien collaborateur du président George W. Bush, il vient de publier un livre intitulé *La politique étrangère commence chez soi : pourquoi il faut remettre de l'ordre aux Etats-Unis* (8). Son raisonnement ? Les problèmes intérieurs, de la détérioration du système de transports au manque d'ouvriers qualifiés, empêchent les Etats-Unis d'exercer un leadership mondial.

Comment interpréter alors la décision du président Barack Obama de fournir des armes aux rebelles syriens ? L'usage de gaz sarin par l'armée syrienne, très controversé (9) – selon Washington, il aurait provoqué cent quarante des quatre-vingt-dix mille morts du conflit –, apparaît pour ce qu'il est : un prétexte. Mais à quoi ?

La Syrie est devenue un champ de bataille régional et international, et aucun des deux camps ne peut accepter la défaite de ses champions. Après sa victoire à Qoussair, les Etats-Unis veulent empêcher un triomphe du régime syrien, par ailleurs bien improbable tant le pouvoir est rejeté par une partie importante de la population, qui s'est radicalisée et n'a plus rien à perdre. Mais cette volonté ne devrait pas se traduire par une intervention massive, encore moins par l'instauration de zones d'exclusion aérienne ou l'envoi de troupes sur le terrain. L'équilibre des forces étant maintenu, l'impasse devrait perdurer, avec

son cortège de destructions et de morts, mais aussi ses risques d'extension à toute la région, que résume le titre du rapport de l'ICG, « Les métastases du conflit syrien ».

L'Irak, la Jordanie et le Liban se retrouvent happés dans le conflit. Des combattants irakiens et libanais, sunnites et chiites, se font face en Syrie. Les autoroutes de l'« Internationale insurgée (10) », qui, de l'Afghanistan au Sahel, acheminent combattants, armes et idées, sont saturées. Tant que les protagonistes extérieurs continueront à voir le conflit comme un jeu à somme nulle, le calvaire syrien se poursuivra. Au risque d'entraîner toute la région dans la tourmente.

(1) Jamal Khashoggi, *Al-Hayat*, repris par BBC Monitoring, Londres, 15 juin 2013.

(2) Discours reproduit par BBC Monitoring, 15 juin 2003. Le takfirisme dénonce comme apostats tous les musulmans qui ne suivent pas son orientation.

(3) « Syria's metastasising conflicts », International Crisis Group (ICG), Bruxelles, juin 2013, www.crisisgroup.org

(4) Lire Karim Emile Bitar, « Guerres par procuration en Syrie », *Le Monde diplomatique*, juin 2013.

(5) « Sunnis clerics shift stance on Syria, urge jihad », BBC Monitoring, 14 juin 2013.

(6) Cf. Joby Warrick, « Private money pours into Syrian conflict as rich donors pick sides », *The Washington Post*, 15 juin 2013.

(7) Pour s'y retrouver un peu – mais la carte s'est modifiée depuis –, cf. « Tentative jihad : Syria's fundamentalist opposition », ICG, 12 octobre 2012.

(8) Richard Haass, *Foreign Policy Begins at Home : The Case for Putting America's House in Order*, Basic Books, New York, 2013.

(9) Cf. les déclarations de Joost Hilterman dans Kareem Fahim, « Still more questions than answers on nerve gas in Syria », *The New York Times*, 13 juin 2013.

(10) Voir la carte de Philippe Rekacewicz parue sous ce titre, *Le Monde diplomatique*, novembre 2007.



EN TURQUIE, ÉCONOMIE EN EXPANSION, POPULATION DANS LA RUE

Pourquoi M. Erdogan espère rebondir

En juin, des dizaines de milliers de personnes, regroupées autour de la place Taksim à Istanbul, mais aussi à travers toute la Turquie, ont défié le gouvernement et dénoncé les dérives autoritaires du premier ministre, M. Recep Tayyip Erdogan. Si ce dernier a pu reprendre l'initiative, et si la contestation s'est calmée, ce mouvement aux multiples facettes reflète les changements de la société depuis dix ans.

PAR TRISTAN COLOMA *

«**C**APULCU» («racailles») : c'est ainsi que le premier ministre turc, M. Recep Tayyip Erdogan, qualifie les milliers de personnes engagées dans le soulèvement populaire qui défie son autorité ; un mouvement né en réaction à la brutalité de l'intervention policière contre les manifestants qui dénonçaient la destruction du parc Gezi, à Istanbul, le 31 mai 2013. Depuis, les réseaux sociaux ont adapté ce mot en anglais (*chapulling*) et lui ont donné cette nouvelle signification : celui ou celle qui se bat pour les droits de chacun. Or ils sont nombreux, actuellement, ceux qui en Turquie revendiquent leur volonté de «chapuller».

Cette situation traduit avant tout la profonde division de la société. Loin des caricatures – une mobilisation limitée à la défense des quelques arbres du parc Gezi, une agitation juvénile –, elle met au jour un «*clivage en termes de modes de vie*» que «*crystallise la figure de M. Erdogan*», observe Aysegül Bozan, politiste à l'université d'Istanbul. Lui qui, en 2002, représentait la «rupture», reléguant ses concurrents au rang de

rétrogrades dépassés, renoue avec les vieux démons nationaux : le voici qui adopte une posture de victime confrontée à un complot international visant à déstabiliser le pays.

Déjà, le 1^{er} avril, le premier ministre turc n'était pas d'humeur badine. «*Au cas où la commission parlementaire de réconciliation sur la Constitution ne parviendrait pas à rédiger une proposition de texte, à l'AKP [Parti de la justice et du développement], nous disposons de notre propre projet*», avait-il déclaré, impérieux, lors d'une émission télévisée.

Tel le Lapin blanc des *Aventures d'Alice au pays des merveilles*, et malgré ses efforts, M. Burhan Kuzu est en retard. Le responsable de la commission parlementaire multipartite avait initialement jusqu'au 31 décembre 2012 pour soumettre le texte à l'Assemblée. «*Très peu de sujets ont fait l'objet d'un accord*», déplore-t-il toutefois. Et d'ailleurs, a-t-il encore la possibilité d'élaborer une Constitution pour mettre la Turquie sur la voie d'une certaine maturité démocratique ?

La séparation des pouvoirs, un « obstacle »

AU PAYS des merveilles, la Dame de cœur présenterait cette révision comme nécessaire afin d'entériner la mutation d'une société décidée à cultiver d'un même mouvement les préceptes moraux issus de son identité musulmane et son aspiration à davantage de libertés. Mais, si M. Erdogan fait preuve d'un tel empressément et ose une telle ingérence, c'est qu'il est «*entré dans une nouvelle phase du pouvoir*», estime Elise Massicard, chercheuse à l'Institut français d'études anatoliennes. *Jusqu'en 2011, l'AKP s'est attaché à détruire les divers contre-pouvoirs, ou à en prendre le contrôle, comme pour l'armée et la justice. Cette logique est pratiquement achevée* (1). Pratiquement, en effet... Les arrestations et les grands procès de militaires, d'avocats, de journalistes, d'universitaires ou d'étudiants sont anticonstitutionnels.

Dans un pays où les contre-pouvoirs sont muselés et l'opposition laïque politiquement faible, le parti majoritaire de M. Erdogan milite pour une nouvelle Constitution dans le but d'imposer un système présidentiel ou semi-présidentiel.

Or, au vu du mouvement de contestation populaire de mai-juin, en bonne partie provoqué par l'arrogance du premier ministre, le projet suscite de plus en plus de réticences au sein même du parti. Nombre de cadres de l'AKP prônent désormais des changements constitutionnels plus limités et plus en phase avec les attentes de la société.

Le parti gouvernemental a continuellement accru ses pourcentages électoraux depuis sa victoire du 3 novembre 2002. Mais, mandat après mandat, le régime a usé de son hégémonie pour tendre vers l'autocratie. Pour preuve, lors d'un discours à Konya, le 17 décembre 2012, M. Erdogan estimait que la «*séparation des pouvoirs*» constituait un «*obstacle*» à l'action de son gouvernement. Un déficit démocratique bien loin des intentions affichées en 2002. En lançant l'AKP, l'aile réformiste du Parti de la prospérité, interdit en raison de son islamisme supposé, M. Erdogan voulait occuper le centre droit de l'échiquier politique. Il a choisi de le définir comme culturellement conservateur, politiquement nationaliste et économiquement libéral.

Pour Bozan, «*l'AKP a profité de la perte de crédit des partis existants. Il a pu attirer non seulement une grande partie de la masse électorale soutenant diverses formations dans la tradition de Vision nationale [mouvement islamiste], mais aussi des électeurs du centre droit qui n'avaient pas*



l'habitude de soutenir de tels partis. Les intellectuels libéraux, ou certains sociaux-démocrates, ont vu dans l'AKP le pouvoir civil capable de transformer les opinions de la base populaire dans la perspective d'une démocratisation du pays».

Si l'aura de M. Erdogan a survécu à dix ans d'exercice du pouvoir, c'est que son bilan affiche des avancées majeures. Tout d'abord, l'économie a enregistré de bons résultats à l'aune des normes libérales. La croissance annuelle a atteint 7 % en moyenne entre 2000 et 2010 ; l'inflation a été terrassée et les investissements directs étrangers (IDE) sont passés en dix ans de 1,2 milliard à près de 20 milliards de dollars ; les inégalités ont été réduites. Le programme national en vue de l'adhésion à l'Union européenne a étendu les libertés individuelles. Le «*processus de règlement*» de la question kurde a démontré la capacité du premier ministre à faire reculer les nationalismes les plus radicaux, qui se manifestaient jusque dans son propre camp (2). Enfin, les réformes ont aussi permis d'abolir l'influence de l'armée, qui avait fait tomber quatre gouvernements depuis 1960. Dès lors, le parti pouvait poursuivre sa lutte contre la grande bourgeoisie laïque, et la présenter comme un affrontement entre le peuple et l'élite.

Pour une moitié de la population, la figure de M. Erdogan personnifie cette lutte des classes et cette promesse d'une fin de l'exclusion. Selon un rapport de l'institut de recherche turc Konda, les électeurs de l'AKP ont plébiscité le dirigeant du parti (57 %), plus que le parti lui-même, lors des élections de juin 2011 (3).

«*Les militants travaillent pour transformer l'opinion et produire des solutions individuelles aux problèmes de chacun*», note la chercheuse en science politique

Dilek Yankaya. *Si vous avez besoin de vous marier avec une bonne musulmane, ils vous la présentent. Si vous avez besoin de charbon, ou si vous devez être hospitalisé, vous êtes pris en charge. On donne en fonction des besoins de chacun, et on obtient les votes en retour.*»

«*L'AKP agit à la fois comme une force motrice pour soustraire le marché à l'intervention de l'Etat et comme un vecteur de réintégration des exclus. Il propage ainsi des valeurs procapitalistes et sociales en même temps*», analysent quant à eux les politistes André Bank et Roy Karadag (4). Dans la stratégie électorale

Dépendance envers l'Union européenne

SELON des chiffres transmis par la Confédération des syndicats progressistes de Turquie (DISK), le taux de chômage atteindrait 17 %, alors qu'officiellement il n'excède pas 10 %. Le pouvoir d'achat des salaires dans l'industrie aurait baissé de 15,9 % entre 2002 et 2011. Une réalité masquée par les promesses du candidat Erdogan durant la campagne électorale au printemps 2011. Aidé par sa capacité de conviction et par un produit intérieur brut (PIB) au sommet de sa croissance (11,5 % au premier trimestre 2011), il prédit un taux de chômage bientôt réduit à 5 % et l'ascension imminente de la Turquie à la dixième place du classement des économies mondiales – en 2012, le pays occupait le dix-septième rang. Avec un doublement du PIB entre 2000 et 2010, M. Erdogan peut se gausser d'une «*Europe en contraction*» face à une «*Turquie en expansion*».

En dépit de la rhétorique d'émancipation des dirigeants turcs vis-à-vis de l'Union européenne, le pays tire une part significative de sa croissance de son intégration à cet espace économique occidental ; elle lui est nécessairement liée. Si les dirigeants soulignent qu'en 2011 la part des exportations vers cette zone a été réduite à 46 %, ils omettent d'indiquer qu'elle a... augmenté de 22 % en valeur absolue (*lire l'encadré*). Constamment à la recherche de nouveaux débouchés, les entreprises turques font preuve d'«*ottomanisme économique*» dans le monde arabe. Mais la capacité financière de ces nouveaux clients ne peut se substituer aux marchés traditionnels. L'Union reste à l'origine de 75 % des investissements réalisés en Turquie (contre 6,1 % en provenance des Etats-Unis et 6,1 % issus des pays du Golfe entre 2008 et 2011).

Les succès économiques d'Ankara pourraient d'ailleurs s'avérer plus fragiles

du parti, la politique de redistribution facilite la mise en place d'une forme de néolibéralisme social, en superposant un «*populisme contrôlé*» (5) au principe de la solidarité musulmane.

L'Etat se défait de ses obligations sociales en faveur d'acteurs privés proches du parti, principalement les «*tigres anatoliens*». Cette nouvelle génération d'hommes d'affaires, souvent originaires des régions rurales d'Anatolie et inscrits dans la tradition conservatrice et pieuse, se regroupe au sein de la Müsiad (6). La puissante Association des industriels et hommes d'affaires indépendants est ainsi devenue le partenaire patronal de l'islamisme politique et, finalement, de l'AKP. Elle symbolise la revanche de la «*Turquie d'en bas*» sur l'élite laïque. «*Les politiques qu'Erdogan applique, analyse Yankaya, sont la forme idéologisée du système de valeurs de la bourgeoisie anatolienne : travail, famille, religion. Une idéologie bourgeoise conventionnelle*» (7).

Lorsque l'AKP voit le jour, six mois avant les élections de 2002, il représente aux yeux d'une majorité de Turcs le seul moyen de contester la capture des pouvoirs économiques et politiques par les «*Turcs blancs*» issus de la grande bourgeoisie stambouliote et de la caste militaire. Le parti donne l'impression d'assurer la jonction entre la mosquée et l'esprit d'entreprise. M. Erdogan se façonne une image d'homme politique religieux, en mesure de s'adapter à la mondialisation. La force de l'AKP réside donc dans sa capacité à se présenter comme le parti du peuple tout en appliquant une politique économique très libérale.

Entre 1985 et 2010, la Turquie a gagné 41,98 milliards de dollars dans ses opérations de privatisation, dont plus de 34 milliards depuis 2002. L'année 2010 a été une «*année historique*» dans ce domaine, précise même le responsable de l'Administration de privatisation turque (OIB), avec 10,4 milliards d'actifs passés au privé. «*La population n'identifie pas les effets des politiques néolibérales. Et ceux qui en sont conscients ne voient pas de solution de rechange*», déplore Bozan.

qu'il n'y paraît, tant ils dépendent de l'afflux de capitaux étrangers. Indicateurs et prévisions dessinent un horizon assombri : croissance en berne, compte courant déficitaire, ralentissement des exportations vers une Union européenne elle-même en récession et, simultanément, faiblesse des recettes fiscales grevées par les fraudes et le travail non déclaré, contraction de la consommation intérieure en raison de l'endettement croissant des ménages (70 % du PIB).

Et si la prospérité passait par une réduction plus importante des inégalités sociales et par l'établissement d'une justice fiscale ? Reste à convaincre le gouvernement de risquer des réformes impopulaires auprès des chefs d'entreprise. A voir le mépris dont le premier ministre fait preuve face aux contestataires de la place Taksim, rejoints mi-juin par deux importants syndicats, le patronat de la très conservatrice Müsiad représente toujours aux yeux du pouvoir son allié le plus précieux.

(1) En septembre 2010, à la faveur d'un amendement constitutionnel, l'AKP a mis fin à l'indépendance du pouvoir judiciaire. Les membres de la Cour constitutionnelle tout comme ceux du Haut Conseil des juges et des procureurs sont nommés par le gouvernement.

(2) Lire Vicken Cheterian, «*Chance historique pour les Kurdes*», *Le Monde diplomatique*, mai 2013.

(3) www.konda.com.tr/tr/raporlar.php

(4) André Bank et Roy Karadag, «*The political economy of regional power : Turkey under the AKP*», German Institute of Global and Area Studies, Hambourg, septembre 2012.

(5) Ziya Önis, «*The triumph of conservative globalism : The political economy of the AKP era*», Koc University (Istanbul), février 2012.

(6) Lire Wendy Kristiansen, «*Activisme patronal*», *Le Monde diplomatique*, mai 2011.

(7) Sur cette question, cf. son ouvrage *La Nouvelle Bourgeoisie islamique. Le modèle turc*, Presses universitaires de France, Paris, 2013.

Repères

Population active : 28 millions pour 76,5 millions d'habitants.

Chômage : 9,4 % en mars 2013.

Taux de syndicalisation : 5,9 % en 2010 (9,5 % en 2002).

Croissance : 2,2 % en 2012 (8,5 % en 2011).

Inflation : 6,2 % fin 2012 (10,4 % fin 2011).

Balance commerciale : déficitaire de 62 milliards d'euros. En 2012, les deux premiers clients de la Turquie étaient l'Allemagne et l'Irak. La Russie, l'Allemagne et la Chine sont les trois premiers fournisseurs. En 2010, les exportations turques à destination de l'Union européenne s'élevaient à 52,7 milliards de dollars, tandis que les importations atteignaient 72,2 milliards de dollars.

Sources : Institut turc de la statistique (TÜİK).

Calendrier des fêtes nationales

1^{er} - 31 juillet 2013

| | | | |
|-------------------------|---------------------|----------------------|---------------------|
| 1 ^{er} BURUNDI | Fête de l'indépend. | 10 BAHAMAS | Fête de l'indépend. |
| CANADA | Fête nationale | 11 MONGOLIE | Fête nationale |
| RWANDA | Fête de l'indépend. | 12 KIRIBATI | Fête de l'indépend. |
| SOMALIE | Fête nationale | SÃO-TOMÉ-ET-PRÍNCIPE | Fête de l'indépend. |
| 2 ÎLES CAÏMANS | Fête nationale | 13 MONTÉNÉGRO | Fête nationale |
| 3 BIÉLORUSSIE | Fête de l'indépend. | 14 FRANCE | Fête nationale |
| 4 ÉTATS-UNIS | Fête de l'indépend. | IRAK | Fête nationale |
| 5 ALGÉRIE | Fête de l'indépend. | 20 COLOMBIE | Fête de l'indépend. |
| CAP-VERT | Fête de l'indépend. | 21 BELGIQUE | Fête nationale |
| VENEZUELA | Fête de l'indépend. | 23 ÉGYPTE | Fête nationale |
| ÎLE DE MAN | Fête nationale | 26 LIBERIA | Fête de l'indépend. |
| 6 COMORES | Fête de l'indépend. | MALDIVES | Fête de l'indépend. |
| MALAWI | Fête nationale | 28 PÉROU | Fête de l'indépend. |
| 7 ÎLES SALOMON | Fête de l'indépend. | 30 MAROC | Fête nationale |
| 9 ARGENTINE | Fête de l'indépend. | VANUATU | Fête de l'indépend. |
| PALAU | Fête nationale | | |

La situation géopolitique du bassin du Nil a brusquement changé avec l'annonce officielle par l'Éthiopie de la mise en chantier du barrage de la Renaissance, sur le Nil Bleu. Cette décision a réveillé en Égypte la peur viscérale de manquer d'eau, avivant les tensions régionales autour du contrôle du fleuve.

PAR HABIB AYEUB *

« **E**n tant que président de la République, je vous confirme que toutes les options sont sur la table, menaçait le président égyptien Mohamed Morsi le 10 juin dernier. *L'Égypte est un don du Nil, et le Nil est un don de l'Égypte.* » La réaction du Caire face à la décision d'Addis-Abeba de construire le barrage de la Renaissance sur le Nil Bleu s'explique par le sentiment que la vie de l'Égypte est suspendue à ce cordon fluvial.

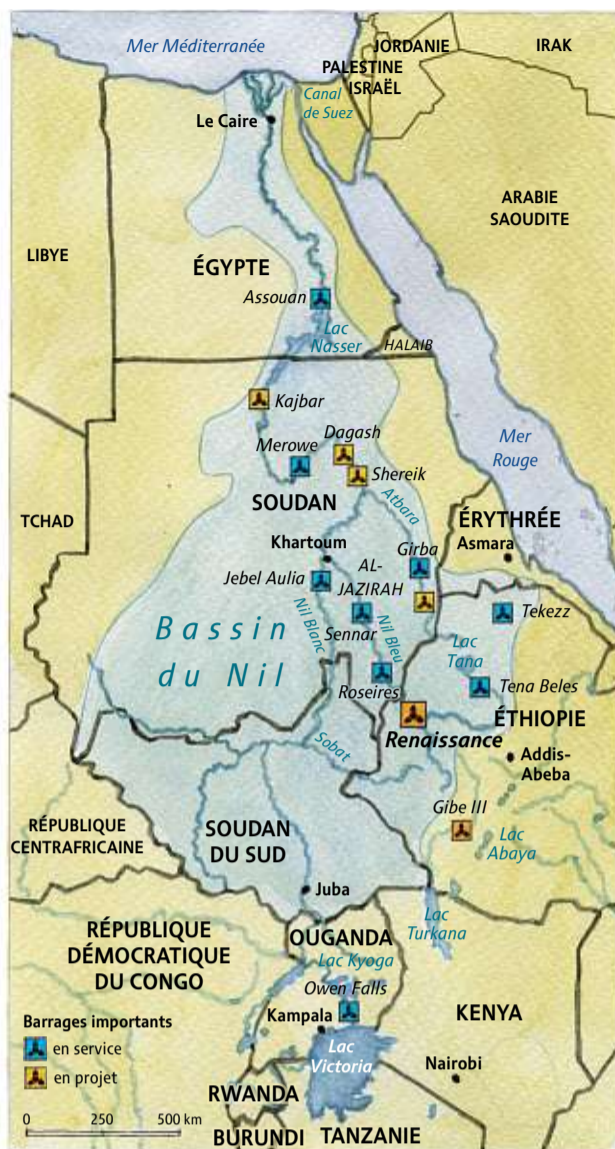
« *L'Éthiopie n'est pas intimidée par la guerre psychologique [menée par] l'Égypte et ne suspendra pas une seule seconde la construction du barrage* », a rétorqué le lendemain M^{me} Dina Mufti, la porte-parole du ministère des affaires étrangères éthiopien. Le pays rejette l'idée d'un droit historique de l'Égypte sur les eaux du Nil, évoquant plus volontiers des « *droits coloniaux illégitimes* ».

L'Égypte, puissance déchue

Ignorée voire méprisée durant les deux derniers siècles, l'Éthiopie – d'où partent 80 % des eaux du Nil – entend imposer une vision différente du bassin du fleuve et un autre partage de ses eaux.

Après avoir été pendant près de deux siècles la puissance dominante dans le bassin du fleuve, l'Égypte subit les bouleversements récents du Proche-Orient, l'affaiblissement continu de son économie et l'interruption de son développement. Autant de facteurs qui la ramènent au statut de simple Etat riverain du Nil, dépossédé de toute capacité d'action.

* Auteur, entre autres, de *L'Eau au Proche-Orient. La guerre n'aura pas lieu*, Karthala, Paris, 1998.



AGNÈS STIENNE



Paysan ayant perdu ses terres à cause de...

Qui captera le

de la gestion des ressources à court terme semblent ténues, la seule voie envisageable serait la construction d'une série de grands ouvrages hydrauliques, laquelle dépend en premier lieu de la bonne volonté des pays contrôlant les sources du fleuve. Or l'Éthiopie s'oppose à tout travail hydraulique commun avant la conclusion d'un nouveau partage.

Réussites diplomatiques pour l'Éthiopie

Pis, en 2010, l'Éthiopie a obtenu la signature d'un traité réorganisant les modalités de gestion des eaux du fleuve et des projets de construction, le New Nile Cooperative Framework Agreement. Le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie l'ont déjà approuvé. Ce texte prévoit la création d'une commission, regroupant tous les Etats riverains signataires, chargée de valider ou de rejeter les projets de grands travaux hydrauliques, qu'il s'agisse de barrages, de canaux ou de tout autre ouvrage ayant un impact sur le cours, le volume ou la qualité des eaux du fleuve.

Cette alliance entre six des neuf membres de l'Initiative du bassin du Nil – le forum regroupant les Etats riverains chargé de trouver des solutions pratiques et d'élaborer des projets communs (1) – bouleverse la zone. L'Égypte avait refusé de l'approuver s'il n'était pas spécifié que les signataires s'engageaient à ne pas modifier les



Pêcheurs sur le Nil Blanc (Soudan du Sud)

Pays exutoire du fleuve, l'Égypte dépend totalement de l'étranger pour son approvisionnement en eau, assuré presque exclusivement par le Nil, qui prend ses sources à plusieurs centaines de kilomètres de ses frontières sud : en Éthiopie pour le Nil Bleu, le Sobat et l'Atbara, avec environ 80 % de la crue globale, et en Ouganda pour le Nil Blanc, qui fournit les 20 % restants.

Jusqu'à présent, le volume d'eau du Nil dont dispose l'Égypte correspondait à la part définie par les termes des accords de 1959 signés avec le Soudan sur le partage des eaux, respecti-

vement de 55,5 et 18,5 milliards de mètres cubes d'eau par an. L'apport annuel moyen du fleuve étant de 84 milliards de mètres cubes, les 10 milliards restants correspondent au volume de l'évaporation au niveau du lac Nasser, créé par la construction du barrage d'Assouan, qui fut mis en eau en 1964. Ainsi, aucune part n'a été réservée à l'Éthiopie ni aux autres pays de l'amont du bassin du fleuve.

Les possibilités de maintenir à plus long terme la disponibilité en eau à un niveau suffisant sont assez limitées. Si les perspectives d'amélioration



Pêcheurs sur le Nil Blanc (Soudan du Sud)



Source sacrée près du monastère de Wonkishete (Éthiopie)



La construction du barrage Gibe (Ethiopie)



Les forêts sont rasées et les terrains loués à des investisseurs étrangers (Ethiopie)

Les images qui accompagnent ce texte sont extraites du reportage photographique de Franck Vogel, « L'eau du Nil, guerre ou partage ? », réalisé en 2012 avec le soutien du festival international Photoreporter en baie de Saint-Brieuc



Barrage hydroélectrique gardé par l'armée à Assouan (Egypte)

es eaux du Nil ?

partages actuels des eaux et reconnaissent les « droits historiques » des pays de l'aval (Soudan et Egypte). Elle se retrouve ainsi privée d'un droit de regard sur le barrage de la Renaissance – objet de la discorde – et, pour la première fois de son histoire, d'un droit de veto qu'elle croyait naturel.

Le choix par Addis-Abeba du nom de ce barrage n'est pas anodin. Ce qui se joue est bien la renaissance de l'Ethiopie comme puissance régionale munie des attributs qui lui avaient manqué jusque-là. Une Ethiopie forte, jouant un rôle géopolitique de premier plan dans ses trois zones d'influence : la mer Rouge, le bassin du Nil et l'Afrique de l'Est. Ce rôle, elle a montré sa capacité à l'assumer à deux reprises au cours des trente dernières années.

Au Soudan, d'abord. Addis-Abeba a réagi au chantier de creusement du canal de Jonglei, qui était déjà réalisé sur plus de 150 kilomètres sur les 360 prévus, en rallumant en 1983 la guerre entre le Nord et le Sud (indépendant depuis 2011), ainsi qu'en hébergeant et en armant l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) de John Garang.

En Somalie, l'Ethiopie s'est totalement investie dans la guerre civile contre les mouvements armés dits « islamistes », avec le soutien des puissances occidentales soucieuses d'empêcher la création d'un Etat islamiste à l'entrée de la mer Rouge.

Par ailleurs, l'arrivée de la Chine dans la région l'a libérée de la nécessité de respecter les obligations imposées par les institutions financières internationales et par les Etats-Unis – dont celle d'obtenir l'accord de l'ensemble des pays du Nil, et en parti-

culier de l'Egypte, avant de recevoir les fonds nécessaires à de grands travaux hydrauliques sur le fleuve et ses sources éthiopiennes.

Enfin, ses réussites diplomatiques, soit l'alliance avec cinq pays de l'amont du bassin du Nil (New Nile River Cooperative Framework Agreement), lui ont donné l'occasion de sortir de son isolement hydropolitique. Un tel succès est d'autant plus remarquable qu'Addis-Abeba a obtenu un double soutien d'une grande importance stratégique. D'abord, celui du tout jeune Etat du Soudan du Sud (2), qui se prépare à signer le nouveau traité sur les eaux du Nil promu par l'Ethiopie ; et, plus étonnant, celui de Khartoum, traditionnellement allié du Caire pour tout ce qui concerne la gestion des eaux du Nil.

Mettre le Soudan à l'abri des inondations

C'est que le Soudan espère bénéficier ainsi de trois avantages. D'abord, de l'électricité. Ensuite, d'une augmentation de ses capacités d'irrigation et de grands projets agricoles communs avec l'Ethiopie. Alors que la possibilité d'utiliser les eaux du nouveau réservoir en Ethiopie reste limitée à cause du relief accidenté, le Soudan, qui se situe en aval du barrage, dispose de très vastes surfaces irrigables. Enfin, la régulation de la crue du fleuve protégera le pays – surtout l'Est, la région agricole d'Al-Jazirah et la grande agglomération de Khartoum – des inondations chroniques.

Avec le barrage de la Renaissance et sa grande capacité de production d'électricité, de l'ordre de 6 000 mégawatts à partir de 2015-2016, l'Ethiopie atteindra une autosuffisance énergétique appréciable, et deviendra même fournisseuse d'électricité aux autres pays du bassin, essentiellement les deux Soudans – et peut-être même l'Egypte.

Compte tenu de sa position géographique, le barrage pourra difficilement participer au développement de l'irrigation, et donc de la production agricole sur les hauts plateaux situés plus en amont ainsi que dans les régions méridionales et orientales du pays. Mais une partie de l'eau stockée dans le lac, qui pourra atteindre jusqu'à 63 milliards de mètres cubes, devrait être utilisée pour la création de nouveaux grands périmètres irrigués autour du lac, en aval du barrage – certaines études évoquent 500 000 hectares (3) – et à l'intérieur du Soudan, en coopération avec ce dernier.

Faire de leur pays une grande puissance régionale, exportatrice d'électricité et productrice-exportatrice de denrées agricoles et alimentaires, telle est l'ambition des maîtres de l'Ethiopie.

HABIB AYEUB.

(1) Comprenant également l'Egypte, le Soudan et la République démocratique du Congo. L'Erythrée est membre observateur et le nouvel Etat du Soudan du Sud devrait rejoindre le forum cette année.

(2) Lire Jean-Baptiste Galopin, « Amer divorce des deux Soudans », *Le Monde diplomatique*, juin 2012.

(3) « Grand Ethiopian Renaissance dam project, Benishangul-Gumuz, Ethiopia », www.water-technology.net

A lire également sur notre site :
« Deux siècles de conflits » (H. A.)
www.monde-diplomatique/49297



Timqet (fête orthodoxe) sur le lac Tana (Ethiopie)



Les jeunes font briller leurs vélos près du barrage Akobo (Ethiopie)

Comment la santé est devenue un enjeu

Ni l'altruisme ni la philanthropie n'expliquent la préoccupation des grandes puissances pour la santé mondiale. Mais plutôt des intérêts tantôt sécuritaires, tantôt économiques ou géopolitiques. Néanmoins, l'Europe pourrait mieux utiliser les fonds octroyés aux institutions internationales. La priorité revient à l'Afrique francophone, où se concentrent les défis des décennies à venir.

PAR DOMINIQUE KEROUEDAN *

EN 2000, cent quatre-vingt-treize États membres de l'Organisation des Nations unies (ONU) et vingt-trois organisations internationales se fixent huit Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) : atteindre, d'ici à 2015, des « niveaux de progrès minimum » en matière de réduction de la pauvreté, de la faim, des inégalités, et d'amélioration de l'accès à la santé, à l'eau potable ainsi qu'à l'éducation (lire l'encadré).

D'emblée, M^{me} Gro Harlem Brundtland, alors directrice de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), identifie une priorité : dégager des financements à la hauteur du défi. Elle confie à M. Jeffrey Sachs, conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, la commission « Macroéconomie et santé » visant à accroître les investis-

sements en faveur de la réalisation rapide des OMD dans la santé (1).

Entre 2000 et 2007, les financements mondiaux des pays en développement, provenant de partenariats public-privé associant le secteur industriel et commercial, notamment les fabricants de vaccins et de médicaments, ont été multipliés par quatre – par trois pour la période 2001-2010, atteignant un pic de 28,2 milliards de dollars en 2010. Les fonds américains publics et privés en constituent la plus grande part. La Fondation Bill et Melinda Gates a donné à elle seule près de 900 millions de dollars en 2012. L'Afrique aurait reçu 56 % des financements en 2010 (2). L'aide mondiale au développement a augmenté de 61 % sur cette période, pour atteindre 148,4 milliards de dollars en 2010.

Aux États-Unis, une question sécuritaire

PURTANT, 2015 approche, et la réalisation des OMD demeure toujours aussi lointaine en Afrique subsaharienne. L'insuffisance des financements n'explique qu'en partie ces retards : d'autres facteurs, moins connus, ont aussi joué un rôle important. Il est utile d'y revenir, alors que se prépare l'élaboration des « nouveaux objectifs » à mettre en œuvre après 2015.

* Professeure au Collège de France, titulaire de la chaire « Savoirs contre pauvreté » (2012-2013). Auteure de *Géopolitique de la santé mondiale*, Fayard, Paris, 2013. A également dirigé l'ouvrage *Santé internationale. Les enjeux de santé au Sud*, Presses de Sciences Po, Paris, 2011.

De nombreuses études et recherches (3) montrent que l'allocation de l'aide mondiale ne repose pas seulement sur des critères épidémiologiques, de population, ou de charge de maladie, mais aussi sur ces puissants vecteurs que furent et que demeurent les intérêts commerciaux, les relations historiques et les rapports géopolitiques (lire l'article ci-dessous).

La relecture de l'histoire de la santé indique que la tenue des premières conférences internationales sur le sujet, au XIX^e siècle, était moins motivée par le désir de vaincre la propagation de la peste,



JEANNE SUSPLUGAS ET ALAIN DECLERCQ. – « Blason », 2009

du choléra ou de la fièvre jaune que par la volonté de réduire au minimum les mesures de quarantaine, qui s'avéraient coûteuses pour le commerce... Ces tensions entre la médecine, la santé, les intérêts marchands et le pouvoir politique forment les termes d'une équation paradoxale inhérente à la question de la santé publique mondiale. L'accès des populations pauvres aux médicaments dans

le cadre des Accords sur les aspects des droits de propriété intellectuelle liés au commerce (Adpic) exprime bien ces tensions, qui, dans le monde contemporain, peuvent aller jusqu'au bras de fer.

Les fondateurs et les partenaires du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme présupposent que les stratégies de lutte contre ces trois

maladies sont pertinentes dans tous les pays et qu'« il ne manque plus que l'argent ». Pour comprendre cette vision financière des enjeux de santé et ses limites en termes d'efficacité, il faut revenir sur le contexte dans lequel le Fonds mondial a été créé.

En 1996, M. William Clinton, alors président des États-Unis, publie une directive appelant à une stratégie davantage orientée vers les maladies infectieuses. Il s'agit là moins d'un élan d'altruisme que d'une préoccupation de sécurité nationale. Propagation, conséquences économiques, retard dans le développement de nouvelles molécules, résistance des agents infectieux aux antibiotiques, mobilité des populations, croissance des mégapoles, faiblesses des systèmes de santé des pays pauvres : ces sujets inquiètent l'administration américaine, et ce bien avant les attentats du 11 septembre 2001.

Dès 1997, l'Institut de médecine, instance de référence scientifique américaine, publie un rapport expliquant que la santé mondiale est « d'un intérêt vital pour les États-Unis ». Pour la première fois apparaît l'expression *global health*, que nous traduisons par santé mondiale : « Les pays du monde ont trop en commun pour que la santé soit considérée comme une question relevant du niveau national. Un nouveau concept de "santé mondiale" est nécessaire pour traiter des problèmes de santé qui transcendent les frontières, qui peuvent être influencés par des événements se produisant dans d'autres pays, et auxquels de meilleures solutions pourraient être envisagées par la coopération (4). »

Alors que le sida se propage en Afrique australe de manière spectaculaire, la publi-

(1) Lire Philippe Rekacewicz, « Défis du Millénaire en matière de santé », *Le Monde diplomatique*, juin 2013.

(2) « Financing global health 2012 : The end of the golden age ? », Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME), Seattle, février 2013.

(3) Etudes d'évaluation à cinq ans du Fonds mondial en 2008 ; rapport de la Cour européenne des comptes sur l'appui de la Commission aux services de santé en Afrique subsaharienne, 2009 ; études sur plusieurs années de l'IHME.

(4) « America's vital interest in global health : Protecting our people, enhancing our economy, and advancing our international interests », Institute of Medicine, Washington, DC, 1997.

Mission inaccomplie en Afrique de l'Ouest

APPARU AUX lendemains de la seconde guerre mondiale comme une conséquence inévitable de la croissance économique, le paradigme du développement devient moins ambitieux lorsque la crise économique frappe l'Afrique, dans les années 1980, et que les institutions multilatérales créent les initiatives censément palliatives que seront les stratégies de réduction de la pauvreté. La Banque mondiale publie son premier rapport annuel sur le développement dans le monde en 1978, sur le thème : « Accélérer la croissance, réduire la pauvreté ». Tentant de répondre à la situation sanitaire, l'architecture de l'aide au développement se modifiera au cours des trois décennies suivantes. Aux acteurs classiques de l'aide bilatérale et des organisations non gouvernementales (ONG), qui secondent l'Organisation mondiale de la santé (OMS), s'ajoutent de nouveaux intervenants.

Sévèrement critiquée pour les dégâts sociaux que causent ses politiques d'ajustement structurel, la Banque mondiale décide alors d'« investir dans la santé » – titre de son rapport sur le développement dans le monde en 1993. « Parce qu'un individu bien portant est économiquement plus productif, et que le taux de croissance économique du pays y gagne, y lit-on, l'investissement de santé étant un moyen, parmi d'autres, d'accélérer le développement. » Pour la première fois, l'OMS se voit contrainte de partager ses prérogatives.

De son côté, la Commission européenne investit elle aussi dans l'aide aux États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Dès 1950, la France joue un rôle déterminant en faveur de la création du Fonds européen de développement (FED) : « L'Europe pourra, avec des moyens accrus, poursuivre la réalisation de l'une de ses tâches essentielles : le développement du continent africain », écrit Robert

Schuman (1). A la demande des pays les plus touchés par le sida, la santé devient un axe du FED. Le Conseil européen émet en 1994 une première résolution sur la « coopération avec les pays en voie de développement dans le domaine de la santé », présentée comme un « élément moteur du développement ».

C'EST aussi dans les années 1990 qu'explose la pandémie de sida en Afrique australe, alors que se met en place la « gouvernance mondiale » de la lutte contre la maladie au sein du système de l'Organisation des Nations unies (ONU). La tutelle du programme mondial de lutte contre le sida passe de l'OMS au programme conjoint Onusida, institué en 1996. Il réunit la Banque mondiale et une dizaine d'agences des Nations unies, dont l'OMS, les fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) et pour la population (Fnuap). Dans le même esprit sont créés des partenariats mondiaux dans la lutte contre le paludisme (Roll Back Malaria) et la tuberculose (Stop TB Partnership).

Tout au long de la décennie 2000-2010, le paysage institutionnel de la santé continue de se transformer, notamment avec l'élaboration des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) (lire l'article ci-dessus) (2).

Parallèlement apparaissent des initiatives mondiales associant le secteur privé industriel et commercial – y compris les fabricants de vaccins et de médicaments : l'Alliance mondiale pour la vaccination et l'immunisation (GAVI, 2000) et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (2002), pour ne citer que les plus importantes. Il s'agit de mobiliser de l'argent, de le mettre à la disposition de pays éligibles, et d'en mesurer les résultats : « Raise it, spend it, prove it » est la devise

du Fonds mondial. Dès 2006, le secteur de la santé devient le « laboratoire des financements innovants » du développement : à partir d'une taxe prélevée sur l'achat de billets d'avion, Unitaid finance l'achat de médicaments contre le sida, la tuberculose et le paludisme. La « communauté internationale » procède à l'achat de vaccins. Trois concertations politiques de haut niveau pour améliorer l'efficacité de l'aide, et surtout pour harmoniser les mécanismes de financement des bailleurs de fonds, se tiennent à Paris en 2005, à Accra (Ghana) en 2008 et à Pusan (Corée du Sud) en 2011.

MALGRÉ ces efforts, les résultats sur le continent noir sont inégaux. Si la situation sanitaire s'est améliorée en Afrique de l'Est et australe, l'Afrique francophone de l'Ouest et du centre enregistre les moins bons résultats. Le rapport conjoint d'Onusida et de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) présenté à Kinshasa en octobre 2012 montre que 36 % des femmes enceintes séropositives de la zone OIF accèdent au traitement antirétroviral pour prévenir la transmission du virus du sida au bébé, contre 62 % ailleurs. De même, 43 % des patients atteints de sida, éligibles au traitement antirétroviral, en bénéficient dans les pays francophones, contre près de 60 % ailleurs. Selon le rapport de l'OMS sur le sida en Afrique en 2011, seuls un quart des malades éligibles aux médicaments antirétroviraux en Afrique de l'Ouest et du centre les reçoivent effectivement, et ce dix-sept ans après la conférence de Vancouver attestant leur efficacité. Le rapport de réalisation des OMD indique que la mortalité par tuberculose est en train de diminuer, « sauf en Afrique de l'Ouest », où elle a augmenté entre 2007 et 2008. Concernant le paludisme, le

rapport souligne que seize pays ont un taux de plus de cent décès pour cent mille habitants en 2008, « presque tous en Afrique de l'Ouest ».

LA « communauté internationale » admet volontiers que l'objectif de réduction de la mortalité des femmes enceintes et des parturientes (OMD 5) a reçu peu d'attention politique et financière jusqu'au sommet du G8 de Muskoka, en 2010, lors duquel le secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, a présenté une « stratégie mondiale pour la santé de la femme et de l'enfant ». Les complications des grossesses précoces expliquent pour partie les retards dans la réalisation des OMD dans la santé. Lorsqu'elles tuent, elles tuent deux fois : la mère et son bébé. C'est d'ailleurs la première cause de mortalité des adolescentes. Selon une étude réalisée par l'Overseas Development Institute à Londres, les grossesses précoces concernent chaque année dix-huit millions de jeunes filles de moins de 20 ans, dont deux millions de moins de 15 ans. Selon le rapport de réalisation des OMD en 2012, « aucun progrès n'a été enregistré dans ce domaine durant les vingt dernières années (1990-2010) ». 90 % des grossesses adolescentes surviennent chez des jeunes filles mariées ; c'est pourquoi l'offre de services de santé a relativement peu d'impact sur ce phénomène. En revanche, l'allongement de la durée de la scolarisation des filles retarde le mariage : dix ans d'école en moyenne repoussent l'âge du mariage d'environ six ans.

D. K.

(1) « Une Europe pour la paix ». Déclaration de Robert Schuman, 9 mai 1950, Points, Paris, 2011.

(2) Lire également Philippe Rekacewicz, « Défis du Millénaire en matière de santé », *Le Monde diplomatique*, juin 2013.

PUISSANCES

géopolitique

cation en 1999 par le ministère de la défense sud-africain de taux élevés de prévalence de l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) chez les militaires de nombreux Etats d'Afrique alarme les autorités. Les capacités de défense nationale ne seraient, à court terme, plus suffisantes pour faire face à des conflits internes ou externes. Selon l'International Crisis Group (ICG), de nombreux pays « ne seront bientôt plus en mesure de contribuer aux opérations de maintien de la paix (5) ». Sur la période 1999-2008, le Conseil national des services de renseignement du gouvernement américain, le National Intelligence Council (NIC), centre de réflexion stratégique, publie six rapports sur la santé mondiale. Fait inédit, ces documents définissent une maladie comme un « agent de menace non traditionnel » pour la sécurité des Etats-Unis, dont les bases militaires constellent la planète.

Cette « menace » va parvenir jusqu'aux Nations unies. Pour la première fois de son histoire, le 10 janvier 2000, à New York, le Conseil de sécurité inscrit à l'ordre du jour de sa réunion un thème qui n'est pas lié à un risque direct de conflit : « La situation en Afrique : l'impact du sida sur la paix et la sécurité en Afrique ». Les Etats-Unis président les échanges, avec le vice-président Albert Gore le matin et l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, Richard Holbrooke, l'après-midi. Il en sortira plusieurs résolutions. L'article 90 de la résolution de la session spéciale de l'Assemblée générale des Nations unies du 27 juin 2001 appelle à la création d'un « fonds mondial santé et VIH-sida afin de financer une réponse urgente à l'épidémie selon une approche intégrée de prévention, de prise en charge, de soutien et de traitement, et d'appuyer les Etats dans leurs efforts contre le sida, avec une priorité donnée aux pays les

plus touchés, notamment en Afrique subsaharienne et dans les Caraïbes ».

Le Fonds mondial voit le jour grâce à la mobilisation des membres du G8 par M. Annan. Loin du « fonds santé et sida » recommandé, le mandat du partenariat public-privé (PPP) mondial porte seulement sur le sida, la tuberculose et le paludisme. La politique de sécurité nationale américaine se nourrit de peurs plus ou moins fondées contre lesquelles il faut lutter : le communisme, le terrorisme, les maladies... Tels sont les « traumatismes » inspirant les politiques de défense des Etats-Unis, qui n'hésitent pas, pour défendre leurs positions sur les enjeux de santé mondiale, à instrumentaliser le Conseil de sécurité des Nations unies.

Après une décennie marquée par la guerre en Afghanistan et en Irak, la stratégie de M. Barack Obama consiste à emmener son pays vers d'autres combats que les « conflits à l'extérieur ». Il s'agit de « restaurer le leadership américain à l'étranger », y compris pour relever les défis liés au contrôle des épidémies, thème expressément mentionné dans la stratégie de sécurité nationale en 2010. Lorsque le gouvernement annonce, en juillet 2012, la création au sein du département d'Etat de l'Office of Global Health Diplomacy – institué juste avant le départ de M^{me} Hillary Clinton –, il affirme vouloir prendre le contrôle et le pouvoir. « Nous avons recommandé de passer du leadership en interne [c'est-à-dire entre les agences nationales de coopération sanitaire] au leadership mondial par le gouvernement américain », précise le communiqué. « Les Etats-Unis ont bien compris qu'au fond la véritable puissance, aujourd'hui, c'est de pouvoir jouer dans les deux sphères, interétatique et transnationale », analyse l'historien des relations internationales Georges-Henri Soutou (6).

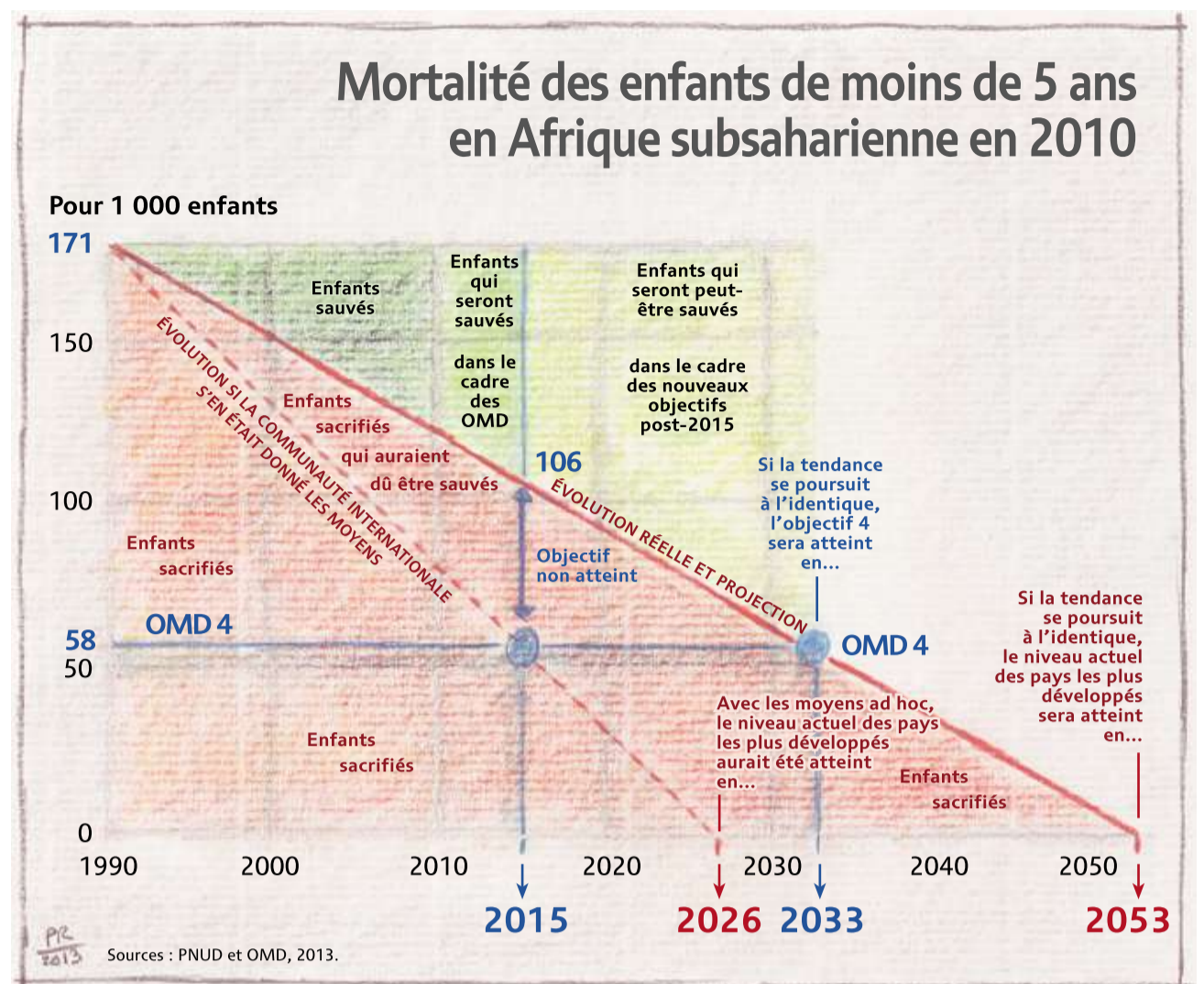
Choix financiers sous influence

L'ANALYSE des facteurs qui ont façonné les politiques sanitaires de ces dernières décennies permet de distinguer trois conceptions : la santé mondiale comme investissement économique, comme outil sécuritaire et comme élément de politique étrangère (sans même parler de charité ou de santé publique, deux composantes supplémentaires qui, d'après David Stuckler et Martin McKee, complètent l'ensemble [7]). En politique, la notion de sécurité implique l'urgence, le court terme et le contrôle des maladies contagieuses, plutôt que l'approche holistique et systémique de long terme qu'exigerait le renforcement des capacités institutionnelles des systèmes de santé. La pérennité des interventions financées pendant près de quinze ans en est fragilisée.

Ces observations aident à comprendre pourquoi l'aide n'est que d'une efficacité limitée : quels que soient les montants alloués par le Fonds mondial ou par le gouvernement américain au travers du plan d'urgence de lutte contre le sida (Pepfar [8]), les performances de ces programmes sur le terrain s'avèrent décevantes. La pertinence des financements en faveur de la prévention, ou l'ajustement des interventions à des dynamiques démographiques, urbaines, sociales, économiques ou conflictuelles, et aux spécificités nationales de la propagation, sont autant d'éléments fondamentaux relativement peu pris en compte.

Trente ans après le début de la pandémie, peu de moyens sont alloués à la recherche locale, épidémiologique, anthropologique et économique au service de la décision. Pour deux personnes mises sous traitement, cinq nouvelles infections se produisent. Le retentissement des violences sexuelles sur la féminisation de la pandémie en Afrique n'est pas même une hypothèse de recherche, sur un continent où les conflits armés se multiplient ! A l'échelle internationale, le détournement de quelques millions de dollars du Fonds mondial suscite davantage l'indignation que l'absence d'analyse, dans les pays mêmes, de l'efficacité des stratégies. Opérés sous influence, les choix financiers privilégient pourtant le paradigme curatif de la santé, au bénéfice de l'industrie pharmaceutique, plutôt que la prévention de la transmission du VIH.

De la multiplication des acteurs de l'aide au développement émergent des conflits de gouvernance entre « décideurs » et « partenaires », ce qui entraîne une dilution des responsabilités : qui doit rendre des comptes sur l'utilisation des financements alloués au travers de partenariats mondiaux ou de mécanismes innovants, quelle que soit la thématique ? Pour les aspects financiers, la responsabilité relève du conseil d'administration du Fonds mondial, plutôt que du seul secrétariat exécutif. Les aspects tech-



PHILIPPE REKACEWICZ

En 1990, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans était de 171 pour 1 000. L'un des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD 4) était d'atteindre 58 pour 1 000 en 2015 (ligne rouge en pointillé). La ligne rouge continue montre l'évolution réelle et la projection jusqu'en 2053.

niques et stratégiques sont censés être traités par les pays et leurs partenaires (Onusida, Fonds des Nations unies pour l'enfance – Unicef – et OMS). Si les agences de l'ONU ont apporté un appui technique aux Etats, leurs équipes ont-elles su les accompagner vers une vision stratégique qui tienne compte de leurs spécificités pour enrayer les trois pandémies ? Si la réponse est non, il est temps de l'assumer.

L'Afrique, la France et l'Europe seront confrontées au cours des décennies à venir à des défis hors normes. La population du continent noir va doubler d'ici à 2050, passant de un à deux milliards d'habitants, soit 20 % de la population mondiale. D'après l'économiste François Bourguignon, invité au Collège de France pour présenter son ouvrage sur la « mondialisation de l'inégalité », la pauvreté – au sens strict – sera un problème exclusivement africain d'ici à 2040 ou 2050 (9).

Transitions démographique et épidémiologique sont en marche sur un continent qui s'urbanise rapidement, et où des maladies chroniques dont nous n'avons pas encore mesuré l'ampleur deviennent plus massives : cancers, diabètes, maladies cardio-vasculaires et respiratoires, problèmes de santé mentale, maladies liées aux pollutions environnementales... Ces affections, non ou tardivement dépistées et diagnostiquées, se propagent telles de nouvelles pandémies, en plus des accidents sur la voie publique, ajoutant à la charge de travail de personnels de santé déjà en nombre très insuffisant.

Les inégalités de santé s'inscrivent dans le sillage des inégalités économiques et sociales. Les systèmes d'assurance-maladie et de protection sociale se mettent en place trop lentement et inégalement d'une région à l'autre. La « couverture sanitaire universelle » serait utile aux populations pauvres si elle était un moyen au service d'une politique fondée sur les priorités nationales, et en particulier sur la prévention.

Compte tenu des liens historiques et des relations politiques, économiques et commerciales que la France et l'Europe entretiennent avec l'Afrique subsaharienne depuis quelques siècles, la contribution politique, leur expertise et leurs financements sont encore attendus, et ne doivent pas s'effacer derrière les priorités américaines. La situation en Afrique francophone de l'Ouest et du centre appelle des réactions massives sur le long terme.

A faire converger les objectifs de développement avec ceux du développement « durable » pour le monde d'après 2015, nous prenons le risque de ne nous intéresser qu'aux enjeux mondiaux communs, et de

Le continent des pandémies

- Maladies infectieuses, pathologies maternelles et néonatales, désordres nutritionnels en Afrique : 76 % de la mortalité du continent.
- VIH-sida : 70 % des décès à l'échelle mondiale ; 75 % des nouvelles infections – dont la majorité concernent des jeunes, des filles et des femmes (60 % des cas).
- 75 % des jeunes positifs à l'infection par le VIH entre 15 et 24 ans sont des filles. Le sida est plus fréquent en ville, où les maladies de promiscuité (comme la tuberculose) s'étendent avec l'urbanisation. L'usage du préservatif reste occasionnel (moins de 20 % dans des pays à prévalence élevée).
- 75 % des hommes séropositifs déclarent un rapport sexuel récent non protégé dans quatre pays à forte prévalence.
- Selon une étude réalisée avec le soutien du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) à Abidjan, la prévalence du sida est plus élevée en ville, et donc paradoxalement chez les jeunes les mieux informés, les plus instruits et les plus riches. 75 % des jeunes de 15 à 44 ans ignorent leur statut sérologique quant à l'infection au VIH. Dans la tranche d'âge 15 à 24 ans, seuls 10 % des garçons et 15 % des filles ont pratiqué un test sérologique.
- En Afrique centrale et de l'Ouest, sur quatre patients éligibles, un seul accède aux médicaments antirétroviraux (20 % des femmes enceintes séropositives y accèdent pour elles-mêmes, et un tiers d'entre elles pour prévenir la transmission du virus à l'enfant).
- Mortalité des femmes enceintes ou mortalité par avortement : 50 % des cas mondiaux. Le taux de fécondité précoce, celui des adolescentes de moins de 15 ans ou 18 ans, y est le plus élevé. L'avortement est pratiqué dans de mauvaises conditions dans 97 % des cas.
- Mortalité mondiale liée au paludisme : 91 %, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dont 87 % d'enfants de moins de 5 ans.
- Crise des personnels de santé : à l'échelle mondiale, l'Afrique représente 25 % de la pénurie de soignants (un million de professionnels de santé manquants), et seulement 3 % des personnels de santé.

Chiffres pour 2010. Sources : rapports OMD Afrique et OMD Global, Measure DHS, « Financing global health 2012 : The end of the golden age ? », IHME.

négliger une nouvelle fois les Etats fragiles et les populations les plus vulnérables. Les priorités, pour ceux-ci, sont plutôt l'éducation des filles (jusqu'au niveau de l'enseignement supérieur), la santé des femmes enceintes, les maladies tropicales ignorées et les capacités institutionnelles à élaborer et à gérer des politiques complexes.

Ne perdons pas de temps à plaider en faveur de la santé : « Ceux qui se posent la question de savoir si une meilleure santé est un bon instrument de développement négligent peut-être l'aspect le plus fondamental de la question, à savoir que santé et développement sont indissociables, insiste Amartya Sen. Il n'est pas nécessaire d'instrumentaliser la santé pour en établir la valeur, c'est-à-dire d'essayer de montrer qu'une bonne santé peut également contribuer à stimuler la croissance économique. »

Privilégions, pour chacun sur la planète, l'idée d'une santé durable, plutôt que le seul mécanisme de financement qu'incarne la couverture sanitaire universelle, désormais présentée comme un objectif de développement durable.

DOMINIQUE KEROUEDAN.

Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) relatifs à la santé

Entre 1990 et 2015, soit une génération :

OMD 4 : réduire des deux tiers la mortalité des enfants de moins de 5 ans (de 171 pour 1 000 à 58 pour 1 000).

OMD 5 : améliorer la santé maternelle et réduire des trois quarts le taux de mortalité maternelle.

OMD 6 : combattre le VIH-sida, le paludisme, la tuberculose et les autres maladies.

OMD 8, cible E : en coopération avec l'industrie pharmaceutique, rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement.

(5) « HIV/AIDS as a security issue », International Crisis Group, 19 juin 2001.

(6) Georges-Henri Soutou, « Le nouveau système international », *Aquilon*, n° 5, Paris, juillet 2011.

(7) David Stuckler et Martin McKee, « Five metaphors about global-health policy », *The Lancet*, vol. 372, n° 9633, Londres, juillet 2008.

(8) The United States President's Emergency Plan for AIDS Relief, www.pepfar.gov

(9) François Bourguignon, *La Mondialisation de l'inégalité*, Seuil, coll. « La république des idées », Paris, 2012. Cf. aussi « Towards the end of poverty », *The Economist*, Londres, 1^{er} juin 2013.

Pire que l'autre, la nouvelle

Longtemps, les économistes classiques ont élaboré leurs modèles comme si les humains étaient des machines à calculer. Echec. Nourrie de psychologie, l'économie dite comportementale étudie donc nos réactions et nos décisions afin de les anticiper. Et de les influencer par des incitations subtiles. Il suffirait en effet d'un simple coup de pouce pour remettre travailleurs et consommateurs sur le droit chemin.

PAR LAURA RAIM *

LA théorie économique dominante, dite « néoclassique », vit des jours difficiles. Non seulement les liens incestueux de ses spécialistes avec les institutions financières sont révélés (1), mais leur responsabilité dans la dernière crise éclate au grand jour. L'autorégulation se justifiait, avaient coutume d'expliquer les maîtres incontestés de la discipline, par la parfaite efficacité des marchés, elle-même découlant de la rationalité sans faille des agents. Un conte pour enfants sages mis à mal par la crise financière.

L'invalidation spectaculaire de la doctrine dominante ne fait cependant pas que des malheureux dans la profession. Certains courants alternatifs, au passif prétendument moins chargé, se frottent les mains. L'un d'eux semble particulièrement bien placé pour devenir la nouvelle doctrine dominante : la *behavioral economics* (BE), ou économie comportementale.

Cette école, tout en restant compatible avec la plupart des postulats de la science économique orthodoxe, incorpore les enseignements de la psychologie comportementale. C'est pourquoi de nombreux économistes néoclassiques misent sur elle pour redorer le blason de l'ensemble de la profession. M. Jean-Claude Trichet, l'ancien président de la Banque centrale euro-

péenne (BCE), les y encourage : « La principale leçon que je tire de notre expérience est qu'il est dangereux de dépendre d'un seul outil, déclarait-il lors d'une conférence de la BCE en 2010. Nous devons développer des outils complémentaires pour améliorer la robustesse de notre cadre. Pour commencer, nous devons réfléchir à la manière dont on caractérise l'*Homo œconomicus* au cœur de tout modèle. (...) La behavioral economics s'appuie sur la psychologie pour expliquer les décisions prises dans un contexte de crise. » M. Trichet omettait de dire que, traduite en termes politiques, cette théorie pourrait s'avérer plus dangereuse encore que celle dont elle prétend corriger les erreurs.

La BE avance des affirmations a priori évidentes, mais que les disciples du théoricien libéral Milton Friedman se sont évertués à nier : les agents économiques ne sont pas des êtres impeccablement rationnels qui prennent les décisions les mieux à même de maximiser leur propre intérêt. D'une part, ils se laissent guider par des émotions, des croyances, des intuitions, ou opèrent des raccourcis de raisonnement. D'autre part, ils ne cherchent pas seulement à accroître leurs propres gains : les normes morales et sociales les incitent parfois à se montrer coopératifs, voire altruistes.

Les investisseurs financiers n'échappent pas à l'emprise des biais cognitifs.

Ils peuvent en particulier adopter un comportement mimétique, souffrir d'un excès de confiance ou se laisser influencer par des anticipations exubérantes ou des crises de panique. Et, même si certains investisseurs sont vraiment rationnels, ils peuvent rarement prendre le risque d'aller à contre-courant du marché. Les implications de tels phénomènes portent un coup fatal à la thèse de l'efficacité des marchés, intimement solidaire de celle de la rationalité des agents. De fait, les bulles et krachs successifs illustrent assez à quel point les marchés de capitaux peuvent battre la campagne. Au premier abord, il faut donc au moins accorder à la BE qu'elle n'a pas froid aux yeux, car elle s'attaque frontalement aux deux piliers de la finance néoclassique.

L'idée que les marchés ne sont pas des miracles d'efficacité, et que nous ne sommes pas des ordinateurs omniscients, n'est pourtant pas neuve. Depuis John Maynard Keynes, les penseurs hétérodoxes n'ont cessé d'avertir qu'il s'agissait d'un mythe, et de surcroît d'un mythe dangereux. Mais ils ont crié dans le désert : keynésiens, institutionnalistes, marxistes, régulationnistes étaient, et sont toujours, bien trop critiques pour être écoutés.

« Nous payons un prix terrible pour notre foi aveugle dans le pouvoir de la main invisible », accuse désormais l'économiste Dan Ariely (2). La théorie néoclassique est « déficiente », tranchent de leur côté ses confrères George Akerlof et Robert Shiller (3). « Elle ne permet pas de comprendre pourquoi l'économie a des allures de montagnes russes. » En exposant « comment l'économie marche vraiment, quand les gens sont vraiment humains », les deux auteurs d'*Animal Spirits* affichent un programme ambitieux : « Parvenir à ce que la théorie existante n'a pas su réaliser. »

Car, postule la BE, si nous sommes irrationnels, nous n'en sommes pas moins prévisibles. Multipliant les expériences en laboratoire, armés si besoin d'électrodes fournies par leurs alliés des neurosciences, les économistes comportementaux décèlent ces régularités dans notre comporte-

ment pour construire des modèles de décision individuelle plus réalistes que ceux des néoclassiques.

Les pionniers de la BE se nomment Daniel Kahneman et Amos Tversky. A partir des années 1970, ces psychologues israéliens ont méticuleusement catalogué les biais cognitifs qui, distordant l'analyse d'une situation, poussent les individus à prendre des décisions irrationnelles. Ainsi, par exemple, de l'« effet de *framing* », qui conduit les agents à apprécier différemment les données d'un seul et même choix selon la façon dont on le leur présente : « 40 % de chances de gagner » ne produit pas le même effet que « 60 % de chances de perdre ». Mais c'est la collaboration avec un jeune économiste américain, Richard Thaler, qui, dans les années 1980, marque l'avènement de l'économie comportementale comme un champ à part entière.

Pour l'heure, le rêve d'une refondation du courant dominant de l'économie à partir du paradigme comportemental n'est pas encore réalisé. Cependant, ses partisans gagnent du terrain depuis une dizaine d'années, comme l'attestent les prix de la Banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel remis à Akerlof en 2001 et à Kahneman en 2002. En France, c'est l'économiste comportementaliste David

Maslet qui a reçu en 2012 la médaille de bronze du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Les biais cognitifs que les orthodoxes disqualifiaient comme de simples objets de curiosité sont désormais examinés sous toutes les coutures dans des revues académiques respectées. On enseigne la BE dans les universités américaines les plus prestigieuses, au Massachusetts Institute of Technology (MIT) ainsi qu'à Stanford, Berkeley, Chicago, Columbia, Princeton et surtout Harvard. L'Institut pour New Economic Thinking (INET), le think tank lancé en 2009 grâce aux 50 millions de dollars avancés par M. George Soros, place la BE au cœur de ses réflexions. En France, le Groupe d'analyse et de théorie économique (GATE) de Lyon et la Toulouse School of Economics (TSE) sont les plus en pointe.

La discipline fait aussi des adeptes dans le grand public. Avides de comprendre pourquoi ils prennent tant de « mauvaises » décisions, les Américains se jettent sur des livres tels que *Blink*, de Malcolm Gladwell, *Nudge*, de Thaler et Cass Sunstein, ou *Predictably Irrational*, d'Ariely. Ce dernier répond d'ailleurs chaque semaine aux questions les plus triviales des lecteurs du *Wall Street Journal* dans une section du journal intitulée « Ask Ariely ».

Renforcer l'arsenal de manipulation

Si l'économie de ces dernières années a été « au mieux spectaculairement inutile, au pire extrêmement nocive (4) », les économistes comportementalistes valent-ils mieux que les autres ? Mettre fin à la tyrannie intellectuelle de l'*Homo œconomicus* et affirmer l'inefficacité des marchés représente à coup sûr une rupture encourageante. Mais, quand la théorie devient pratique, c'est une tout autre histoire. Car la BE ne se révèle pas moins encline que sa grande sœur dominante à proposer ses services aux entreprises, à la finance ou aux politiques publiques. Et ses mises en application, décevantes dans le meilleur des cas, suscitent le plus souvent... le doute.

Du point de vue des salariés et des consommateurs, d'abord. Les entreprises, qui exploitent depuis les années 1930 les ressources de la psychologie au profit du marketing et de la publicité, accueillent chaleureusement les derniers développements de la BE, qui renforcent leur arsenal de manipulation à destination de leurs clients et de leurs employés. Le célèbre cabinet de conseil McKinsey propose quatre techniques pratiques « qui devraient faire partie de la boîte à outils de tous les commerciaux (5) ». La compagnie de recherche en marketing MarketTools explique sur son site que la BE est plus

efficace que les sondages pour identifier le prix au-delà duquel les consommateurs n'achètent plus un produit. Autrement dit, la BE permettrait de déterminer les prix les plus élevés possibles. Elle fournit aussi des clés pour pousser les clients à payer leurs factures à temps. Sanctionner les retardataires par une amende s'avérerait moins efficace que de jouer sur leur tendance à se comparer aux autres avec une lettre indiquant : « Vous êtes l'une des rares personnes de votre quartier à ne pas avoir encore payé votre facture. »

Fehr Advice, un cabinet de consultants allemand fondé par Ernst Fehr, l'un des pontes de la discipline, propose quant à lui d'enseigner aux patrons comment utiliser la BE pour négocier avec leurs employés, notamment sur les questions

(1) Lire Renaud Lambert, « Les économistes à gages sur la sellette », *Le Monde diplomatique*, mars 2012 ; cf. aussi Charles Ferguson, *Inside Job*, film documentaire, 2010, et livre, *Oneworld*, Oxford, 2012.

(2) Dan Ariely, « Irrationality is the real invisible hand », 20 avril 2009, <http://danariely.com>

(3) George Akerlof et Robert Shiller, *Animal Spirits*, Princeton University Press, 2009.

(4) Paul Krugman, conférence à la London School of Economics, juin 2009.

(5) « A marketer's guide to behavioral economics », février 2010, www.mckinsey.com

Vertus de

EN tant que discours savant, l'économie s'est émancipée au XVIII^e siècle de la morale, de la religion et de la politique en tentant de faire la démonstration, toute théorique, qu'il était inutile de vouloir garantir le bien public à coups de chantages religieux ou de décrets politiques : une « main invisible », opérant au cœur même des processus économiques, s'en chargeait. Comme l'a montré l'anthropologue Louis Dumont, cet affranchissement, qui accompagne le basculement de notre imaginaire collectif dans la modernité, repose entièrement sur la production et la promotion de deux « idéologèmes » (1).

D'une part, la conviction qu'il existe une sphère cohérente, faisant système, indépendante des autres sphères d'activité humaine, que l'on peut appeler l'économie : la production, la répartition et l'utilisation des richesses constitueraient un monde en soi, voire un monde à part. Le second idéologème, de loin le plus important, suggère que cette cohérence interne est « orientée au bien de l'homme ». Il s'agit ici de garantir le processus d'indépendance : « Car si l'on suppose qu'il ait été démontré que la cohérence interne avait des effets pernicieux, explique Dumont, alors de nouveau c'aurait été l'occasion pour le politicien ou l'homme d'Etat d'intervenir. » Un postulat qui avait également le mérite d'apporter à l'humanité une assurance psychologique indispensable, une fois la religion mise à l'écart.

Rappelons que la « main invisible » est censée résulter de deux principes : d'une part, la poursuite par les individus ou les entreprises de leur propre intérêt, avec constance, logique et économie (principe de la rationalité économique) ; d'autre part, l'immersion de ces acteurs dans un environnement concurrentiel. La concurrence, en effet, est conçue comme le dispositif disciplinaire d'un monde – le capitalisme – dans lequel on a voulu laisser libre cours à l'appât du gain. S'agissant des entreprises, la concurrence sur le marché des biens et des services, autant que sur les marchés financiers, est l'aiguillon qui les amène, guidées par leur soif de profit, à faire un usage collectivement optimal des ressources, tout en rabotant les rentes indues.

© Cher Bonne Idée

LE JEU DU PATRIMOINE MONDIAL 2013

En partenariat avec le **Le Monde**

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Centre de coopération mondiale

PERDU

notre robot d'exploration Rover WHG2013 !
Envoyé en janvier 2013 explorer Mars, notre Rover vient de transmettre ses premières vidéos ; à la stupeur générale, leur analyse révèle qu'elles ne proviennent pas de la Planète rouge mais de sites du Patrimoine mondial...

JOUEZ

sur notre site www.worldheritagegame.com
A partir du 29 juin, jouez sur www.worldheritagegame.com et consultez chaque jour dans *Le Monde* les indices photos qui vous permettront de deviner sur quel site du Patrimoine mondial se trouve notre Rover.

GAGNEZ

un circuit de 15 jours en Inde avec KUONI
Au cours de cet itinéraire mystérieux et envoûtant préparé par Kuoni, spécialiste des circuits de prestige, vous découvrirez 7 merveilles de l'Inde inscrites au Patrimoine mondial de l'Unesco : à Delhi, le Qutb Minar, la tombe d'Humayun et l'ensemble du Fort rouge, la ville de Jaipur et le Jantar Mantar, Fatehpur Sikri, le Fort d'Agra et le Taj Mahal.

Jouez sur Smartphones & tablettes

www.WORLDHERITAGEGAME.COM

VISIT WORLD HERITAGE STRASBOURG EUROPE STRASBOURG EUROPE Nancy FRANCE Maison Kammerzell Strasbourg BERNARD LOHEAU Air France partenaire de Kuoni KUONI

Extrait du règlement : ce jeu-concours, gratuit et sans obligation d'achat, est ouvert à toute personne majeure. Le règlement complet, déposé le 29 juin chez M^{lle} Darnieau-Pacastain, buisseries de justice à Paris 12^e, et disponible à cette date sur www.worldheritagegame.com, peut également être adressé à toute personne qui en fait la demande à : Cher Bonne Idée, BP2 11360 Villeneuve-lès-Corbières. La liste des gagnants sera établie à partir d'un tirage au sort parmi les bonnes réponses du concours. Selon la loi informatique et libertés n° 78-17 du 06/01/78, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant en écrivant à l'adresse : "Donnez maintenant et aidez à préserver les sites du patrimoine mondial" (<http://whc.unesco.org/fr/contact>) - S'abonner à la revue Patrimoine mondial (http://publistring.unesco.org/whc/sais.asp?%Code_Ligne=4874&change=F)

Mise en données du monde,

(Suite de la première page.)

Les bases ainsi constituées se prêtent à toutes sortes d'usages étonnants, rendus possibles par une mémoire informatique de moins en moins coûteuse, des processeurs toujours plus puissants, des algorithmes toujours plus sophistiqués, ainsi que par le maniement de principes de base du calcul statistique. Au lieu d'apprendre à un ordinateur à exécuter une action, comme conduire une voiture ou traduire un texte – objectif sur lequel des cohortes d'experts en intelligence artificielle se sont cassés les dents durant des décennies –, la nouvelle approche consiste à le gaver d'une quantité d'informations suffisante pour qu'il déduise la probabilité qu'un feu de circulation soit vert plutôt que rouge à chaque instant, ou dans quel contexte on traduira le mot anglais *light* par « lumière » plutôt que par « léger ».

Pareil usage suppose trois changements majeurs dans notre approche. Le premier

consiste à recueillir et à utiliser le plus grand nombre possible d'informations plutôt que d'opérer un tri sélectif comme le font les statisticiens depuis plus d'un siècle. Le deuxième implique une certaine tolérance à l'égard du désordre : moudre des données innombrables, mais de qualité inégale, s'avère souvent plus efficace qu'exploiter un petit échantillon impeccablement pertinent. Enfin, le troisième changement implique que, dans de nombreux cas, il faudra renoncer à identifier les causes et se contenter de corrélations. Au lieu de chercher à comprendre précisément pourquoi une machine ne fonctionne plus, les chercheurs peuvent collecter et analyser des quantités massives d'informations relatives à cet événement et à tout ce qui lui est associé afin de repérer des régularités et d'établir dans quelles circonstances la machine risque de retomber en panne. Ils peuvent trouver une réponse au « comment », non au « pourquoi » ; et, bien souvent, cela suffit.

Google et l'algorithme de la grippe

De même qu'Internet a bouleversé les modes de communication entre individus, la manière dont la société traite l'information se trouve radicalement transformée. Au fur et à mesure que nous exploitons ces gisements pour élucider des faits ou prendre des décisions, nous découvrons que, à bien des égards, nos existences relèvent de probabilités davantage que de certitudes.

Ce changement d'approche à l'égard des données numériques – exhaustives et non plus échantillonnées, désordonnées et non plus méthodiques – explique le glissement de la causalité vers la corrélation. On s'intéresse moins aux raisons profondes qui président à la marche du monde qu'aux associations susceptibles de relier entre eux des phénomènes disparates. L'objectif n'est plus de comprendre les choses, mais d'obtenir une efficacité maximale.

Prenons l'exemple de United Parcel Service (UPS), la plus grande compagnie mondiale de livraison. Elle a installé des capteurs sur certaines pièces de ses véhicules pour identifier les problèmes de surchauffe ou de vibration corrélés aux

défaillances que ces pièces ont présentées par le passé. En procédant ainsi, elle peut anticiper la panne et remplacer les pièces défectueuses au garage plutôt que sur le bord de la route. Les données n'identifient pas le lien de causalité entre augmentation de la température et dysfonctionnement de la pièce ; elles ne diagnostiquent pas la source du problème. En revanche, elles indiquent à UPS la marche à suivre pour prévenir des incidents coûteux.

La même approche peut s'appliquer aux défaillances de la machinerie humaine. Au Canada, des chercheurs ont ainsi trouvé le moyen de localiser les infections chez les bébés prématurés avant que les symptômes visibles n'apparaissent. En créant un flux de plus de mille données par seconde, combinant seize indicateurs, parmi lesquels le pouls, la tension, la respiration et le niveau d'oxygène dans le sang, ils sont parvenus à établir des corrélations entre des dérèglements mineurs et des maux plus sérieux. Cette technique devrait permettre aux médecins d'intervenir en amont pour sauver des vies. Au fil du temps, l'enregistrement de ces observations pourrait également les aider à mieux comprendre ce qui provoque de telles infec-



CHARLES GIULIOLI – « Repères », 2010

tions. Cependant, lorsque la vie d'un nourrisson est en jeu, il est plus utile d'anticiper ce qui pourrait se produire que de savoir pourquoi.

L'application médicale illustre bien cette possibilité d'identifier des corrélations, même lorsque les causes qui les sous-tendent demeurent obscures. En 2009, des analystes de Google ont publié dans la revue *Nature* un article qui a fait sensation dans les milieux médicaux (1). Ses auteurs affirmaient qu'il était possible de repérer les foyers de grippe saisonnière à partir des archives du géant de l'Internet. Celui-ci gère pas moins d'un milliard de requêtes par jour sur le seul territoire américain, et conserve scrupuleusement trace de chacune de ces opérations. Il a sélectionné les cinquante millions de termes les plus fréquemment saisis sur son moteur de recherche entre 2003 et 2008, puis les a croisés avec le fichier de la grippe des centres pour le contrôle et la prévention des maladies (Centers for Disease Control and Prevention, CDC). Objectif : découvrir si la récurrence de certains mots-clés coïncidait avec les apparitions du virus ; en d'autres termes, évaluer la possible corrélation entre la fréquence de certaines recherches sur Google et les pics statistiques enregistrés par les CDC sur une même zone géographique. Ceux-ci recensent notamment les consultations hospitalières des malades de la grippe à travers tout le pays, mais ces chiffres brossent un tableau souvent en décalage d'une semaine ou deux : une éternité dans le contexte d'une pandémie. Google, lui, peut fournir des statistiques en temps réel.

La société ne disposait d'aucun élément pour deviner quels mots-clés pouvaient fournir une indication probante. Elle s'est contentée de soumettre tous ses échantillons à un algorithme conçu pour calculer leur corrélation avec les attaques du virus. Son système a ensuite combiné les termes retenus pour tenter d'obtenir le modèle le plus fiable. Après cinq cents millions d'opérations de calcul, Google est parvenu à identifier quarante-cinq mots-clés – comme « mal de tête » ou « nez qui coule » – dont la réitération recoupait les statistiques des CDC. Plus leur fréquence était grande sur une zone donnée, plus le virus faisait de ravages sur ce même périmètre. La conclusion peut paraître évidente mais, à raison d'un milliard de recherches par jour, il aurait été impossible de l'établir par d'autres moyens.

Les informations traitées par Google étaient pourtant imparfaites. Dans la mesure où elles avaient été saisies et stockées à bien d'autres fins que l'altruisme sanitaire, fautes de frappe et phrases incomplètes pullulaient. Mais la taille colossale de la banque de données a largement compensé sa nature brouillonne. Ce qui

en ressort n'est qu'une simple corrélation. Elle ne livre aucun indice sur les raisons qui ont poussé l'internaute à effectuer sa recherche. Était-ce parce qu'il avait la fièvre lui-même, parce qu'on lui avait éternué au visage dans le métro, ou encore parce que le journal télévisé l'avait rendu anxieux ? Google n'en sait rien, et peu lui chaut. Il semble d'ailleurs qu'en décembre dernier son système ait surestimé le nombre de cas de grippe aux États-Unis. Les prévisions ne sont que des probabilités, jamais des certitudes, surtout lorsque la matière qui les alimente – des recherches sur Internet – est de nature aussi mouvante et vulnérable aux influences, en particulier médiatiques. Reste que les données de masse peuvent identifier des phénomènes en cours.

Nombre de spécialistes assurent que leur utilisation remonte à la révolution numérique des années 1980, lorsque la montée en puissance des microprocesseurs et de la mémoire informatique a rendu possibles le stockage et l'analyse de données toujours plus pléthoriques. Ce n'est vrai qu'en partie. Les progrès technologiques et l'irruption d'Internet ont certes contribué à réduire les coûts de la collecte, du stockage, du traitement et du partage des informations. Mais les données de masse constituent surtout la

dernière manifestation en date de l'irrépressible désir humain de comprendre et de quantifier le monde. Pour sonder la signification de cette étape nouvelle, il faut jeter un regard de côté – ou plutôt, vers le bas.

Koshimizu Shigeomi est professeur à l'Institut avancé de technologie industrielle de Tokyo. Sa spécialité consiste à étudier la manière dont ses contemporains se tiennent assis. C'est un champ d'études peu fréquenté, et pourtant riche d'enseignements. Lorsqu'un individu pose son postérieur sur un support quelconque, sa posture, ses contours et la distribution de sa masse corporelle constituent autant d'informations quantifiables et analysables. Grâce à des capteurs placés sur un siège d'automobile, Koshimizu et son équipe d'ingénieurs ont mesuré la pression exercée par le fessier du conducteur sur un réseau de trois cent soixante points, chacun indexé sur une échelle de zéro à deux cent cinquante-six. Les données ainsi recueillies permettent de composer

(1) Jeremy Ginsberg, Matthew H. Mohebbi, Rajan S. Patel, Lynnette Brammer, Mark S. Smolinski et Larry Brilliant, « Detecting influenza epidemics using search engine query data », *Nature*, n°457, Londres, 19 février 2009.



Les Amis
du MONDE diplomatique

Devoir de vacances...

Les périodes de vacances ne sont généralement pas les plus indiquées pour solliciter des engagements et une contribution financière. Surtout dans le contexte économique et social actuel. Et pourtant, nous vous appelons à renouveler pour 2013 votre cotisation à l'association des Amis du Monde diplomatique, dont la première mission est de garantir l'indépendance du mensuel.

Plus que jamais, en effet, les citoyens ont besoin d'un regard sans complaisance, mais sans sectarisme, sur les politiques nationales et européennes. Au-delà, les bouleversements géopolitiques ainsi que les périls qui menacent les équilibres écologiques de la planète nécessitent une réflexion exigeante pour rendre intelligibles des phénomènes et des événements à première vue disparates.

Telle est la tâche qui incombe à la rédaction d'un journal que nous surnomons affectueusement le « Diplo ».

Pour les Amis, il s'agit d'introduire et de faire vivre ces analyses dans le débat public par de multiples rencontres organisées en France et à l'étranger, ou tout simplement par le bouche-à-oreille dans les échanges quotidiens. Plus les effectifs et les moyens de notre association seront importants, plus sa capacité d'intervention sera significative. Acquiescer votre cotisation, voire y ajouter un don si cela vous est possible, est aussi une manière de renforcer notre engagement commun. Vous pouvez le faire en retournant votre règlement à la délégation générale, 3, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris, ou via notre site : www.amis.monde-diplomatique.fr/adh

« Conflit syrien et droit international », avec Norman Paech. En collaboration avec le CPJPO, l'IEIS et le CCRN. Le 9 juillet, à 19 heures, au Circolo Curiel, 107, route d'Esch, Luxembourg-Hollerich, les « mardis du Diplo » : « Guerres par procuration en Syrie », discussion à partir de l'article de Karim Emile Bitar paru dans *Le Monde diplomatique* de juin 2013. (deckert@pt.lu)

TOKYO. Le 5 juillet, à 18h30, salle de conférence, bâtiment principal 10F, International Peace Research Institute Meiji Gakuin University (Prime), Shirokane, Minato-ku : « La société japonaise face aux inégalités croissantes », avec Toshiaki Tachibanaki. (prime@prime.meiji-gakuin.ac.jp)

AIX-EN-PROVENCE. Le 25 juillet, à 19h30, au Café culturel citoyen, 23, boulevard Carnot, « café Diplo » : « Vive la banqueroute ! », avec François Ruffin. (06-42-37-78-55 et d.bruiet@orange.fr)

LIBOURNE. Le 24 juillet, à 20h30, au café L'Orient, place François-Mitterrand : « café Diplo ». (groupeamlibournais@orange.fr)

LURE. Le 5 juillet, à 20h30, au cinéma Méliès, projection du film de Ken Loach *L'Esprit de 45*. (03-84-30-35-73 ou odile-mangeot@wanadoo.fr)

LUXEMBOURG. Le 4 juillet, à 20 heures, au centre culturel Abbaye de Neumünster :

Tout savoir sans

AVANT de devenir président de la Banque mondiale, Robert McNamara s'est fait connaître comme le cerveau d'une guerre du Vietnam pensée par l'élite intellectuelle américaine avec les techniques d'évaluation les plus avancées. Le projet d'espionnage Prism n'existait pas, mais production de chiffres et collecte de données fonctionnaient déjà à plein régime.

Dans son analyse de « suicide d'une élite » (et de la mort simultanée de quelques millions de Vietnamiens...), Patrick Hatcher note que l'armée américaine avait calculé « qu'il faudrait 50 000 dollars pour tuer un combattant de la guérilla. Mais combien y en avait-il ? (...) Le Pentagone estima que le Vietcong disposait de 16 000 hommes en 1961, et que le Nord avait infiltré au Sud 12 400 hommes en 1964, 37 100 en 1965, 92 287 en 1966 et 101 263 en 1967 (1) ». A l'unité près... et grâce à des « informations fragmentaires – documents saisis, transmissions interceptées, interrogatoires de prisonniers. Chaque camp – faucons et colombes – disposait de ses données propres ». Au final, le Pentagone établit qu'il avait dépensé 337 500 dollars par combattant tué. Une somme à comparer avec la valeur estimée du paysan vietnamien vivant et vaquant à ses rizières : 40 dollars, soit son revenu annuel...

Pour vaincre, les Américains étaient partagés entre ceux qui voulaient prioritairement importer en Asie du Sud-Est le libéralisme politique américain et ceux qui accordaient plus d'importance à ses règles économiques marchandes, mais sans rien connaître du pays : « Je n'avais jamais été en Indochine. Je n'en connaissais ni l'histoire, ni la langue, ni la culture, ni les valeurs, admittra McNamara dans ses Mémoires. Mes collègues et moi décidions du destin d'une région dont nous ignorions tout (2). »

TECHNOLOGIQUE

le déluge numérique

un code numérique propre à chaque être humain. Un test a démontré que son système permettait d'identifier une personne avec une précision de 98 %.

Ces travaux sont moins saugrenus qu'il n'y paraît. L'objectif de Koshimizu est de trouver une application industrielle pour sa découverte, par exemple un système antivol pour l'industrie automobile. Une voiture équipée de ces capteurs fessiers pourrait reconnaître son propriétaire et exiger de tout autre conducteur un mot de passe avant de démarrer. La transfor-

mation d'une paire de fesses en un bouquet de données numériques représente un service appréciable et une affaire potentiellement lucrative. Elle pourrait d'ailleurs servir à d'autres fins que la protection du droit de propriété sur un véhicule : par exemple éclairer le lien entre la posture de l'automobiliste et la sécurité routière, entre sa gestuelle au volant et le risque qu'il provoque un accident. Les capteurs pourraient aussi déclencher une alerte ou un freinage automatique lorsque le conducteur s'assoupit au volant.

bout à bout, elles sont pourtant étroitement corrélées avec un risque accru de départ de feu. Cette trouvaille a fait la joie des inspecteurs new-yorkais : alors que, par le passé, 13 % seulement de leurs visites donnaient lieu à un ordre d'évacuation, la proportion a grimpé à 70 % après l'adoption de la nouvelle méthode.

Les données de masse peuvent aussi contribuer à plus de transparence dans la vie démocratique. Un vaste mouvement s'est formé autour de la revendication d'ouverture des données publiques (*open data*), laquelle va au-delà d'une simple défense de la liberté d'information. Il s'agit de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils rendent accessibles à tous les montagnes de données qu'ils ont accumulées – du moins celles qui ne relèvent pas du secret d'Etat. Les Etats-Unis se montrent plutôt en pointe dans ce domaine, avec la mise en ligne des archives de l'administration fédérale (expurgées de leurs éléments sensibles) sur le site Data.gov. D'autres pays leur emboîtent le pas.

A mesure que les Etats promeuvent l'utilisation des données de masse, une nécessité se fait jour : la protection des citoyens contre la prédominance de certains acteurs du marché. Des compagnies comme Google, Amazon ou Facebook – auxquelles il faut ajouter le milieu plus discret mais non moins redoutable des « courtiers de données », comme Axiom ou Experian – amassent jour après jour des quantités colossales d'informations sur n'importe qui et n'importe quoi. Il existe des lois qui interdisent la constitution de monopoles dans l'industrie des biens et des services, tels que les logiciels ou les médias. Cet encadrement porte sur des secteurs relativement faciles à évaluer. Mais comment appliquer la législation antimonopoles à un marché aussi insaisissable et mutant ? Une menace pèse donc sur les libertés individuelles. Et ce d'autant plus que plus les données s'amassent, plus leur utilisation sans le consentement des personnes qu'elles concernent devient probable. Une difficulté que le législateur et la technologie paraissent incapables de résoudre.

Les tentatives pour mettre en place une forme de régulation du marché pourraient conduire à une foire d'empoigne sur la scène internationale. Les gouvernements européens ont commencé à réclamer des comptes à Google, dont la position dominante et le mépris pour la vie privée suscitent une certaine inquiétude, un peu à l'image de la société Microsoft, qui s'était attiré les foudres de la Commission européenne il y a dix ans. Facebook aussi pourrait se retrouver dans le collimateur judiciaire de plusieurs pays, en raison de la quantité astronomique de données qu'il détient sur ses usagers. La question de savoir si les flux d'informations doivent bénéficier des lois encadrant le libre-échange laisse augurer quelques âpres batailles entre diplomates. Si la Chine persiste à censurer l'utilisation des moteurs de recherche sur Internet, on peut imaginer qu'elle soit un jour ou l'autre poursuivie par une juridiction internationale, non seulement pour violation de la liberté d'expression, mais aussi, et peut-être surtout, en raison des entraves qu'elle impose au commerce.

En attendant que les Etats apprennent à considérer les libertés individuelles comme un bien digne d'être protégé, l'industrie des données de masse réactualise en toute quiétude la figure de Big Brother. En juin 2013, les journaux du monde entier ont révélé que M. Edward Snowden avait rendu publiques des informations concernant les activités de surveillance de son employeur : la National Security Agency (NSA), principale agence de renseignement américaine. Outre les télécommunications, étaient concernés les requêtes sur les moteurs de recherche, les messages publiés sur Facebook, les conversations sur Skype, etc. Les autorités américaines ont expliqué que les données, collectées avec l'aval de la justice, ne concernaient que des individus « suspects ». Mais, comme toutes les activités de la NSA demeurent secrètes, nul n'est en mesure de le vérifier.

L'affaire Snowden souligne le pouvoir des Etats dans le domaine des données.

Les collecteurs-exploiteurs de données numériques menacent en effet de générer une nouvelle forme de totalitarisme, pas si éloignée des sombres fantaisies de la science-fiction. Sorti en 2002, le film *Minority Report*, adapté d'une nouvelle de Philip K. Dick, imagine la dystopie d'un monde futur régi par la religion de la prédiction. Le héros, interprété par Tom Cruise, dirige une unité de police capable d'arrêter l'auteur d'un crime avant même que celui-ci soit commis. Pour savoir où, quand et comment ils doivent intervenir, les policiers recourent à d'étranges créatures dotées d'une clairvoyance supposée infaillible. L'intrigue met au jour les erreurs d'un tel système et, pis encore, sa négation du principe même de libre arbitre.

Identifier des criminels qui ne le sont pas encore : l'idée paraît loufoque. Grâce aux données de masse, elle est désormais prise au sérieux dans les plus hautes sphères du pouvoir. En 2007, le département de la

sécurité intérieure – sorte de ministère de l'antiterrorisme créé en 2003 par M. George W. Bush – a lancé un projet de recherche destiné à identifier les « terroristes potentiels », innocents aujourd'hui mais à coup sûr coupables demain. Baptisé « technologie de dépistage des attributs futurs » (*Future Attribute Screening Technology, FAST*), le programme consiste à analyser tous les éléments relatifs au comportement du sujet, à son langage corporel, à ses particularités physiologiques, etc. Les devins d'aujourd'hui ne lisent plus dans le marc de café, mais dans les logiciels de traitement des données (2). Dans nombre de grandes villes, telles que Los Angeles, Memphis, Richmond ou Santa Cruz, les forces de l'ordre ont adopté des logiciels de « sécurisation prédictive », capables de traiter les informations sur des crimes passés pour établir où et quand les prochains pourraient se produire. Pour l'instant, ces systèmes ne permettent pas d'identifier des suspects. Mais il ne serait pas surprenant qu'ils y parviennent un jour.

Prévention des incendies à New York

KOSHIMIZU s'est emparé d'un objet qui n'avait encore jamais été traité comme une donnée, ni même perçu comme recelant le moindre intérêt en termes d'information, pour le convertir en un format numériquement quantifié. La mise en données désigne autre chose que la numérisation, laquelle consiste à traduire un contenu analogique – texte, film, photographie – en une séquence de 1 et de 0 lisible par un ordinateur. Elle se réfère à une action bien plus vaste, et aux implications encore insoupçonnées : numériser non plus des documents, mais tous les aspects de la vie. Les lunettes élaborées par Google – équipées d'une caméra, d'un micro et connectées à Internet – changent notre regard en données ; Twitter met en données nos pensées ; LinkedIn fait de même avec nos relations professionnelles.

A partir du moment où une chose subit ce traitement, il est possible de changer son usage et de transformer l'information qu'elle recèle en une nouvelle forme de valeur. IBM, par exemple, a obtenu en 2012 un brevet pour la « sécurisation de bureaux par une technologie informatique de surface » : une formule savamment absconse pour désigner un revêtement de sol équipé de récepteurs, à la manière d'un écran de smartphone que l'on actionnerait avec les pieds. La mise en données du sol ouvre toutes sortes de perspectives. Votre plancher pourrait réagir à votre présence, déclencher l'allumage de la lumière lorsque vous rentrez chez vous, identifier un visiteur à partir de son poids ou de sa manière de bouger. Il pourrait sonner l'alarme lorsque quelqu'un fait une chute et ne se relève pas – une application susceptible d'intéresser les personnes âgées. Les commerçants pourraient suivre le cheminement de leurs clients dans leur boutique. A mesure que toute activité humaine devient enregistrable et exploitable, on en apprend davantage sur le monde. On apprend ce qu'on n'aurait jamais pu apprendre auparavant, faute d'outils commodes et accessibles pour le mesurer.

M. Michael Bloomberg a fait fortune dans l'industrie des données numériques. Il n'est donc pas étonnant que la ville de New York, dont il est le maire, les utilise pour renforcer l'efficacité des services publics et, surtout, pour en diminuer le coût. La stratégie de prévention de la ville contre les incendies fournit un bon exemple de cette démarche.

Les immeubles illégalement sous-divisés en parts locatives présentent plus de risques que les autres de partir en flammes. New York enregistre chaque année vingt-cinq mille plaintes pour des bâtisses surpeuplées, mais ne compte que deux cents inspecteurs pour y répondre. A la mairie, une petite équipe d'analystes s'est penchée sur le problème. Afin d'atténuer le déséquilibre entre besoins et ressources, elle a créé une banque de données recensant les neuf cent mille bâtiments de la ville, complétée par les indicateurs de dix-neuf agences municipales : liste des exemptions fiscales, utilisation irrégulière des équipements, coupures d'eau ou d'électricité, loyers impayés, rotations d'ambulances, taux de délinquance, présence de rongeurs, etc. Les analystes ont ensuite tenté de dresser des correspondances entre cette avalanche d'informations et les statistiques relatives aux incendies survenus en ville au cours des cinq années précédentes. Sans surprise, ils ont établi que le type de bâtiment et sa date de construction jouaient un rôle important dans son exposition aux incendies. Plus inattendue a été la découverte que les immeubles ayant obtenu un permis pour des travaux de ravalement extérieurs présentaient nettement moins de risques d'incendie.

Le croisement de ces données a permis à l'équipe municipale d'élaborer un schéma susceptible de déterminer les critères en fonction desquels une plainte pour surpopulation nécessitait une attention particulière. Aucune des caractéristiques retenues par les analystes ne peut être considérée en soi comme une cause d'incendie ; mises

Redécouvrir les vertus de l'imprévisibilité

IL arrive cependant que les dirigeants américains se mordent les doigts d'avoir tout misé sur l'infailibilité des chiffres. Ministre de la défense sous les présidences de John Kennedy et de Lyndon Johnson, Robert McNamara ne jurait que par les statistiques pour mesurer les exploits de ses troupes au Vietnam (*lire ci-dessous*). Avec son équipe, il scrutait la courbe du nombre d'ennemis éliminés. Transmis aux commandants à titre de réprimande ou d'encouragement, diffusé quotidiennement dans les journaux, le comptage des Vietcongs morts devint la donnée cardinale d'une stratégie et le symbole d'une époque. Aux partisans de la guerre, il donnait l'assurance que la victoire était proche. Aux opposants, il apportait la preuve que la guerre était une infamie. Mais les chiffres étaient souvent erronés et sans rapport avec la réalité du terrain. On ne peut que se réjouir lorsque l'interprétation des données améliore les conditions de vie de nos contemporains, mais elle ne devrait pas conduire à remiser son sens commun...

A l'avenir, c'est par elle que va passer toujours davantage, pour le meilleur ou pour le pire, la gestion des grands problèmes planétaires. Lutter contre le réchauffement climatique, par exemple, impose de réunir toutes les informations disponibles sur les phénomènes de pollution, afin de localiser les zones où intervenir en priorité. En disposant des capteurs tout autour de la planète, y compris dans les smartphones de millions

d'usagers, on permet aux climatologues d'échafauder des modèles plus fiables et plus précis.

Mais, dans un monde où les données de masse orientent de plus en plus étroitement les pratiques et les décisions des puissants, quelle place restera-t-il au commun des mortels, aux réfractaires à la tyrannie numérique ou à quiconque marche à contre-courant ? Si le culte des outils technologiques s'impose à chacun, il se peut que, par contrecoup, l'humanité redécouvre les vertus de l'imprévisibilité : l'instinct, la prise de risques, l'accident et même l'erreur. Pourrait alors se faire jour la nécessité de préserver un espace où l'intuition, le bon sens, le défi à la logique, les hasards de la vie et tout ce qui compose la substance humaine tiendront tête aux calculs des ordinateurs.

De la fonction attribuée aux données de masse dépend la survie de la notion de progrès. Elles facilitent l'expérimentation et l'exploration, mais elles se taisent quand apparaît l'étincelle de l'invention. Si Henry Ford avait interrogé des algorithmes informatiques pour évaluer les attentes des consommateurs, ils lui auraient probablement répondu : « Des chevaux plus rapides. »

VIKTOR MAYER-SCHÖNBERGER
ET KENNETH CUKIER.

(2) Lire Pablo Jensen, « Simulation numérique des conflits sociaux », *Le Monde diplomatique*, avril 2013.

rien connaître

Ceux des experts du Pentagone « qui privilégiaient l'action économique se souciaient surtout de fournir des semences hybrides ou des engrais chimiques, de promouvoir des techniques d'aridoculture. (...) Ils interrogeaient : combien de toilettes y a-t-il dans une communauté ? Comment les individus ont-ils accès à l'eau potable et comment les villages se débarrassent-ils de leurs eaux usées ? Combien de docteurs et de dentistes par habitant ? Comment les gens sont-ils logés : type de toit, ventilation, nombre de personnes par pièce ? Quel est le régime alimentaire de la population, combien de calories par jour, quelle part de vitamines et quelle répartition entre fruits et légumes ? (...) Nous savons qu'ils se posaient toutes ces questions à propos du Vietnam car on les trouve à foison dans les câbles qu'ils envoyaient (3) ».

En mars 1965, l'un des adjoints de McNamara précisa – sous forme de chiffres, naturellement – les buts de guerre de son patron : « pour 60 %, éviter une défaite humiliante qui ternirait notre réputation ; pour 20 %, préserver le Vietnam du Sud et le territoire adjacent de l'emprise de la Chine. Pour 10 %, permettre aux Vietnamiens du Sud de vivre mieux ». Le total ne faisait pas 100 % ? Non, car existaient aussi quelques objectifs secondaires, dont celui de « sortir de ce conflit sans que les méthodes employées ternissent notre réputation (4) »...

SERGE HALIMI.

(1) Patrick Hatcher, *The Suicide of an Elite : American Internationalists and Vietnam*, Stanford University Press (Californie), 1990.

(2) Lire Ibrahim Warde, « M. McNamara et ses calculs », *Le Monde diplomatique*, mai 1995.

(3) Patrick Hatcher, *op. cit.*

(4) *Ibid.*



ILERI
LECOLE DES RELATIONS INTERNATIONALES
A PARIS DEPUIS 1948

**ET... LE MONDE PREND
UNE AUTRE DIMENSION**

www.ileri.fr *ILERI Paris, l'école référente
des relations internationales depuis 1948*

Art et politique, que l'action

L'art « engagé » est souvent soupçonné de trahir la cause... de l'art. Certes, il y eut des exemples destructeurs de créations soumises à des dogmes officiels, et des œuvres réduites à l'expression d'une thèse. Mais les choix esthétiques s'inscrivent toujours, même quand ce lien est nié, dans un ensemble de valeurs politiques : l'engagement se traduit réellement dans l'œuvre quand il interroge aussi les moyens artistiques.

PAR EVELYNE PIEILLER

LES politiques, dans nos démocraties éclairées, ne parlent plus guère de l'art. Dans le programme pour l'élection présidentielle que présentait en 2012 M. François Hollande, sur les soixante engagements proposés, le mot « art » était absent : seul apparaissait un « plan national d'éducation artistique ». Dans le projet de son adversaire, M. Nicolas Sarkozy, le terme n'apparaissait pas une seule fois. Rien de surprenant : dans le discours des « élites », la « culture » a remplacé l'« art ». C'est pourtant flou, la culture : personne ne sait exactement de quoi il s'agit, et tout s'y confond. Mais, pour les politiques au pouvoir depuis quelques décennies, l'enjeu dans ce domaine demeure la « démocratisation » de l'accès à cette fameuse culture, censé permettre le resserrement du tissu social. Étonnante façon de transformer l'art en simple facteur d'intégration, et de pervertir un sujet qui fut longtemps brûlant.

Pendant près de deux siècles, tandis que s'affirmait la question sociale, deux conceptions du rôle de l'art se sont affrontées. Supplément d'âme ou outil au service de la transformation de la situation concrète des hommes ? Œuvre pour les éclairés ou art pour le peuple ? Interrogation majeure, que ne peut faire disparaître le tour de passe-

pas du « devoir de culture » et du « droit à la culture pour chacun de nos concitoyens » (1). Interrogation fondamentale, qui semble bien aujourd'hui se réactiver, tandis qu'émergent à nouveau conflits politiques et sociaux.

Kash Leone, ouvrier chez Peugeot société anonyme (PSA) et rappeur, écrit *Ça peut plus durer*, qui devient un clip, très regardé, où sa colère et son ironie se conjuguent à un reportage sur la fermeture du site d'Aulnay-sous-Bois. Arya Aramnejad consacre une chanson, *Deltangui* (« Le cœur serré »), au « mouvement vert » iranien, la vague de manifestations contre la fraude lors de l'élection présidentielle de 2009 ; il est détenu depuis dix-huit mois. Le collectif D'ores et déjà travaille sur scène le sens de 1793 avec *Notre Terreur*. Philippe Caubère rend hommage à André Benedetto, tenant d'un théâtre lyriquement engagé, avec *Urgent crier !* Fin mai, l'artiste et opposant chinois Ai Weiwei poste un clip vidéo qui évoque sa détention, en 2011. S'y mêlent chanson rock, cinéma et injures entraînant à l'encontre de l'« harmonie » si chère à la propagande du pouvoir. Et il entend récidiver prochainement avec un album de hard-rock, genre peu porté sur les charmes du « vivre ensemble ».

« Une chose plus forte que la poudre à canon »

C'EST ne sont que quelques exemples, hétérogènes et qu'on ne saurait comparer, mais qui témoignent de l'importance grandissante d'un art qui se reconnaît partie liée au politique. Et il n'est probablement pas sans intérêt, dans la tiédeur des débats, et des risques, hexagonaux, de rappeler quels en sont les enjeux. Car l'art à visée politique a longtemps été soupçonné d'être moins « créateur » que l'art... dégage. Suffit-il d'un engagement affiché pour faire de l'art « artistiquement » engagé ? A quoi s'engage l'art quand l'artiste s'engage ? L'œuvre ne se suffit-elle pas à elle-même ?...

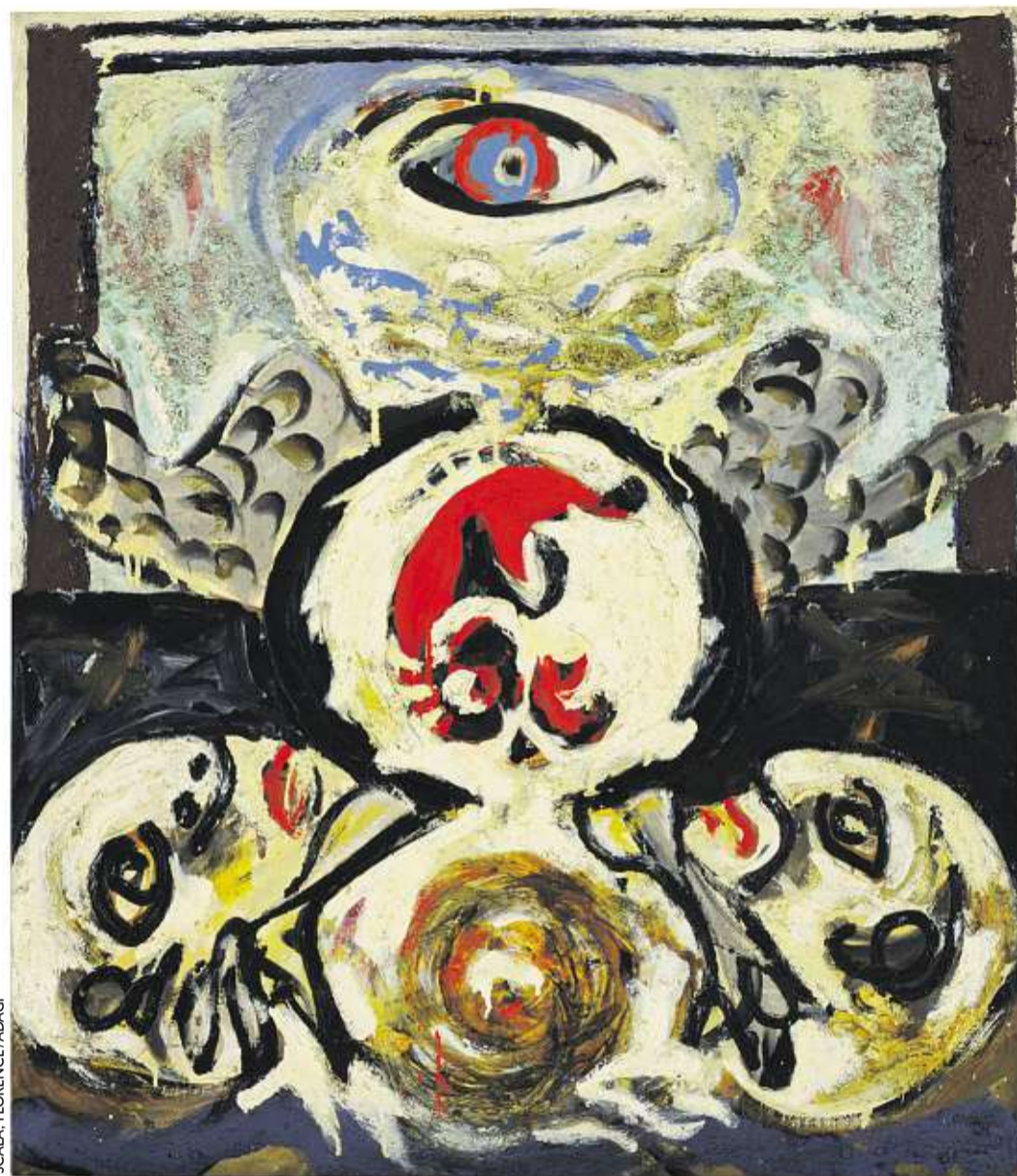
Il importe tout d'abord de souligner que ces conceptions divergentes du rôle de l'art ne se sont pas posées de toute éternité. Elles sont nées d'une histoire politique et sociale, sur fond de révolution. Et Charles Baudelaire, l'impeccable poète, peut ici leur servir d'emblème.

Baudelaire a les cheveux teints en vert, ce qui lui donne assurément une allure hors du commun. Difficile de s'y tromper : c'est un artiste. C'est pourtant le même dandy, poudré et portant des gants d'un délicat rose pâle, qui va se moquer de la « puérite utopie de l'école de l'art pour l'art » dans sa préface (1851) aux *Chants et chansons* de Pierre Dupont, populaire poète républicain et socialiste, dont il souligne que *Le Chant des ouvriers* est un « admirable cri de douleur et de mélancolie ». Cette même année, il affirme : « Il y a des mots, grands et terribles, qui traversent incessamment la polémique littéraire : l'art, le beau, l'utile, la morale. Il se fait une grande mêlée ; et, par manque de sagesse philosophique, chacun prend pour soi la moitié du drapeau, affirmant que l'autre n'a aucune valeur. (...) Il est douloureux de noter que nous trouvons des erreurs semblables dans deux écoles opposées : l'école bourgeoise et l'école socialiste. Moralisons ! Moralisons !, s'écrient toutes les deux avec une fièvre de missionnaire. Naturellement l'une prêche la morale bourgeoise et l'autre la morale socialiste. Dès lors, l'art n'est plus qu'une question de propagande (2). »

En 1848, Baudelaire participe aux journées révolutionnaires de février, qui provoquent la chute de Louis-Philippe et conduisent à la proclamation de la république. En juin se produisent des insurrections populaires violemment réprimées. En décembre, Louis Napoléon Bonaparte est élu président au suffrage universel (masculin). En 1851, à la faveur d'un coup d'Etat, il est proclamé empereur. Les caisses d'épargne vont fleurir ; le ministre François Guizot propose comme idéal aux Français son fameux « Enrichissez-vous », et Baudelaire marche dans la « solitude du moi », comme l'écrit son ami le photographe Nadar. Le progrès le déprime : « Quoi de plus absurde que le Progrès, puisque l'homme, comme cela est prouvé par le fait journalier, est toujours semblable et égal à l'homme, c'est-à-dire toujours à l'état sauvage ? », écrit-il dans *Fusées*. La modernité lui donne le spleen – deux mots dont il a fait don à la langue française –, alors même qu'il aurait été possible, il le savait, d'en saluer le « côté épique », et de faire voir et comprendre « combien nous sommes grands et poétiques dans nos cravates et nos bottines vernies » (*Salon de 1845*). Mais c'était avant les trahisons politiques et le triomphe de la vertueuse bourgeoisie.

Les douleurs et les contradictions baudelairiennes ont précisément partie liée avec la modernité. Elles en sont même emblématiques. Pris entre deux aversions (« Moralisons ! Moralisons ! »), il va s'opposer à des positions opposées entre elles et tenter de réunir, comme le souligne Pierre Bourdieu, « sans concessions conciliatrices, des propriétés et des projets entre eux profondément opposés et socialement incompatibles (3) ». Placé devant un « espace des possibles déjà faits » qu'il rejette, il ne lui reste plus qu'un « possible à faire », une œuvre solitaire, déchirée, dans un monde où, pour citer *Les Fleurs du mal*, « l'action n'est pas la sœur du rêve ».

Cette tension de l'artiste entre l'engagement et l'esthétisme, entre l'art utile et l'art revendiquant son autonomie, entre



SCALA, FLORENCE/ADAGP

JACKSON POLLOCK. – « Bird » (Oiseau), 1941

l'œuvre liée aux questions de son époque et la quête d'une beauté intemporelle, ne s'épanouit pas avant le XIX^e siècle. Ce n'est qu'à ce moment-là que se généralise l'usage de la signature pour un tableau, qui est alors considéré comme une « œuvre ». Le mot « Art » lui-même, avec une majuscule et dans son sens moderne, ne semble pas apparaître avant le XVIII^e, qui distingue les arts « mécaniques » et les arts « nobles », la poésie, la musique, la peinture et... l'art militaire. L'artiste va ainsi peu à peu se différencier de l'artisan, dans une hiérarchie de valeurs qui privilégie le fait que « ce n'est point le besoin qui leur [la peinture et la poésie] a donné

naissance » (discours préliminaire de l'*Encyclopédie*). *L'otium* contre le *negotium*, le loisir, le luxe de l'inutile contre le travail et sa rentabilité.

Au XIX^e, ces oppositions se durcissent. D'une part, l'Etat perd son monopole en matière d'exposition et de consécration (4) ; d'autre part, la Révolution, en abolissant les privilèges et en mettant en avant la notion, stupéfiante, d'égalité, fait surgir une interrogation sur la différence intime, l'exceptionnalité. D'autant que le siècle est tourmenté par une autre (longue) révolution, industrielle celle-là, qui pose aussi la question du peuple, de la foule,

de la masse, devenus visibles. La révolution politique a échoué, à plusieurs reprises, mais ses interrogations, ses réalisations, ses idéaux continuent à travailler les esprits, tandis que la question sociale vient les réactiver et les affûter.

Le théâtre, les experts,

PAR PASCALE SIMÉON *

SEPTEMBRE. Début de saison, réunion de rentrée des permanents de la compagnie. Plus exactement, des « permis » (intermittents à temps plein) et de l'unique salarié : l'administrateur, employé en contrat à durée indéterminée, à 50 euros au-dessus du salaire minimum. Tout le monde est là : le directeur artistique et metteur en scène, le comédien cocréateur de la compagnie, la chargée de diffusion et l'administrateur. Nous sommes l'une des compagnies les plus riches de la région, car financée par la « bande des quatre » : la ville, le département, la région et le ministère. Nous avons des conventions de trois ans avec la direction régionale des affaires culturelles (DRAC, service déconcentré du ministère de la culture), pour 50 000 euros, avec le conseil régional (20 000 euros) et avec la ville (20 000 euros). S'y ajoute une aide à la création du conseil départemental (ex-conseil général), un an sur deux, d'un montant de 4 000 euros. Ce budget nous a permis d'avoir un bureau, un permanent, une attachée de diffusion. Coût total : 50 000 euros. Les quelque 40 000 euros restants servent à la production artistique. En retour, il y a naturellement un certain nombre d'obligations à respecter.

Notre convention régionale exige que nous puissions justifier de quinze représentations dans la région. Il nous en manquait trois pour toucher les derniers 20 % de la subvention ; 20 % en moins, c'est deux mois de salaire en moins pour le permanent. La réunion commence bien : nous avons les trois dates qui manquaient, nous avons vendu un

* Directrice artistique et metteuse en scène de la compagnie Ecart Théâtre.

de nos spectacles dans un nouveau festival. Le soulagement est grand, quoique mélangé. Petite commune, petit budget et équipe de bénévoles : dans ces conditions, le spectacle est vendu à un prix le plus bas possible, qui couvre uniquement le cachet du comédien. Pas d'accompagnement par le metteur en scène ni par le technicien – d'ailleurs, le festival n'est pas encore équipé en matériel de lumière. Mais le spectacle a déjà été joué quatre-vingts fois, et a été conçu pour faire face à toutes les conditions d'accueil. Le comédien ne devrait pas trop en pâtir. Théâtre de trois cents places et ouverture de dix mètres pour le plateau, ou lieu de cinquante places avec une scène de cinq mètres d'ouverture : nous nous adaptons.

L'acteur accepte bien volontiers l'idée de ces représentations supplémentaires ; il n'a pas d'autre engagement en ce moment. Il mettra le décor dans son coffre et gagnera le site en ayant le sentiment de renouer avec l'esprit de la décentralisation, la première, l'authentique, qui, initialement portée par les grandes visions du Front populaire et du Conseil national de la Résistance (CNR), avait décidé de populariser et de démocratiser le théâtre.

La deuxième partie de la réunion est nettement plus tendue. Toujours une affaire de convention, cette fois avec le ministère de la culture. Ou, plus exactement, de fin de convention : la DRAC ne la renouvelle pas. Après trois conventionnements d'aide à la création de trois ans, c'est terminé. De 50 000 euros par an, nous passons à 30 000 euros. Il y a pire : certaines compagnies se retrouvent sans rien. Mais quand même.

Nous avons respecté le contrat : avoir un « projet caractérisé par une ligne artistique claire, inscrite dans la poursuite d'une recherche esthétique ou dans la durée

(1) Discours de la ministre de la culture Aurélie Filippetti, Rencontres d'Avignon, 15 juillet 2012.

(2) Charles Baudelaire, « Les drames et les romans honnêtes » (1851), dans *Œuvres complètes*, Gallimard, coll. « La Pléiade », Paris, 1961.

(3) Pierre Bourdieu, *Méditations pascalienne*, Seuil, coll. « Points Essais », Paris, 2003 (1^{re} éd. : 1997).

(4) Cf. Nathalie Heinich, *Du peintre à l'artiste*, Editions de Minuit, Paris, 1993.

ESTHÉTISME ET ENGAGEMENT

redevienne sœur du rêve

Triomphe de la bourgeoisie et de ses valeurs, le travail, l'économie, le respect de l'ordre : l'artiste est soumis à la loi du marché, il doit plaire à ceux qui forment le public et dont il ne partage pas forcément les valeurs. Il a alors le choix entre deux positions : ne se reconnaître pour juges que les exigences de son art et revendiquer sa tour d'ivoire, d'où il pourra mépriser les philistins incapables de s'élever jusqu'à la Beauté, ou se vouloir héritier de ceux que la classe dominante méprise, et se mettre au service de valeurs libératrices. Œuvrer pour ses pairs, et pour soi, ou pour dire la vérité de la société. L'art pour l'art, ou l'art utile. L'art comme fin en soi, ou l'art pour servir à une fin. « *L'art devient de plus en plus la propriété d'une élite dans cette époque de démocratie, la propriété d'une aristocratie bizarre, morbide et*

pleine de charme », commente l'écrivain Catulle Mendès à la fin du siècle (5). Situation coincée pour ceux qui ne se veulent ni porte-parole de la masse, ni artistes pour quelques rares élus. « *L'art au bout du compte n'est peut-être pas plus sérieux que le jeu de quilles ; tout n'est peut-être qu'une immense blague* », avance Gustave Flaubert dans sa *Correspondance*. A quoi ça sert ?

Certains apporteront des réponses concrètes. Des écrivains, Victor Hugo en premier lieu, dont le monarchiste catholique et néanmoins dandy Jules Barbey d'Aureville saura repérer que son dessein, avec *Les Misérables*, est de « *faire sauter toutes les institutions sociales, avec une chose plus forte que la poudre à canon qui fait sauter les montagnes – avec des larmes et de la pitié* » (6).

Attiser le désir d'autres horizons

DES penseurs politiques vont intervenir dans le débat. Pierre-Joseph Proudhon, bien sûr, qui rappelle que l'exceptionnalité, la particularité de l'artiste est « *le produit de l'intelligence universelle et d'une science générale accumulée par une multitude de maîtres, et moyennant le secours d'une multitude d'industries inférieures* », et souligne qu'il est « *appelé à concourir à la création du monde social* » en représentant une réalité idéale « *en vue du perfectionnement physique, intellectuel et moral de l'humanité, de sa justification par elle-même, et finalement de sa glorification* » (7). Ce « *maximum de la pignoufferie socialiste* », dit Flaubert dans sa *Correspondance*, c'est ce qui se retrouvera, modulé, éternel, précisé, au fil d'un XX^e siècle où s'affronteront et se confronteront les avant-gardes politiques et les avant-gardes artistiques, à la lumière notamment des grandes espérances portées par la révolution de 1917, et des cauchemars du siècle.

Deux réflexions essentielles vont permettre de surmonter l'obstacle de l'opposition entre art pur et art utile, recherche de la beauté éternelle et asservissement à une cause.

Bertolt Brecht, l'archétype de l'artiste engagé, l'un des grands théoriciens et praticiens d'un art politique, marxiste revendiqué, fondateur du Berliner Ensemble en République démocratique allemande (RDA), rappelle que, « *depuis toujours, l'affaire du théâtre, comme de tous les arts,*

a été de divertir les hommes. (...) Sa seule justification est le plaisir qu'il procure, mais ce plaisir est indispensable. On ne pourrait lui attribuer un statut plus élevé en le transformant par exemple en une sorte de foire à la morale. (...) On ne devrait pas lui demander d'enseigner quoi que ce soit. Car il importe que le théâtre ait toute liberté de rester superflu, ce qui implique, il est vrai, que l'on vit pour le superflu » (8).

Ce qu'il énonce ici, c'est qu'une pièce est politique non quand elle a un thème politique, mais quand elle « *adopte une attitude politique : le plaisir à transformer les choses, politiques aussi bien que privées* » (9). C'est par ses pouvoirs intrinsèques que l'art peut agir. Encore faut-il « *chercher les vraies réjouissances de notre époque* », ce qui implique d'inventer les formes adaptées aux enjeux contemporains. « *Si l'on vous demande si vous êtes communistes, mieux vaut produire comme preuve vos tableaux plutôt que votre carte du Parti* » (10).

Il n'y a pas de recette formelle : il n'y a que de nouvelles questions posées par la société, auxquelles il faut donner une forme telle qu'elle éveille chez le spectateur la joie d'envisager des réponses différentes de celles proposées par le monde où il vit. Une forme joueuse qui contraint à l'étonnement, déshabituée des fausses évidences, engage à douter de la pérennité de l'ordre existant, aide à désirer se libérer de ce qui empêche l'humain de

vivre plus amplement. Ce qui donne... de la joie.

Cette sortie du dilemme art élitaire, solitaire, et art dégradé en propagande, Brecht n'est pas le seul à l'avoir formulée. Les « *romantiques révolutionnaires* (11) », les grands inventeurs de la révolution d'Octobre, tout comme les surréalistes, ont su chercher le « *mythe en rapport avec la société que nous jugeons désirable* ». Pas de formalisme, pas non plus de « *pacotille révolutionnaire, riche seulement de bonnes intentions* », comme le dit Anatoli Lounatcharski, commissaire à l'instruction en URSS de 1917 à 1929 (12). Le « *réalisme socialiste* » est aussi creux que les exercices d'esthète.

Il est une autre sortie, complémentaire : transformer un article de luxe en bien universel. Ce qu'entreprennent de faire par exemple les artistes soutenant le Front populaire, en 1936. Ils choisissent d'être salariés pour enseigner et populariser leur art : c'est le début programmé de la décentralisation théâtrale. Frans Masereel, grand graveur sur bois, dirige une académie de peinture dotée par l'Union des syndicats de la Seine : « *Je ne suis pas assez esthète pour me satisfaire de n'être qu'un artiste.* » *La Marseillaise*, de Jean Renoir, est un « *grand film national, officiel et démocratique, couvert par une souscription publique* », dont Louis Aragon écrira dans le journal *Ce Soir* (1^{er} février 1938) que « *le grand miracle, c'est d'avoir fait, malgré les costumes, malgré les décors, malgré le thème de La Marseillaise, un film si actuel, si brillant, si humain, qu'on est pris, emporté, comme si c'était notre propre vie qui se débattait là sous nos yeux. Et, de fait, c'est notre propre vie.* »

Ce qui se joue dans ces exemples, c'est le refus de recourir, au nom d'un idéal de gauche, à la simplification des moyens d'expression, et parallèlement le choix de former des aptitudes au jugement esthétique. L'ambition ultime est alors de contribuer à la venue d'une « *société émancipée* », où « *chacun pourra s'adonner librement, parmi d'autres activités, à la création. Il n'y aura plus de peintres, mais tout au plus des gens qui, entre autres choses, feront de la peinture* » (13). Ce sont des théoriciens politiques qui parlent : Karl Marx et Friedrich Engels. Un poète leur fait écho, Lautréamont, affirmant que « *la poésie doit être faite par tous. Non par un* » (*Poésies II*). Des artistes poursuivront ces démarches, notamment dans les années 1960-1970, en tentant d'en finir

avec la sacralisation de l'auteur au profit du collectif, de faire intervenir le spectateur comme acteur, et de trouver des moyens de production et de diffusion alternatifs.

Autrement dit, ce que traduit l'art qui se réclame du politique, c'est que l'homme est inachevé ; qu'il y a beaucoup à transformer pour parvenir aux conditions d'un épanouissement de ses capacités ; et quand il remplit son rôle, c'est celui d'un saboteur des représentations dominantes, et d'un attiseur du désir d'autres horizons. Alors, il apprend à « *convoiter l'impossible : celui que la puissance des sociétés établies interdit de désirer pour l'empêcher de naître, et qui reste à conquérir* » (14).

Il ne peut pas changer le monde, mais il donne l'émotion de sentir qu'il y a du jeu, dans l'ordre en place, dans les têtes, dans les aspirations. Ce qui ne saurait se réduire à l'affichage de bons sentiments progressistes, et pas davantage à la petite recherche de la provocation, qui se contente souvent de choquer le bourgeois, ravi de l'être...

Mais cet art-là ne saurait se dissoudre dans l'animation culturelle et sa bonne conscience. Car il ne cherche certainement pas à « *réenchanter le monde* » : il fait de la mise en crise de nos réalités une « *fête des possibilités* » (15) – nos possibilités collectives et intimes.

EVELYNE PIEILLER.

(5) Cité par Jules Huret, *Enquête sur l'évolution littéraire*, Bibliothèque Charpentier, Paris, 1891.

(6) Cf. « *Les Misérables* », un roman inconnu ?, Maison de Victor Hugo - Paris musées, 2008.

(7) Pierre-Joseph Proudhon, *Du principe de l'art et de sa destination sociale (extraits)*, dans Emile Zola et Pierre-Joseph Proudhon, *Controverse sur Courbet et l'utilité sociale de l'art*, Mille et une nuits, Paris, 2011.

(8) Bertolt Brecht, *Petit Organon pour le théâtre*, L'Arche, Paris, 1970.

(9) Manfred Wekwerth, dans « Bertolt Brecht », *Europe*, n° 856-857, Paris, août-septembre 2000.

(10) Bertolt Brecht, « Appel aux jeunes peintres », *Écrits sur la littérature et l'art*, L'Arche, Paris, 1970.

(11) Michael Löwy et Robert Sayre, *Révolution et mélancolie. Le romantisme à contre-courant de la modernité*, Payot, Paris, 1992.

(12) Anatoli Lounatcharski, *Théâtre et révolution*, Maspéro, Paris, 1971.

(13) Karl Marx et Friedrich Engels, *L'Idéologie allemande* (1846), Editions sociales, Paris, 1976.

(14) Henri Maler, *Convoiter l'impossible*, Albin Michel, Paris, 1995.

(15) Ernst Bloch, *Le Principe Espérance*, trois volumes, Gallimard, Paris, 1976, 1982 et 1991.



JACKSON POLLOCK. – Sans titre, 1942

les euros et l'avenir

d'une opération précise, entretenir un rapport au public construit à travers une démarche d'implantation, de résidence ou d'association avec une ou plusieurs institutions, faire au moins deux créations annuelles et cent vingt représentations sur trois ans », sans oublier la « *structuration administrative* ».

Mais... une partie des représentations étaient en coréalisation avec des théâtres privés, et elles n'ont pas été prises en compte, malgré un entretien téléphonique avec le conseiller DRAC qui donnait son feu vert. Mais... nous disposions de neuf ans pour faire carrière, autrement dit pour nous placer près d'un lieu de pouvoir institutionnel. Mais... nous n'avons toujours pas d'associés importants dans l'institution, ni de surcroît d'explosion des ventes. C'est sûrement regrettable. Sauf qu'il n'est pas facile de faire venir les acheteurs. Un programmeur peut recevoir de vingt à cent dossiers par jour. C'est beaucoup pour un seul homme. De plus, il est lui aussi soumis à des règles : les pouvoirs publics demandent la « *réduction des coûts* », et il est bon que les spectacles à l'affiche aient une visibilité qui garantisse la venue des critiques. Visibilité qu'apporte la programmation dans un théâtre important... Cercle impeccablement vicieux.

B IEN SÛR, les subventions ne sont pas un dû, mais c'est tout de même un choc, pour nous qui avons pu vivre de notre métier pendant vingt-cinq ans, de ne pas savoir comment nous allons maintenant pouvoir continuer. Le rôle de la DRAC est de concourir à la mise en œuvre des orientations nationales dans la perspective d'un aménagement culturel du territoire. Pour cela, elle s'appuie sur l'avis qualitatif de groupes régionaux d'experts, qui analysent l'évolution de la création. Le comité d'experts, qui réunit amateurs éclairés et professionnels, est secret, consultatif et... déterminant. Il rend

compte de la qualité artistique de ce qu'il voit, du moins quand il a pu le voir, car il y a beaucoup de spectacles, et les experts ne sont pas nombreux. Nous ne les avons pas beaucoup croisés ces derniers temps, d'ailleurs.

Et donc, le comité se réunit à huis clos pour délibérer et décider. Il est préférable d'y avoir sinon des amis, du moins des alliés partageant peu ou prou votre conception du théâtre et de son rôle. En l'occurrence, quand nous avons pris connaissance des dernières nominations, nous savions que nous n'aurions plus le soutien du comité. C'est l'avantage du microcosme : on connaît tout le monde ; et il était clair que les nouveaux venus défendraient d'autres valeurs que les nôtres, vieillottes à leurs yeux. Le théâtre de texte, le théâtre dans l'esprit de Jean Vilar, le directeur du Théâtre national populaire (TNP) et fondateur du Festival d'Avignon : périmé. Bref, la décision nous a été transmise : le comité d'experts a voté, vous êtes déconventionnés.

Discussion, découragement, décision : nous choisissons de réduire l'investissement financier dans la production artistique, de ne pas payer le travail « invisible » de recherche qui précède la mise en scène, et pas davantage les tâches administratives qui incombent à la direction de la compagnie. Et non, nous ne prendrons pas de préretraite quel que soit notre âge. Reste la grande question : on fait comment pour continuer à exister ? Le projet triennal portait sur deux créations : une « *grand public* », peu d'acteurs, un sujet d'actualité, toute l'équipe donne son approbation. Pour la seconde, c'est plus compliqué. La forme est plus exigeante : une adaptation d'un roman de Nancy Huston sur la femme et la création. Six acteurs, des vidéos, une équipe technique.

L'administrateur fait grise mine. Avec aussi peu d'argent, on ne pourra pas produire ce spectacle. La chargée de diffusion

n'est pas plus optimiste. Un sujet difficile et une adaptation de roman, impossible à vendre plus de cinq, voire six fois. Même le centre dramatique national de la région a des difficultés à faire venir les programmeurs. Alors nous... D'autant qu'ils sont de plus en plus frileux, et mettent en avant leur public, cette entité énigmatique, qui est censé reculer devant ce qu'il ne connaît pas. Ah, ce n'est pas facile de remplir des salles et de convaincre les élus... De toute façon, si la DRAC ne nous reconduit pas, nous ne sommes plus labellisés, et nous perdons la possibilité d'être « *partenaire* » des théâtres subventionnés. Il n'y a guère qu'une conclusion à tirer : nous allons revenir au théâtre de nos débuts.

H OMMAGE à l'« *espace vide* », pour citer Peter Brook (1). Scénographie sobre, peu de costumes, salaires réduits. Pour les trois ans à venir, nous pouvons tout de même conserver l'administrateur et l'attachée de diffusion. Paradoxalement, c'est peut-être une chance, ce déconventionnement. Ne plus se sentir comme un VRP devant son directeur des ventes, ne plus recevoir de ces conseils autorisés mais évasifs qui se terminent toujours de la même façon : ne faites aucun compromis, mais vendez ! Ne plus être coincé dans une mise en concurrence fondée sur une certaine uniformisation des goûts des « *décideurs* »... La réunion se termine. Nous continuerons. Où nous pourrons. Comme nous pourrons.

PASCAL SIMÉON.

(1) Peter Brook, *L'Espace vide. Écrits sur le théâtre*, Seuil, coll. « Points Essais », Paris, 2001 (1^{re} éd. : 1977).



LITTÉRATURES

Machines infernales

La Servante et le Catcheur d'Horacio Castellanos Moya

Traduit de l'espagnol (Salvador) par René Solis, Métailié, Paris, 2013, 236 pages, 18 euros.



SAN SALVADOR, au tournant des années 1980. La guerre civile a commencé en 1979 ; des accords de paix seront signés en 1992. Le Viking, une ancienne gloire du catch mexicain, fait désormais partie des escadrons de la mort qui font la chasse aux militants de gauche avant de les livrer, dans le sinistre Palais noir, à la poigne des tortionnaires, puis à celle des « découpeurs » chargés d'achever le travail de leurs collègues. Des sombres entrailles des caves et des cellules où s'entassent les prisonniers, on ne revient pas. Le Viking fait son boulot en conscience, en dépit du cancer qui ronge ses entrailles.

María Elena est servante depuis près d'un demi-siècle dans une famille patricienne et progressiste. Elle s'inquiète pour le petit-fils du patriarche et sa compagne, qui viennent de disparaître. Elle tente alors de renouer avec le Viking, qu'elle a connu jadis quand il surveillait ses maîtres tout en lui faisant une cour effrontée et infructueuse. Il est quasiment moribond, mais c'est en vain qu'elle le supplie de lui donner des pistes de recherche. Par ses yeux, par ceux des autres acteurs du récit, on découvre la capitale en état d'insurrection, livrée à la guerre que se mènent policiers et étudiants. Parmi eux, elle croit reconnaître Joselito, son petit-fils, qui a rejoint les guérilleros.

Chaos et violence partout, y compris dans les relations entre hommes et femmes, de nature prédatrice. Car « tous les hommes veulent sortir avec toutes les femmes, ma petite María Elena », lui dit le Viking dans l'un des rares moments où il baisse la garde. Rita, qui tient avec sa fille une cantine pour policiers, cherche à la résoudre d'une flicaille obsédée. L'infirmière Belka, la fille de María Elena, si protégeant du côté des militaires, est née d'un viol, le patron abusant de la bonne... ce qu'elle ignore. Et la pratique de la torture chez les militaires n'est pas sans dimension sexuelle, tout comme l'émotion sensuelle du jeune guérillero avant le coup de force.

Pas d'autre point de vue que celui des personnages ; c'est un empilement de terreurs, dont la description renvoie presque dos à dos guérilleros et militaires. María Elena, désemparée, effarée, est quasiment la seule à ne pas participer à ce déchaînement. « On porte tous la mort sur la tronche »... La force de frappe littéraire d'Horacio Castellanos Moya est inchangée : dans ce huitième de ses romans parus en France (1), le lecteur retrouve sa caractéristique, ce point de fusion entre la linéarité impeccable de l'histoire et la mise en scène d'une mécanique en action. C'est un rendez-vous poignant avec l'accumulation du mal.

Roberto Bolaño disait, à propos d'un autre livre de Castellanos Moya, qu'il « menace l'équilibre hormonal des imbéciles », et que ses lecteurs ressentent un irrésistible besoin de l'auteur sur la place publique. Il ajoutait qu'il n'y a pas plus grand honneur pour un écrivain (2)...

BERNARD DAGUERRE.

(1) Aux éditions Les Allusifs, puis chez 10/18.
(2) Horacio Castellanos Moya, « Bolaño Inc. », Guernica, 1^{er} novembre 2009, www.guernicamag.com

EUROPE

FROM PERESTROIKA TO RAINBOW REVOLUTIONS. Reform and Revolution after Socialism. – Vicken Cheterian (et al. dir. de)

Hurst & Company, Londres, 2013, 256 pages, 25 livres sterling.

Comment les élites politiques des Etats issus de l'effondrement du bloc socialiste sont-elles parvenues à asseoir leur légitimité ? La transition vers l'économie de marché a-t-elle freiné la marche vers davantage de démocratie ?

Effectuant d'abord un retour sur la perestroïka de M. Mikhaïl Gorbatchev et sur les « révolutions ambiguës » de 1989, cet ouvrage collectif (où l'on retrouve plusieurs collaborateurs du *Monde diplomatique* : Vicken Cheterian, Jean-Arnault Dérens, Catherine Samary...) dresse ensuite le portrait de chacun des Etats ayant connu une « révolution colorée ». Il met l'accent sur les acteurs locaux de ces « mouvements révolutionnaires aux objectifs réformistes » qui ont renversé les régimes établis en Serbie, en Géorgie, en Ukraine et au Kirghizstan. Les dirigeants, en faille ou à bout de souffle, ont été déposés par de nouvelles élites qui, à l'inverse de celles de 1989, se sont appuyées sur les masses populaires pour ébranler le pouvoir. Mais le bilan des « révolutions » reste aujourd'hui très mitigé : les mouvements de la société civile nés durant cette période sont affaiblis et les nouveaux régimes souvent instables.

ALEXANDRE BILLETTE

LE NORD, C'EST L'EST. Aux confins de la Fédération de Russie. – Cédric Gras

Phébus, Paris, 2013, 212 pages, 18 euros.

Passer l'Oural, s'enfoncer vers l'est, affronter les vents de la steppe et la morsure de l'hiver sibérien, c'est traverser seul un océan. Cédric Gras navigue à l'intuition dans la Russie des marges, des monts Saïan à Krasnoïarsk, de l'île de Sakhaline aux routes de la Kolyma. Le voyageur devenu écrivain suit la boussole de son « Nord intérieur », à la recherche des archipels humains à la dérive depuis la chute de l'Union soviétique. « Un jeune homme de 18 ans me héla. Il décorquait des graines de tournesol avec la jeunesse désœuvrée, revenue de Magadan pour passer les vacances en famille. (...) La bande était née là, sur la kolymskaya trassa, le long des deux mille kilomètres de piste poussièreuse qui relient Magadan à Yakoutsk. Deux mille kilomètres pour n'arriver qu'en République de Sakha, autant dire nulle part. Cela ressemblait à une vaste blague. » L'auteur livre son amour pour la steppe grise et noire, pour les camions poussiéreux, pour les gueules cassées et les verres de vodka partagés. La vie est dure, l'empire s'est effondré, l'hiver est pour bientôt. Qu'importe, « vse boudet khorosho » : « tout ira bien ».

LAURENT GESLIN

UN HOMME DISPARAÎT : L'AFFAIRE JPK. – Benoît Collombat

Nicolas Eybalin - Scrineo, Paris, 2013, 455 pages, 16 euros.

« Est-il possible, comme en Russie ou en Iran, qu'un journaliste ait pu être assassiné en France ? » Le journaliste Jean-Pascal Couraud, dit JPK, a disparu à Tahiti en 1997. En savait-il trop sur l'insubmersible président de cette collectivité d'outre-mer de deux cent soixante-dix mille habitants, M. Gaston Flosse, sur ses penchants affairistes – plusieurs condamnations, toujours en suspens – et sur les secrets qui le liaient étroitement à M. Jacques Chirac ? Au cours d'une enquête minutieusement sourcée, le journaliste de France Inter Benoît Collombat a rassemblé un faisceau de présomptions convergeant vers les hommes du Groupement d'intervention de la Polynésie (GIP), la garde prétorienne de M. Flosse. Il démonte la mécanique de l'inquiétante mansuétude de la République pour les dérives de ses lointains et tristes confettis tropicaux. Un hommage rendu à la détermination d'un journaliste sans carte de presse qui recherchait l'adrénaline en plongeant dans les plus grosses vagues avec sa planche de surf que les plus lourds mensonges avec son stylo.

PHILIPPE DESCAMPS

MAGHREB

TUNISIE : LA RÉVOLUTION ET SES PAS-SÉS. – Nicolas Dot-Pouillard

L'Harmattan, Paris, 2013, 122 pages, 10 euros.

Au fil d'un panorama original et complet des organisations politiques et sociales tunisiennes, qui rappelle les moments-clés de leur histoire, l'auteur insiste plus particulièrement sur celle des héritiers de Habib Bourguiba et sur les islamistes au pouvoir. L'analyse des premiers, principale force d'opposition au régime actuel, souligne leur héritage composite, affairistes et syndicalistes mêlés, qui doit beaucoup aux cinquante ans et plus de domination des « néo-déstouriens » sur la vie politique du pays. On comprend que les islamistes aimeraient ne pas présenter que comme des résidus occidentalises de la dictature de M. Zine El-Abidine Ben Ali. Et se désigner comme les ayants droit du soulèvement démocratique dont ils ont pourtant été les bénéficiaires davantage que les acteurs.

Bien que cette jeune « révolution » ait, pour le moment, perpétué un modèle de développement libéral, socialement et régionalement inégalitaire, c'est plus la « question des valeurs : modernité contre conservatisme, religion contre sécularisme » qui mobilise la majeure partie de l'opposition à Ennahda. Le livre rappelle néanmoins avec brio que de tels clivages ont marqué toute l'histoire récente du pays, y compris du temps de Bourguiba.

SERGE HALIMI

AFRIQUE

LE MÉTIER DES ARMES AU TCHAD. Le gouvernement de l'entre-guerres. – Marielle Debos

Karthala, coll. « Les Afriques », Paris, 2013, 260 pages, 25 euros.

Au Tchad, l'emploi des armes est un métier qui s'exerce autant entre les conflits que pendant. Maîtresse de conférences en science politique, Marielle Debos a mené durant six ans (2004-2010) des entretiens avec des hommes qui peuvent être, dans une même vie, combattants au sein de trois rébellions, soldats réguliers et contrebandiers semi-fonctionnaires. Echapper à l'insécurité, récolter de l'argent ou bien négocier un poste public sont autant de raisons de choisir ce « métier ».

L'ouvrage démontre que le phénomène relève autant de parcours individuels rationnels que d'un système économique et politique. Après avoir rappelé l'histoire des armes au Tchad, de la colonisation à la présidence de M. Idriss Déby, il explique l'échec des programmes onusiens de désarmement et le clientélisme d'Etat. Des biographies d'« hommes en armes » célèbres, au vocabulaire particulier (les « décrets sans numéro » ou les « bogobogos »), le gros plan sur Al-Kanto, le rebelle et militaire emblématique du cinéma tchadien, concourent à animer cet essai.

CONSTANCE DESLOIRE

ASIE

HISTOIRE POLITIQUE DU JAPON (1853-2011). – Eddy Dufourmont

Presses universitaires de Bordeaux, Pessac, 2012, 459 pages, 24 euros.

L'année 1853 marque le début d'une grande instabilité politique au Japon. Contraint à l'ouverture du pays par les puissances coloniales américaine et européennes, le gouvernement shogunal, en place depuis la réunification, en 1603, s'incline. La guerre civile qui s'ensuit s'achève en 1868 par une victoire des partisans de la restauration impériale – lesquels définissent les bases du premier pays modernisé d'Asie.

Mais ce nouveau régime est instable. Les concepts occidentaux importés ne sont pas naturellement compatibles avec la philosophie shintoïste. En découle un exercice du pouvoir chaotique, qui, après avoir entraîné le Japon dans une guerre totale, suscite encore des perturbations aujourd'hui. Ainsi, lorsqu'on prend comme point de départ l'ouverture à l'Occident de l'Archipel, on s'aperçoit que ce dernier oscille de façon permanente entre accueil de la mondialisation et tentation du repli sur soi. Eddy Dufourmont, maître de conférences à l'université Bordeaux-III, opte pour un découpage nouveau qui aide à approcher la réalité politique du pays.

IBAN CARPENTIER

CENT DRÔLES D'OISEAUX DE LA FORÊT CHINOISE. – Eric Meyer

Editions de l'Aube, La Tour-d'Aigues, 2012, 252 pages, 18,50 euros.

Rares sont les livres qui invitent avec autant d'humour et de compassion à une plongée dans le quotidien des Chinois. *Cent drôles d'oiseaux de la forêt chinoise*, de l'écrivain et journaliste Eric Meyer, offre une centaine de chroniques de la vie du petit peuple qui s'articulent chacune autour d'un proverbe (*chengyu*) éclairant le récit. Il s'agit en général d'histoires vraies, sélectionnées dans la presse locale et publiées toutes les semaines sur le site de l'auteur, Le Vent de la Chine. On découvre ainsi cette « forêt dense où vivent toutes sortes de bestioles et de bêtes de proie en coexistence malaisée, parfois dramatique et tendue, souvent drolatique et pleine de connivence ». Débutant en 2003, ces chroniques rendent surtout compte des progrès sociaux que la Chine a connus ces dernières années : défense de l'environnement, évolution technologique, émancipation des femmes et des jeunes. En somme, une véritable « révolution silencieuse », encore souterraine... et qui attend son heure pour surgir au grand jour.

ANY BOURRIER

ON A MANGÉ NOS MOUTONS. Le Kirghizstan, du berger au « businessman ». – Boris Petric

Belin, Paris, 2013, 207 pages, 15,90 euros.

Plus qu'ailleurs en Asie centrale, les recettes occidentales ont été appliquées avec entrain par les gouvernements successifs de Bichkek après 1991. Résultat : la fonte du cheptel, passé de douze à moins de trois millions de têtes, la fermeture des usines, et le départ d'un million de travailleurs (sur cinq millions d'habitants). Le Kirghizstan a mangé ses moutons et n'a pas de pétrole, mais il accueille plus de dix mille organisations non gouvernementales (ONG). Avec ironie, le chercheur Boris Petric décrit les mœurs des *internationals* en 4 x 4, leur cécité devant certains bourrages d'urnes et leur rôle majeur dans la « transnationalisation du champ politique ».

La ruine des sociétés postsoviétiques se manifeste avec clarté au fil des rencontres et des parcours permis par cette approche. L'économie du bazar voit émerger la classe des propriétaires de conteneurs aménagés en boutiques. Le zèle de fidèles régénérés (et parfois anciens alcooliques) raconte la greffe surprenante d'un nouvel imaginaire musulman mondialisé sur les croyances montagnardes traditionnelles. Certains thèmes comme le « parasitisme » reviennent, démontrant la permanence du clientélisme ou des tentations autoritaires.

PH. D.

ÉTATS-UNIS

THE INSURGENTS. David Petraeus and the Plot to Change the American Way of War. – Fred Kaplan

Simon & Schuster, New York, 2013, 418 pages, 28 dollars.

Le succès, inattendu et certes relatif, de la stratégie des « renforts » (*surge*) introduite en Irak en 2007 avait fait du général David Petraeus un héros. Bon politique, très médiatique, il dirige ensuite les opérations en Afghanistan, avant d'être nommé à la tête de la Central Intelligence Agency (CIA). Il en démissionnera après la révélation d'une liaison extraconjugale.

L'insurrection qui donne son titre à l'ouvrage est pour théâtre l'académie militaire de West Point, quand un quarteron de futurs généraux, avec M. Petraeus à leur tête, transformeront radicalement la doctrine militaire concernant les « conflits de basse intensité ». La nouvelle doctrine de contre-insurrection, inspirée en partie des expériences françaises en Indochine et en Algérie, consistait à éliminer les foyers de violence avec le concours des « forces spéciales », tout en essayant de conquérir « les cœurs et les esprits ». Des guerres d'un nouveau type, dont les calendriers de « pacification » sur le long terme obtiennent aisément l'aval des forces militaires, mais que la classe politique américaine, pour ne rien dire des populations concernées, est peu encline à soutenir.

IBRAHIM WARDE

LAND OF PROMISE. An Economic History of the United States. – Michael Lind

Harper, New York, 2013, 586 pages, 29,99 dollars.

L'administration du président George Washington fut le théâtre de confrontations répétées entre le secrétaire d'Etat Thomas Jefferson et son homologue du Trésor Alexander Hamilton. Le premier s'était fait le chantre d'une démocratie agraire constituée de petites entreprises et dans laquelle le rôle de l'Etat fédéral serait réduit à sa plus simple expression, tandis que le second se prononçait en faveur d'un Etat fort, qui financerait l'infrastructure ainsi que l'industrie naissante grâce à un système centralisé.

La confrontation de ces deux visions, avec leurs multiples mutations, forme la trame de cette ambitieuse histoire économique des Etats-Unis. Michael Lind rappelle que, contrairement à un mythe persistant, la prospérité du pays n'est pas survenue par génération spontanée, mais fut la conséquence de choix politiques délibérés. Il souligne également que les découvertes les plus importantes – y compris l'ordinateur et Internet – sont presque toujours le résultat indirect d'initiatives gouvernementales.

Mais les gains de productivité générés par ces transformations technologiques ne bénéficient plus qu'à une élite. Le grand défi consiste aujourd'hui à créer une nouvelle classe moyenne. Il y a près d'un siècle, Henry Ford avait compris que ses ouvriers étaient des consommateurs en puissance et devaient être payés suffisamment pour pouvoir acheter les voitures qu'ils produisaient. L'Etat devrait, selon l'auteur, promouvoir un nouveau fordisme dans les services pour que les travailleurs de ce secteur, actuellement sous-payés, puissent se procurer précisément les prestations qu'ils fournissent.

I. W.

HISTOIRE

Des colons pas comme les autres

EN 2012, à l'occasion du 50^e anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie, histoire et mémoire se sont à nouveau croisées – d'aucuns diraient affrontées, au risque que parfois la mémoire ne masque l'histoire... La publication de vrais, de solides travaux d'histoire en est d'autant mieux venue.

La réédition de la thèse d'André Nouschi (1), publiée en 1961, présente un intérêt exceptionnel, car il s'agit de la première recherche approfondie sur la vie des fellahs (paysans). L'auteur, natif de Constantine, faisait partie des rares Européens anticolonialistes d'Algérie, ce qui lui valut d'être ostracisé et menacé par les ultras, comme le rappelle Gilbert Meynier dans une préface en forme de courte biographie, qui montre Nouschi fouillant dans les archives d'une Algérie en flammes, tout en participant à la vie politique du pays. Ces archives, Nouschi les interroge bien avant la Toussaint rouge, qui marque le début du conflit, le 1^{er} novembre 1954. Il poursuit en pleine guerre, et quand il soutient sa thèse, en 1959, les fusils ne se sont pas tus... Qu'il ait fallu attendre la fin de la présence française en Algérie pour s'intéresser sérieusement à la vie de l'immense majorité de la population en dit long sur le poids de l'esprit colonial.

C'est plus particulièrement à l'histoire politique de cette même Algérie coloniale qu'est consacré l'énorme travail de Michel Levallois (2). Plus de dix ans après un premier volume (3), il présente la seconde partie de la biographie d'Ismaïl Urbain, dont il est l'arrière-petit-neveu. Mais ce n'est pas à un sentiment de devoir familial qu'il a obéi. Dans cet essai extrêmement fouillé, riche de références – fonds d'archives, presse d'époque, témoignages divers –, il décrit les combats humanistes et antiracistes d'Urbain, la haine dont il fut l'objet de la part des colons et de tous ceux qui considéraient qu'ils étaient les maîtres et que les « indigènes » étaient les intrus. Ce qui permet de rappeler une vérité : il n'y eut pas que des brutes galonnées ou des colons obtus dans la communauté des Français d'Algérie.

Urbain a été l'inspirateur de la politique du « royaume arabe » chère à Napoléon III, sans doute l'un des rares hommes de pouvoir, en cent trente-deux ans de colonisation, à avoir fait preuve de lucidité. D'emblée, Levallois pose la problématique de son ouvrage : cette « autre colonisation de l'Algérie » était-elle possible ? La réponse peut troubler : cette politique « n'était pas une utopie », elle « commençait à porter ses fruits ». Oui, mais... L'histoire concrète ne peut ignorer que, justement, elle a échoué, comme toutes les (rares) politiques libérales préconisées ou timidement tentées sur cette terre, du projet Blum-Viollette du Front populaire en 1936 à la « trêve civile » d'Albert Camus. Le système colonial était-il réformable ? Contentons-nous de constater qu'il ne fut jamais réformé.

Enfin, il est bon de signaler l'essai tonique de chercheurs des deux rives de la Méditerranée, un juriste algérien, Tahar Khalfoune, et un historien français, Gilbert Meynier (4). Que n'entend-on, sur les ondes, sur la « nécessité de faire travailler ensemble » Français et Algériens sur leur histoire commune ? C'est fait, et depuis longtemps ; Meynier fut précisément un précurseur de ce type de rapprochements. Ce bref ouvrage le manifeste, qui propose à la fois un survol synthétique de cette histoire et une réflexion sur les cinquante années d'existence de l'Algérie indépendante. De la conquête au temps présent, la boucle est ainsi bouclée.

ALAIN RUSCIO.

(1) André Nouschi, *Enquête sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises de la conquête jusqu'en 1919*, Bouchène, Saint-Denis, 2013, 700 pages, 45 euros.

(2) Michel Levallois, *Ismaïl Urbain. Royaume arabe ou Algérie franc-musulmane ? 1848-1870*, préface de Henry Laurens, Riveneuve, Paris, 2012, 872 pages, 28 euros.

(3) Michel Levallois, *Ismaïl Urbain (1812-1884) : une autre conquête de l'Algérie*, Maisonneuve & Larose, Paris, 2001.

(4) Tahar Khalfoune et Gilbert Meynier, *Repenser l'Algérie dans l'histoire*, L'Harmattan, coll. « Bibliothèque de l'Iremmo », Paris, 2013, 116 pages, 10 euros.



DU MONDE

Le tremblement des frontières

Sonnenschein de Dasa Drndic

Traduit du croate par Gorko Lukic, Gallimard, coll. « NRF », Paris, 2013, 512 pages, 25 euros.

HAYA TEDESCHI fouille dans la corbeille rouge à ses pieds. Elle est remplie de photographies, de coupures de presse, de documents divers, obstinément rassemblés au fil des années. Grâce à eux, la vieille femme espère découvrir ce qu'est devenu son fils Antonio, enlevé à 5 mois, le 13 avril 1945, à Trieste.

Haya est née à Gorizia – ou Görz, ou Gorica, selon qu'on donne à la ville son nom italien, autrichien ou slovène, car l'histoire, « mère menteuse et traîtresse », ne cesse d'ourdir « de nouveaux mondes délimités par des frontières ». En 1939, Gorizia l'Italienne, avec la région de Trieste, est devenue partie de l'Adriatisches Küstenland, une province de l'Allemagne nazie. En 1944, Haya travaille dans un bureau de tabac. Elle y rencontre l'Untersturmführer Kurt Franz. Elle a un enfant de lui, il la quitte. Quelques mois plus tard, le bébé est enlevé.

Haya fouille dans sa corbeille. Apparaissent des fragments d'un passé trop vite enterré. Un « roman documentaire » : c'est ce qu'offre l'auteur, qui le déploie en une spirale hallucinée. Tout en retraçant l'histoire familiale de Haya, dont le père est issu d'une famille juive, Dasa Drndic invente des situations fictives, prête à des protagonistes réels des propos imaginaires. Mais elle convoque également de vrais documents – actes de procès, statistiques –, et parfois des poèmes – d'Umberto Saba, Ezra Pound, Danilo Kis. Et, au cœur du livre, elle élève une stèle aux neuf mille Juifs déportés d'Italie ou assassinés en Italie : la liste de leurs noms, sur trois colonnes, couvre quatre-vingts pages.



« Tout nom cache une histoire. » Nous ne saurons rien de celle qui se cache derrière ces neuf mille noms-là, sinon leur fin tragique. Mais nous apprendrons quelques histoires cachées derrière les noms liés à la quête de Haya. Ainsi, il apparaîtra qu'avant d'être muté à Trieste Franz était déjà un nazi modèle, commandant du camp de Treblinka, où il avait appris à son chien à s'attaquer aux prisonniers. Et que son fils

Antonio, dont Haya finit par retrouver la trace grâce à l'Office central pour l'investigation des crimes nazis de Ludwigsbourg, a été volé parce que Franz était un beau blond aux yeux bleus. Antonio a été rebaptisé d'un nom allemand et élevé dans un de ces lieux, les *Lebensborn*, maternité et crèche, où étaient regroupés des enfants dont l'identité avait été effacée, destinés à devenir des Aryens modèles.

Hans Traube redeviendra Antonio Tedeschi, contrairement à d'autres enfants des *Lebensborn*, moins chanceux. Car l'Eglise catholique a fait de son mieux pour brouiller les pistes, afin que ces petits catholiques tout neufs ne redevennent jamais juifs, et la Stasi – la police secrète est-allemande – a jugé assez commode d'utiliser les identités véritables d'enfants des *Lebensborn* pour en affubler ses espions...

Dans une démarche comparable à celle de l'écrivain allemand W. G. Sebald, Drndic ponctue son texte de photos qui attestent la réalité : objets, visages, images floues de lieux déserts comme la rizerie de San Sabba, à Trieste, une usine désaffectée devenue un camp de transit puis d'extermination. La photo de Franz est là aussi, ainsi que celle de son chien. Au procès intenté en 1976 pour les crimes de San Sabba, il ne reste plus que deux responsables susceptibles de comparaître, et qui passeront entre les mailles du filet.

« L'histoire, ce beau nom de l'horreur... » Drndic a choisi la formule de Jorge Luis Borges comme épigraphe à ce livre âpre et obsédant.

DOMINIQUE AUTRAND.

PROCHE-ORIENT

Israël, apartheid et messianisme

UNE provocation ? Shlomo Sand s'en défend. Après avoir expliqué « comment le peuple juif fut inventé » (Fayard, 2009), puis « comment la terre d'Israël fut inventée » (Flammarion, 2012), avec *Comment j'ai cessé d'être juif* (1) il récuse, en bonne logique, son appartenance à une « ethnie » dont il a montré combien elle était « fictive », mais surtout il refuse les privilèges que cette « élection » lui accorde.

Certes, les « Arabes israéliens » sont citoyens du même Etat que les « Juifs israéliens » : ils peuvent, eux aussi, voter et être élus. Mais, pour tout le reste, ou presque, leur citoyenneté est de seconde classe. « Si l'on est juif, écrit Sand, on peut acheter des terrains alors qu'un citoyen non juif n'aura pas le droit d'en acquérir. Si l'on est juif, même si l'on n'envisage de séjourner en Israël qu'à titre temporaire avec un hébreu balbutiant, on peut être gouverneur de la Banque d'Israël, banque centrale de l'Etat qui n'emploie aucun citoyen israélien arabe. Si l'on est juif, on peut être ministre des affaires étrangères et résider à titre permanent dans une colonie située à l'extérieur des frontières juridiques d'Israël, à côté de voisins palestiniens privés de tout droit civique. » Etc. D'où cette question : « Le statut du Juif en Israël ne ressemble-t-il pas à celui de l'Afrikaner dans l'Afrique du Sud d'avant 1994 ? »

La lecture d'*Israël : le nouvel apartheid* (2), de Michel Bôle-Richard, correspondant du Monde à Johannesburg de 1984 à 1990, puis à Jérusalem de 2006 à 2009, permet de mesurer combien, à maints égards, la comparaison est probante. Puisant dans ses années d'enquêtes, de reportages et d'interviews, Bôle-Richard évoque de façon très concrète la judaïsation de Jérusalem, les colons hystériques d'Hébron, le martyr de Gaza, le mur de séparation, les lois liberticides, mais aussi la lâcheté de la « communauté internationale », seule apte à ramener à la raison les fondamentalistes, qui se croient investis d'une mission divine.

Correspondant de France 2 à Jérusalem, Charles Enderlin analyse la montée de ce mouvement dans *Au nom du Temple* (3). Né au lendemain de la guerre des six jours, le Bloc de la foi (Goush Emounim) entend coloniser les territoires qu'Israël vient alors d'occuper, en premier lieu la Cisjordanie, baptisée Judée-Samarie, et Jérusalem-Est annexée, y compris l'esplanade des Mosquées, au nom d'une idéologie résumée par le fondateur de l'école religieuse qui l'a répandue, le rabbin Yehuda Hacohen Kook : « Nous devons rappeler au gouvernement et au peuple d'Israël qu'aucune concession n'est possible sur notre terre. »

La droite israélienne s'est appuyée sur ces fondamentalistes pour empêcher, puis saboter toute négociation avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). De leur côté, sous l'aile de la droite et de l'extrême droite, les « fous de Dieu » ont investi l'Etat, son armée et plus généralement ses structures. A preuve le gouvernement issu des élections de février 2013 : entre la droitisation du Likoud et la percée de M. Naftali Bennett, jamais ces messianistes n'ont bénéficié de rapports de forces aussi favorables depuis 1967.

DOMINIQUE VIDAL.

- (1) Shlomo Sand, *Comment j'ai cessé d'être juif*, Flammarion, Paris, 2013, 139 pages, 12 euros.
- (2) Michel Bôle-Richard, *Israël, le nouvel apartheid*, Les Liens qui libèrent, Paris, 2013, 202 pages, 18 euros. Cf. aussi Céline Lebrun et Julien Salingue (sous la dir. de), *Israël, un Etat d'apartheid ? Enjeux juridiques et politiques*, L'Harmattan, Paris, 2013, 270 pages, 27 euros, actes du colloque interdit, en février 2012, à l'université Paris-VIII.
- (3) Charles Enderlin, *Au nom du Temple. Israël et l'irrésistible ascension du messianisme juif (1967-2013)*, Seuil, Paris, 2013, 375 pages, 20 euros.



CINÉMA

Francs-tireurs exemplaires

DE la même génération que les cinéastes de la Nouvelle Vague, Jean-Marie Straub, refusant d'aller se battre en Algérie, s'exile aux Pays-Bas, puis en Allemagne, où il devient une figure du nouveau cinéma allemand des années 1960. Il cosigne tous ses films avec Danièle Huillet, son épouse et collaboratrice, rencontrée en 1962, disparue en 2006.

On pourrait définir leur cinéma comme la mise en écran de textes d'auteurs : Heinrich Böll (*Non réconciliés*, 1965), Corneille (*Othon*, 1969), Friedrich Hölderlin (*La Mort d'Empédocle*, 1986), Franz Kafka (*Amerika*, 1984), Bertolt Brecht (*Antigone*, 1991), Maurice Barrès (*Un héritier*, 2011), etc. Mais « le texte parlé, les mots, précise Straub, ne sont pas plus importants que les rythmes et les tempi très différents des acteurs, et leurs

accents ; pas plus importants que leurs voix particulières ». C'est pourquoi « le doublage est un assassinat ». *Ecrits* (1) rassemble pour la première fois la quasi-totalité de leurs textes depuis 1954, un portfolio commenté par le chef opérateur Renato Berta et un « atelier » : documents de travail exceptionnels, scénarios annotés, lettres, schémas, qui font de cet ouvrage en fragments un kaléidoscope de réflexions sur la création cinématographique. Intransigeance, critique sociale et esthétique : le dernier film de Straub n'a pas été retenu dans la sélection de Cannes.

PIERRE DESHUSSES.

(1) Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, *Ecrits*, Independencia Editions, Paris, 2012, 288 pages, 27 euros.

| HISTOIRE | ÉCONOMIE |
|---|---|
| <p>LES VALETS DE LA GUERRE FROIDE. Comment la République a recyclé les collabos. – Frédéric Charpier</p> <p>François Bourin, Paris, 2013, 24 euros.</p> <p>Ce livre complète le portrait, souvent dressé, de Georges Albertini, lieutenant de Marcel Déat. Il décrit sa « centrale » de propagande et d'espionnage financée par la banque Worms, le tandem Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) - Comité des forges, et les Etats français et américain. De 1930 à 1944, la synarchie Worms - Comité des forges entretenait une troupe d'idéologues, d'espions et de bureaux chargés de sa croisade antisoviétique, anticommuniste et antisariés. A la Libération, aidée des services américains, elle les a recyclés après leur séjour en prison. Albertini est réembauché en 1948 par Hippolyte Worms, lui-même libéré de Fresnes dès 1945.</p> <p>Certains tonneront contre la « théorie du complot ». Demeurent les faits, établis par une vaste correspondance identifiable : le patronat et l'Etat français ont, avec leurs pairs étrangers (italiens, allemands, américains, etc.), maintenu leur hégémonie, avant, pendant et après la seconde guerre mondiale, aussi grâce à leurs « valets », ceux de la droite, extrême ou non, et ceux de la gauche politique et syndicale anticommuniste : l'amalgame n'est pas du fait de l'auteur.</p> <p>ANNIE LACROIX-RIZ</p> | <p>LE THÉORÈME DU LAMPADAIRE. – Jean-Paul Fitoussi</p> <p>Les Liens qui libèrent, Paris, 2013, 253 pages, 20 euros.</p> <p>Le « théorème du lampadaire » désigne l'erreur scientifique sur laquelle sont fondées les politiques économiques qui ont conduit à la crise de 2007-2008, jamais corrigées depuis : tel l'ivrogne cherchant ses clés perdus dans la seule partie éclairée de la rue, les décideurs croient pouvoir trouver dans les politiques d'austérité budgétaire l'instrument d'un retour prochain de la prospérité. Cette erreur tient à la croyance dans l'efficacité des marchés financiers et dans les vertus universelles de la flexibilité des prix et des salaires. Or ce que la révolution conservatrice, en légitimant une dynamique inégalitaire et déséquilibrée, a fait advenir, c'est la croissance de l'endettement privé, qui a fini par mener au bord de l'effondrement, évité de justesse grâce à un bref moment de lucidité keynésienne et à l'intervention publique.</p> <p>La pertinence de la perspective développée par Jean-Paul Fitoussi se manifeste particulièrement sur deux points : son analyse de l'évolution antidémocratique de la construction européenne et ses éclaircissements sur la nécessité de renouveler en profondeur la mesure et les indicateurs du bien-être.</p> <p>FREDÉRIC LEBARON</p> |
| POLITIQUE | SCIENCE |
| <p>DÉSACRALISER LE CHIFFRE DANS L'ÉVALUATION DU SECTEUR PUBLIC. – Albert Ogien</p> <p>Quae, Versailles, 2013, 116 pages, 8,60 euros.</p> <p>A rebours de l'esprit gestionnaire qui semble avoir intégralement colonisé le secteur public à travers les « politiques du chiffre », les lois de finances et la révision générale des politiques publiques (RGPP), le sociologue Albert Ogien s'interroge sur la nature et l'impact de procédures d'évaluation qui évacuent les principes politiques au profit d'objectifs strictement financiers. Nécessaires, les simulations quantitatives sont insuffisantes pour guider l'action publique. La transcription des échanges avec un public de chercheurs montre la tournure kafkaïenne que prend parfois l'application des principes du New Public Management au pilotage des activités scientifiques. S'insurgeant contre cette tendance, qui suit l'injonction saint-simoniennes à « remplacer le gouvernement des hommes par l'administration des choses », l'auteur en appelle à la résistance civique devant cette addiction aux chiffres dans l'administration de la <i>res publica</i>.</p> <p>ANDRÉ PRIOU</p> | <p>ADN SUPERSTAR OU SUPERFLIC ? Les citoyens face à une molécule envahissante. – Catherine Bourgain et Pierre Darlu</p> <p>Seuil, Paris, 2013, 176 pages, 19 euros.</p> <p>« Qu'est-ce que cet ADN dont on parle tant aujourd'hui ? » Ses qualités de détective, de portraitiste, de génétologiste et de biomédecin sont décrites ici avec clarté, et des informations a priori contradictoires, ou du moins habituellement dispersées, sont ordonnées, cohérentes et compréhensibles. L'intention des auteurs, deux généticiens, est de dresser un tableau des intérêts hétéroclites s'agrégeant autour de ce « fleuron de la science moderne qui cumule et exacerbe toutes les ambivalences d'une activité où production de connaissances et valorisation économique sont des terrains de moins en moins étanches ».</p> <p>Face à un « risque d'ADNisation qui privilégierait l'individuel au détriment du collectif », ils en appellent à un débat démocratique. Mais le propos peine parfois à étayer la nature des problèmes, et n'énonce pas forcément ses axiomes. Peut-être est-ce paradoxalement ce qui fait l'intérêt d'un livre qui reste toujours accessible, alors que son objet récent et mouvant est difficile à cadrer aisément.</p> <p>VIOLAINE RIPOLL</p> <p>HENRI WESH</p> |
| <p>DE L'ABANDON AU MÉPRIS. Comment le PS a tourné le dos à la classe ouvrière. – Bertrand Rothé</p> <p>Seuil, Paris, 2013, 258 pages, 19,50 euros.</p> <p>10 mai 1981. Scènes de joie à Longwy, bastion de la sidérurgie : François Mitterrand vient de remporter l'élection présidentielle avec 70 % des suffrages ouvriers. En 2012, si M. François Hollande est élu, la gauche a néanmoins perdu son monopole sur le vote populaire. C'est ce divorce entre la classe ouvrière et le Parti socialiste (PS) qu'interroge l'économiste Bertrand Rothé.</p> <p>Largement rebattu, le sujet suscite actuellement un regain d'intérêt. Du géographe Christophe Guilluy (<i>Fractures françaises</i>, 2010) au journaliste Hervé Algalarrondo (<i>La Gauche et la préférence immigrée</i>, 2011), en passant par le mouvement de la Gauche populaire (né en 2011), une interprétation se diffuse : le PS aurait abandonné les travailleurs blancs au profit des immigrés pauvres de banlieue et des « bobos » des centres-villes. Si elle n'est pas totalement dénuée de fondement, cette lecture tend à essentialiser les groupes sociaux, à les opposer selon des critères discutables. Rothé ne tombe pas dans ce travers. Il évoque la désintégration du tissu industriel, les délocalisations, la construction européenne, les privatisations, et replace le divorce dans son contexte économique et politique.</p> <p>BENOÎT BRÉVILLE</p> | |



IDÉES

QUE PEUT LA PHILOSOPHIE ? Être le plus nombreux possible à penser le plus possible. – Sébastien Charbonnier

Seuil, Paris, 2013, 286 pages, 22 euros.

« Un cadre démocratique est vide de sens si nous ne sommes pas le plus nombreux possible à penser le plus possible. » Par son souci d'établir une relation non dogmatique et égalitaire au savoir, la philosophie semble incarner cet idéal d'émancipation. C'est à l'aune de ce « projet politique » que doit être questionné son enseignement.

Sébastien Charbonnier engage tout d'abord une analyse critique des « mythes » constitutifs de son histoire, plus contradictoire que ne le laisse paraître le prestige symbolique dont elle jouit dans un pays où son enseignement fut longtemps réservé aux classes favorisées – en contradiction avec sa prétention de rendre l'exercice de la pensée accessible à tous. A la suite des travaux de Pierre Bourdieu sur les mécanismes de la reproduction sociale ou de ceux de Jacques Rancière sur la démocratie, l'auteur problématise le lien entre « l'institutionnalisation de la philosophie et sa finalité émancipatrice ». Non pour la déscolariser, mais pour renforcer sa capacité subversive et la pratique de son apprentissage, car « on ne sait pas ce que peut celui qui philosophe ».

CHRISTOPHE BACONIN

LA PASSION SUSPENDUE. – Marguerite Duras, entretiens avec Leopoldina Pallotta della Torre

Seuil, 2013, 126 pages, 17 euros.

Ces entretiens, inédits en France, sont menés de 1987 à 1989 par une journaliste de *La Stampa* auprès de Marguerite Duras après le succès mondial de *L'Amant*. En réponse à des questions intelligentes, qui associent l'œuvre et le personnage, les convictions et les émotions, la parole de Duras apparaît plus que jamais singulière dans son fameux vibrato elliptique, qui n'empêche pas une manière directe et sincère : « J'écris pour me délester, m'ôter de l'importance. »

Les thèmes majeurs sont développés avec intensité : le désir et le manque (*Le Ravissement de Lol V. Stein, La Maladie de la mort*), la désillusion de la colonisation, la pathologie du lien familial, la mère comme paradigme de la folie (*Un barrage contre le Pacifique*), la distance avec l'idéologie marxiste et les antipathies (Philippe Sollers, Simone de Beauvoir, Jean-Paul Sartre). Très précises, les notes achèvent de rendre l'ouvrage précieux pour les amoureux de l'œuvre et de la romancière.

VÉRONIQUE PITTOLO

LIRE LES SANS-PAPIERS. Littérature jeunesse et engagement. – Claire Hugon

Editions CNT-RP, coll. « N'autre école », Paris, 2012, 190 pages, 10 euros.

L'ouvrage s'attache à décrypter les discours véhiculés par les livres jeunesse sur la situation des immigrés clandestins et de leurs enfants. Parmi la centaine d'écrits abordant cette question (et qui sont recensés en fin d'ouvrage, accompagnés d'une courte présentation), Claire Hugon en a retenu huit, qui cristallisent les positionnements des auteurs mais aussi de leurs éditeurs. Albums, documentaires ou fictions, ces textes, quand ils s'efforcent de dépasser le simple constat, se heurtent rapidement à la dimension politique de leur sujet. Entre l'écueil du discours militant et l'appel aux bons sentiments, la marge reste étroite. C'est en étudiant les stratégies déployées que l'auteur élargit finalement son propos en interrogeant la possibilité d'une littérature jeunesse « engagée ».

A la minutie du travail de recension de l'activité éditoriale de ces quinze dernières années, très éclairant, s'ajoute donc une réflexion pertinente sur le potentiel subversif de cette littérature.

GRÉGORY CHAMBAT

SOCIÉTÉ

FEMMES DES QUARTIERS POPULAIRES EN RÉSISTANCE CONTRE LES DISCRIMINATIONS. – Collectif (avec Saïd Bouamama)

Le Temps des Cerises, coll. « Le cœur à l'ouvrage », Paris, 2013, 200 pages, 15 euros.

Asocialité, violence gratuite, zones de non-droit, laxisme parental, creusets de délinquance, « déserts politiques », repli identitaire... Les clichés associés aux quartiers populaires sont légion, et « prennent une ampleur encore plus importante pour ceux qui sont issus de l'immigration postcoloniale », souligne Saïd Bouamama. Pendant deux ans, ce sociologue et un groupe de femmes du Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis) ont mené un travail de réflexion sur le quotidien des habitants des cités, et notamment celui des femmes.

Elles témoignent de leur combat au jour le jour au sein de leur famille ou de la collectivité, des nombreuses responsabilités qu'elles doivent assumer, mais également de leur engagement civique et associatif. Loin de les nier, elles montrent que les difficultés rencontrées « sont des conséquences de la misère et non des causes de celle-ci », et formulent des propositions pour lutter contre l'« inégalité structurelle et massive » que subissent les quartiers.

OLIVIER PIRONET

POLITIQUE

Mafias, mafieux, malfrats, etc.

EN Sicile, la Mafia n'existe pas. Originaire de la Campanie et de la ville de Naples, l'organisation s'y nomme Cosa Nostra ; en Calabre, on l'appelle la Ndrangheta ; dans les Pouilles, la Sacra Corona Unita. « Une sorte de spécialité nationale italienne, s'amuse Fabrice Rizzoli, au même titre que les gondoles vénitienes, la pizza et les gelati (1). » Quoi qu'il en soit du nom, il s'agit de malfrats, souvent utiles à certains... Au début de la guerre froide, les services alliés, présents sur place depuis 1943, surent s'entendre avec l'organisation criminelle, qui, pour le plus grand profit de la bourgeoisie, procéda à l'élimination minutieuse des militants syndicaux.

Structurée autour de la figure du *capo*, la « famille » assure la cohésion du groupe, protège ses membres et entretient des relations clientélistes avec ceux de l'« extérieur ». A partir de 1948, note ainsi Jacques de Saint Victor, auteur d'une étude particulièrement fouillée (2), elle fait jouer les liens noués avec la Démocratie chrétienne (DC). Jusque dans les années 1980, « dans les zones populaires de Palerme, il suffisait que le boss, la veille du vote, boive un verre à une terrasse de café avec le candidat de la Mafia pour que le message soit aussitôt compris par les électeurs [consentants ou terrorisés] ». Le rapprochement avec les « élites » n'a peut-être jamais été aussi poussé qu'en Calabre : la Mafia s'y étant assuré le contrôle d'une bonne partie du tissu industriel local, on estime actuellement son chiffre d'affaires à 40 milliards d'euros par an, au bas mot.

C'est que, « remplaçant la DC [de Giulio Andreotti et les socialistes de Bettino Craxi], complètent Michel Koutouzis et Pascale Perez (3), *Cosa Nostra, la Ndrangheta ou la Camorra se sont trouvés de nouveaux alliés politiques au sein du pouvoir berlusconien, qui a fait de la lutte contre les magistrats un de ses chevaux de bataille* ». La Mafia sait se renouveler : depuis le début des années 1980, les Siciliens sont devenus en Europe les principaux importateurs de cocaïne, en connexion avec les « narcos » et les paramilitaires colombiens...

Les Chinois ont leurs triades, les Japonais leurs yakuzas. La fin de l'empire soviétique et la brutalité du processus de transition vers le marché ont donné naissance en Russie à une nébuleuse d'oligarques qui, pour consolider leurs avoirs, ont fait appel au crime organisé. Mais, pendant la guerre du Kosovo, rappelle Saint Victor, et pour des raisons

politiques, c'est le haut commandement de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) qui a permis aux clans albanophones de mettre la main sur d'énormes réserves d'armes et de passer maîtres dans le trafic de stupéfiants. Dans le même registre, il est clair que « s'il y avait un tant soit peu une "culture du résultat", il y a bien longtemps qu'on aurait dû sanctionner une intervention militaire responsable de l'explosion des cultures qui font aujourd'hui de l'Afghanistan le premier producteur mondial d'opium (4) ».

Incongruités et surprises... La Camorra et la Ndrangheta déchargent des tonnes de déchets toxiques sur les côtes somaliennes, soudanaises et érythréennes, sous l'œil d'un nombre incalculable de bâtiments de guerre occidentaux qui luttent contre la piraterie – lesquels « pirates » ne peuvent plus vivre de la pêche, accaparée par les grands chalutiers internationaux (5).

Les associations criminelles contrôlent aussi l'immigration clandestine, le travail au noir, la mendicité, les vols, la prostitution – et on en oublie. C'est beaucoup d'argent (6). Or il se trouve que, pour favoriser l'anonymat des opérations d'une clientèle de plus en plus riche et de plus en plus avide de discrétion, les professionnels de la finance ont fait preuve d'une grande inventivité. Dès lors, tous nos auteurs s'accordent : « La mondialisation des circuits financiers et leur dérégulation ont accéléré la circulation des capitaux illicites ; l'apparition de nouveaux produits financiers opaques a facilité les opérations de blanchiment (7). » Et si on reparlait des paradis fiscaux ?

MAURICE LEMOINE.

(1) Fabrice Rizzoli, *Petit dictionnaire énervé de la Mafia*, L'Opportun, Paris, 2013, 221 pages, 12,90 euros.

(2) Jacques de Saint Victor, *Un pouvoir invisible. Les mafias et la société démocratique (XIX^e-XXI^e siècle)*, Gallimard, Paris, 2012, 410 pages, 23,50 euros.

(3) Michel Koutouzis et Pascale Perez, *Crimes, trafics et réseaux. Géopolitique de l'économie parallèle*, Ellipses, Paris, 2012, 314 pages, 19,30 euros.

(4) *Ibid.*

(5) Lire Jean-Sébastien Mora, « Ravages de la pêche industrielle en Afrique », *Le Monde diplomatique*, novembre 2012.

(6) Lire « A qui le crime profite », *Manière de voir*, n° 130, août-septembre 2013, en kiosques le 15 juillet.

(7) *Problèmes économiques*, n° 3064, La Documentation française, Paris, mars 2013.

CARAÏBES

Haïti sans les Haïtiens

LE tremblement de terre de 2010 a pris toute sa place dans la littérature. De Dany Laferrière à Lionel Trouillot en passant par Gary Victor, *goudougoudou* est devenu un personnage essentiel. Aujourd'hui, trois ans après les livraisons post-séisme, les essais ont un point commun : ils appréhendent la secousse, si terrible fut-elle, comme une vicissitude de plus dans l'histoire haïtienne. Le peuple, proche ou non de l'épicentre, souffre, mais pâtit encore davantage d'une histoire atypique qui donne le vertige, d'une économie sans projet autre que de perpétuer l'informel, d'un tissu social qui produit depuis deux siècles les inégalités les plus brutales des Amériques et les élites les plus répugnantes. Les médias nous montrent la fange des bidonvilles. Pourquoi si rarement l'insolence des châteaux d'altitude ?

Vous connaissez Haïti ? Avec *Le Vertige haïtien* (1), vous apprendrez beaucoup sur ce « pays en crise permanente » depuis 1804. La naissance de l'Etat se confond et perdure avec la pression et la répression contre les masses paysannes, puis urbaines. Tous les leviers de commande sont accaparés par les classes sociales supérieures, qui, jusqu'à aujourd'hui, placent le pays dans l'élite... des nations corrompues. L'ère Duvalier fut paroxystique, avec sa milice, les « tontons macoutes », qui a fait de la peur et de la violence les seules issues des conflits. Elle a entraîné des conséquences sociales désastreuses. Le produit national brut par habitant a chuté de 30 % depuis trente ans, la ration calorique est amputée de 10 % ; les terres irriguées sont plus rares, la couverture forestière a diminué de 90 %, l'agriculture produit moins avec davantage de paysans, et la croissance démographique est insoutenable.

Le « pays en dehors », paysans et bidonvillois, a toujours été exclu de toute existence politique – sauf en 1991 lors des neuf mois de présidence de M. Jean-Bertrand Aristide, qui fut chassé par un coup d'Etat meurtrier – et marginalisé : autant de *mou sa yo*, des lépreux sociaux. Et pourtant, l'aide internationale a décuplé depuis 1980. Mais à qui, à quoi va cette aide, qui ne refonde rien, ne s'évalue jamais, en une intervention permanente qui confond élections et Etat de droit (2) ?

Ceux qui connaissent moins Haïti pourront se fier à Stéphanie Barzasi et Olivier Vilain (3), qui ont découvert le pays avec le séisme et proposent une synthèse de ses maux et de ses espoirs. L'étranglement de la paysannerie, la moitié de la population, y tient une grande place.

Exclue par les élites mercenaires, victime de la suppression des droits de douane, écrasée par les produits subventionnés des Etats-Unis, elle résiste, grâce aux syndicats et aux coopératives, tout comme y parvient, parfois, le mouvement social, défenseur de l'indépendance alimentaire. Mais comment affronter la déferlante humanitaire, l'incapacité de l'Etat à la coordonner, puis son reflux trois ans après ? Cette partie de yoyo, les sinistrés d'hier et des temps qui ont précédé sont invités à la regarder sans piper mot. Sans eux, pourtant, il n'y aura pas d'avenir.

Qu'est donc cet Etat haïtien ? Faible ? Marron ? Prévaricateur ? Fantôme ? Qui sous-traite le social aux organisations non gouvernementales (ONG), aux agences onusiennes et à des centaines d'Eglises, l'économique à la Banque mondiale et la sécurité à la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah) ? 2013, an IX de la stabilisation ! Le pamphlet de Roland Paret (4), documenté, drôle et pétri de culture, répond à ces questions, et vaut pour tous les Etats en très mauvais état.

Dans le roman de Yanick Lahens (5), deux Haïtiens se côtoient autour d'un projet. L'un, sociologue, voudrait encore croire que les populations ont leur mot à dire, mais se demande si cette exigence n'est pas passée de mode. A l'insoutenable, il s'habitue. Que faire ? Rester, émigrer ? L'autre, architecte, venue d'ailleurs, sait, elle, ce qui est bon pour la population. ONGiste résolution professionnelle, elle ne doute pas. La société haïtienne qui les entoure non plus. Corruption, préjugés de couleur, népotisme, droits proportionnels au statut social : il faudra plus qu'un *goudougoudou* pour que les habitudes changent.

La construction d'Haïti est presque oubliée. A moins qu'elle ne soit simplement le dernier mythe en vogue.

CHRISTOPHE WARGNY.

(1) Rose Nesmy Saint-Louis, *Le Vertige haïtien. Réflexions sur un pays en crise permanente*, L'Harmattan, Paris, 2010, 335 pages, 32 euros.

(2) Lire Céline Raffalli, « Haïti dépecé par ses bienfaiteurs », *Le Monde diplomatique*, mai 2013.

(3) Stéphanie Barzasi et Olivier Vilain, *Haïti : de la perte au caillou*, Gollas, Villeurbanne, 2013, 199 pages, 12 euros.

(4) Roland Paret, « Z ». *L'Etat haïtien existe, je l'ai même rencontré...*, Cihdica, Montréal, 2012, 120 pages, 12 euros.

(5) Yanick Lahens, *Guillaume et Nathalie*, Sabine Wespieser, Paris, 2013, 172 pages, 18 euros.

DANS LES REVUES

□ **THE AMERICAN INTEREST.** La nouvelle stratégie des Etats-Unis consistant à « diriger de l'arrière » ; les leçons de la guerre d'Irak, le déclin de la Syrie, le crépuscule du sécularisme en Turquie. (Vol. VIII, n° 5, mai-juin, bimestriel, 9,95 dollars. – PO Box 15115 North Hollywood, Los Angeles, CA 91615, Etats-Unis.)

□ **THE ATLANTIC.** Un article – qui ne sera peut-être pas traduit au Chili ou au Vietnam... – célèbre le « génie de Henry Kissinger ». Y aura-t-il jamais pénurie de pétrole ? Pourquoi les deux grands partis américains encouragent les candidatures féminines. (Mai, mensuel, 4,95 dollars. – 600 New Hampshire Avenue, NW, Washington, DC 20037, Etats-Unis.)

□ **COUNTERPUNCH.** Hollywood au service du complexe militaro-industriel ; la transformation des conditions sociales des joueurs de base-ball ; la violation des droits humains dans les prisons américaines. (Vol. 20, n° 5, mai, mensuel, 55 dollars par an. – PO Box 228, Petrolia, CA 9558, Etats-Unis.)

□ **NEW LEFT REVIEW.** La distribution des prix Nobel de littérature comme miroir des transformations géopolitiques. Pourquoi les révoltes arabes ont-elles calé en chemin ? Un entretien avec le philosophe roumain G. M. Tamás. (N° 80, mars-avril, bimestriel, 10 euros. – 6 Meard Street, Londres, W1F 0EG, Royaume-Uni.)

□ **CRITIQUE.** Qui était Edward W. Said ? Cette livraison est consacrée à l'auteur de *L'Orientalisme* et expose l'immense champ qu'il a couvert, de la musique à la question de l'exil en passant par la Palestine ou la vision de l'Islam dans les médias. (Juin-juillet, bimestriel, 12 euros. – 7, rue Bernard-Palissy, 75006 Paris.)

□ **EUROPE.** Un numéro consacré au poète grec d'Alexandrie Constantin Cavafy nous replonge dans l'histoire de ce port ouvert sur la Méditerranée et le monde durant la première moitié du XX^e siècle. (N° 1010-1011, juin-juillet, mensuel, 20 euros. – 4, rue Marie-Rose, 75014 Paris.)

□ **NAQD.** Quel bilan tirer des indépendances ? Ont-elles été des luttes pour rien, comme certains veulent le faire croire ? Un tableau nuancé des luttes passées et des espoirs à venir. (N° 30, hiver 2012-2013, semestriel, 500 dinars algériens. – BP 63 bis, Ben Aknoun 16033, Algérie.)

□ **CONFLUENCES.** « Villes arabes : conflits et protestations », à l'heure des bouleversements qui affectent aussi bien la Libye que la Syrie, l'Egypte que le Maroc. (N° 85, printemps, trimestriel, 18,50 euros. – 50, rue Descartes, 75005 Paris.)

□ **GLOBAL ASIA.** En un an, les dirigeants de la Chine, des deux Corées et du Japon ont changé. Ces mouvements représentent-ils de nouvelles possibilités ou des dangers supplémentaires ? (Vol. 8, n° 1, printemps, trimestriel, 15 000 wons. – East Asia Foundation, 4th Fl, 59 Singyo-dong, Jongno-gu, Séoul, Corée 110-032.)

□ **SURVIVAL.** La République populaire démocratique de Corée vue par Mark Fitzpatrick, qui invite à renforcer les sanctions, et par David C. Gompert, qui voit déjà l'effondrement du pays. (Vol. 55, n° 3, juin-juillet, bimestriel, abonnement un an : 150 euros. – IISS - Routledge, Washington, Etats-Unis.)

□ **CHINA ECONOMIC REVIEW.** « Question à 1 000 milliards de yuans » : quelles réformes possibles en Chine ? Comment les réalisateurs chinois peuvent gagner en audience auprès de spectateurs fatigués des grosses machines américaines... (Vol. 24, n° 6, juin, mensuel, abonnement : 100 dollars. – 1804, 18/F, New Victory House, 93-103 Wing Lok Street, Sheung Wan, Hongkong, Chine.)

□ **FUTURIBLES.** Les paradoxes de la Corée du Sud, loin des sentiers battus. Un article sur la réforme de la Sécurité sociale prône, en revanche, des solutions mille fois entendues. (N° 394, mai, mensuel, 22 euros. – 47, rue de Babylone, 75007 Paris.)

□ **DISSENT.** Dans le dossier sur la Chine : une enquête sur les conditions de travail dans les usines Foxconn, premier fournisseur mondial d'électronique ; le rapport entre les jeunes et la politique ; la confrontation des nationalismes. (Printemps, trimestriel, 10 dollars. – Riverside Drive, suite 2008, New York, NY 10025, Etats-Unis.)

□ **LE NOUVEAU BASTILLE, RÉPUBLIQUE, NATIONS.** Londres et Paris ouvriront-ils la voie à une « somalisation » de la région à partir de Damas ? (N° 28, mai, mensuel, 6,60 euros. – 8, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris.)

□ **AFRIQUE CONTEMPORAINE.** Pourquoi le « printemps arabe » n'a-t-il pas porté ses fruits au sud du Sahara ? Plusieurs hypothèses, les unes liées aux dynamiques des sociétés locales, d'autres aux ressorts propres de la démocratisation sur le continent noir. (N° 245, mars, trimestriel, 18 euros. – AFD, 5, rue Roland-Barthes, 75598 Paris Cedex 12.)

□ **GÉOPOLITIQUE AFRICAINE.** Un plaidoyer pour le panafricanisme comme réducteur de tensions politiques ; une analyse sur la dynamique des conflits en Afrique et les perspectives pour les combattre. (N° 46, janvier-mars, trimestriel, 14 euros. – 26, rue Vaneau, 75007 Paris.)

□ **NUOVA SOCIEDAD.** Dossier consacré aux intellectuels en Amérique latine, une région qui se construirait davantage « par la politique que par le monde des idées ». (N° 245, mai-juin, bimestriel, sur abonnement. – Defensa 111, 1° A, C1065AAU Buenos Aires, Argentine.)

LITTÉRATURE

Carlos Fuentes, la subversion baroque

Un an après sa disparition, en mai 2012, sans doute le moment est-il venu de prendre toute la mesure du grand écrivain mexicain, au-delà de l'image un peu trop policée qui a souvent été donnée de lui.

PAR GUY SCARPETTA *

LA cause est entendue : ce qui qualifie les grands romans, c'est de produire des effets de vérité qui échappent à tous les autres systèmes de représentation ou d'interprétation ; de révéler une part de l'expérience humaine à laquelle seul l'art du roman permet d'accéder.

C'était là la grande thèse d'Hermann Broch, développée aujourd'hui par Milan Kundera, et que Carlos Fuentes, de son côté, n'a cessé de reprendre et d'amplifier.

Et de fait, si l'on veut comprendre, par exemple, quelque chose au Mexique (à ses paradoxes, à ses ambiguïtés, à sa violence fondatrice enfouie et toujours présente, à sa mémoire plurielle et enchevêtrée), il vaut mieux lire, plutôt que des discours historiques, philosophiques, politiques ou sociologiques, des romans comme *La Plus Limpide Région*, *La Mort d'Artemio Cruz*, *Christophe et son œuf* ou *La Frontière de verre*...

Lorsque Fuentes a commencé à écrire, les jeunes écrivains d'Amérique latine étaient pour ainsi dire sommés de choisir leur camp : on devait prendre parti pour le réalisme ou pour l'imaginaire, le fantastique ; pour l'ancrage dans la réalité nationale ou pour l'ouverture cosmopolite ; pour la littérature engagée ou pour de pures recherches formelles. Ils furent quelques-uns, autour de lui (le Colombien Gabriel García Márquez, l'Argentin Julio Cortázar, le Péruvien Mario Vargas Llosa, le Cubain José Lezama Lima), à choisir de ne pas choisir, à entreprendre de surmonter ces antinomies figées, et à réconcilier ce que la doxa s'obstinait à opposer. On a nommé cela le boom du roman latino-américain – en réalité, le plus prodigieux renouvellement de l'art du roman, probablement, qui ait surgi dans la seconde moitié du XX^e siècle.

De ce mouvement, Fuentes fut en quelque sorte le fédérateur, et pour une large part le théoricien. Il ne s'agissait pas d'une école, pourtant : chacun de ces romanciers, au-delà de ce qui les rassemblait, reste irrédigiblement singulier.

Ce qui distingue Fuentes, quant à lui, c'est qu'il est sans doute le plus balzacien de tous. Non parce qu'il se soumettrait à un code de représentation convenu, hérité du siècle précédent (ce code, il aurait plutôt tendance à le faire voler en éclats), mais au sens où il a sans cesse maintenu l'ambition, au cœur même de l'imagination la plus débridée, de dresser l'implacable portrait d'une société.

Quelques chefs-d'œuvre à élire, au milieu d'une production surabondante ? *La Plus Limpide Région* ou *La Mort d'Artemio Cruz*, ces deux romans magistraux capables d'embrasser, à travers la pluralité des voix ou des visions, toute la genèse contradictoire et violente du Mexique contemporain. Ou encore *Christophe et son œuf*, cette paroxystique antiutopie où ce même Mexique est projeté dans une apocalypse carnavalesque, un « *tourbillon d'hilarité et d'horreur* » (pour reprendre la formule de Stéphane Mallarmé) susceptible d'en faire surgir la face sombre bien mieux que tous les récits réalistes.

Le sommet de l'œuvre ? Très certainement *Terra Nostra*, ce livre monstre d'un millier de pages où un Mexicain du XX^e siècle rêve l'Espagne d'autrefois comme l'Espagne avait rêvé le Nouveau Monde ; et où l'Espagne, du coup, en 1975, sur le point de se réveiller de son cauchemar franquiste, reçoit en plein visage le

roman de sa vérité, c'est-à-dire tout à la fois de son mythe d'origine et de la dislocation de celui-ci.

Nous sommes ici dans plusieurs lieux et plusieurs époques à la fois, les personnages se métamorphosent ou se réincarnent, l'histoire est délirée, transfigurée ; les figures historiques attestées se mêlent à celles du roman ou du mythe (la Célestine, Don Juan), les enchantements et les maléfices prolifèrent ; le fanatisme souci d'orthodoxie du personnage central, le Monarque, sa hantise de la pureté, l'entraînent vers une sorte de religion de la mort, tandis qu'autour de lui tourbillonnent les hérésies, les rêves d'émancipation propres aux Temps modernes, et que la découverte du Nouveau Monde génère une véritable commotion, un étrange télescope de temporalités. Le croisement qui en résulte ressuscite mystérieusement la pluralité refoulée et déniée du monde hispanique lui-même (sa triple source musulmane, juive et chrétienne). Au total, un roman étourdissant, baroque, subversif, propre à susciter, par ses débordements mêmes, des effets de lucidité en profondeur qu'aucun historien n'atteindra jamais (1).

Ajoutons à cela des essais capitaux : *Le Miroir enterré*, somme sans précédent consacrée à la civilisation latino-américaine, explorée dans toutes ses dimensions ; *Le Sourire d'Erasmus* et *Géographie du roman*, où Fuentes, à travers une méditation critique sur quelques grands romanciers contemporains, nous livre en filigrane son propre art du roman. Fuentes note que le monde indien (celui de Moctezuma, « *l'homme à la grande voix* ») et le monde hispanique (celui, catholique, des conquistadors) partageaient au fond la même rigidité dogmatique, entretenaient la même tyrannie d'une vérité unique. A quoi il oppose l'univers créé par le roman, où les points de vue se confrontent, se contredisent, et susceptible par là même de faire surgir le non-dit ou le refoulé des vérités officielles : un univers où « aucune voix, aucune personne ne détient le monopole de la vérité » ; « le roman, non seulement comme lieu de rencontre de personnages, mais lieu de rencontre de langages, de temps historiques différents et de civilisations qui n'auraient sans cela aucune chance d'entrer en relation ».

La conquête hispanique du Nouveau Monde fut sanglante, destructrice ? Oui, mais il en est né une civilisation métissée, vivante, riche de sa diversité. Les sociétés précolombiennes ont été anéanties ? Oui, mais l'imaginaire indien est passé dans la langue des vainqueurs, à l'instar de ces églises mexicaines où le paradis des indigènes se propulse dans l'iconographie catholique imposée.

Les foisonnants romans de Fuentes, au fond, n'ont cessé d'incarner cela.

IL suffisait de fréquenter Fuentes un certain temps pour en venir parfois à percevoir, au-delà de l'image officielle qu'il pouvait donner de lui (celle d'un écrivain maîtrisé, poli, « diplomate », lucide, hypercultivé, cosmopolite, à la mécanique intellectuelle éblouissante), le surgissement fugitif, presque à son insu, de quelque chose de beaucoup plus énigmatique, sombre, sauvage, irrationnel.

Il n'était pas interdit de penser que c'était précisément son imaginaire indien qui transparaissait ainsi, dans ces quelques instants d'abandon.

Les intellectuels les plus radicaux, en Amérique latine, ont parfois pu lui reprocher ses positions un peu



ANTONIO SAURA. – « India », 1983

trop sagement sociales-démocrates, son admiration appuyée pour des dirigeants comme Felipe González, François Mitterrand, William Clinton, sans parler de l'antipathie qu'il lui est arrivé plus récemment d'afficher envers Hugo Chávez... Ces reproches peuvent être justifiés ; reste qu'il serait absurde de le réduire à cela. Qui aurait l'idée de réduire Gustave Flaubert à son allergie envers le suffrage universel ? ou Victor Hugo à son incompréhension de la Commune de Paris ? Notons que Fuentes, pour autant, n'a jamais cessé de dénoncer l'impérialisme des Etats-Unis, la domination imposée à l'Amérique latine. Il ne fut pas de ceux, nombreux, qui ont glissé de la légitime critique antitotalitaire à l'acceptation de l'ordre mondial établi ; ce fut même le sens profond de sa rupture avec Vargas Llosa (2), ou de sa légendaire querelle avec Octavio Paz.

MAIS l'essentiel de l'apport politique de Fuentes est bien évidemment ailleurs : dans ses romans eux-mêmes. Non parce qu'ils se soumettraient à une thèse, mais parce que la vision qu'ils donnent de la société permet d'éclairer des expériences humaines méconnues, ignorées par les conceptions étroitement politiques du monde ; ce qui supposait, chez lui, un regard critique sans concession sur les injustices, les abus de pouvoir, les inégalités, une constante attention portée aux exclus et aux parias de sa nation, à commencer par les populations indigènes.

« La littérature, écrivait-il, est nécessaire au politique quand elle donne voix à ce qui en manque. » L'une des grandes fonctions du roman ? « Donner la parole aux muets et un nom aux anonymes. » La plupart des Mexicains, observait-il, enfants des Espagnols et des Indiens, s'identifient spontanément, dans leur mythologie, à ces derniers ; ce qui ne les empêche pas d'être passablement indifférents au sort des Indiens réels qui vivent parmi eux... L'un des documents politiques les plus passionnants de ce temps pourrait bien être, au demeurant, sa conversation épistolaire, à ce sujet, avec le sous-commandant Marcos (3). Pour le reste, encore une fois, il suffit de lire ses romans : on ne voit guère d'autre écrivain, au XX^e siècle, à avoir été si proche de son peuple.

Le plus important, peut-être : il faut voir en Fuentes un vrai militant du roman. Comme si le roman, pour lui, était aussi une cause à défendre. Un art dont la vision est si hétérodoxe, dans notre monde soumis à la dictature jumelée du spectacle et du marché, qu'il mérite qu'on se batte pour lui. D'où l'étonnant réseau de solidarités que Fuentes a su tisser autour de lui, ses connexions avec la plupart des vrais romanciers d'aujourd'hui, dans tous les pays. Quelque chose comme une connivence à distance, ignorant les frontières, l'Internationale secrète de tous ceux qui savent que le roman est beaucoup plus qu'un genre littéraire parmi d'autres : plutôt une indispensable instance de résistance aux visions du monde dominantes. Et c'est là, sans doute, que Fuentes a pu déployer une qualité peu répandue, en général, dans les milieux littéraires convenus : celle d'un être exceptionnellement fraternel.

(1) En français, la quasi-totalité des livres de Carlos Fuentes est publiée aux éditions Gallimard, y compris un ultime roman, *La Volonté et la Fortune*, paru en juin 2013.

(2) Lire Ignacio Ramonet, « Les deux Mario Vargas Llosa », *Le Monde diplomatique*, novembre 2010.

(3) Reprise dans le recueil *Un temps nouveau pour le Mexique*, Gallimard, coll. « Hors série. Littérature », Paris, 1998.



DANS LES REVUES

❑ **LONG COURS.** Medellín, Detroit, Le Cap : comment s'en sortent des villes violentes ? Egalement au sommaire, une enquête étouffée sur la cyberguerre : du fantasme à la réalité. (N° 4, été, trimestriel, 15 euros. – 29, rue de Châteaudun, 75009 Paris.)

❑ **REVUE INTERNATIONALE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE.** Dans les pays du Sud, de nombreuses coopératives agricoles fonctionnent depuis longtemps. Au Nicaragua, une fédération les coordonne et les soutient. Quelles leçons les pays du Nord peuvent-ils tirer de ces pratiques ? (N° 328, avril, trimestriel, 25 euros. – 24, rue du Rocher, 75008 Paris.)

❑ **ALTERNATIVES SUD.** Des points de vue latino-américains, africains, asiatiques, sur l'extraction des ressources minières. « *Miroir et levier de la mondialisation en cours* ». (Vol. 20, n° 1, trimestriel, 13 euros. – Cetri, avenue Sainte-Geotrude, 5, B-1348 Louvain-la-Neuve, Belgique.)

❑ **CHRONIQUE INTERNATIONALE DE L'IRE.** Le chantage patronal en Espagne pour accroître le temps de travail tout en baissant les salaires ; les effets de la crise en Bulgarie. (N° 140, avril, bimestriel, 13 euros. – 16, boulevard du Mont-d'Est, 93192 Noisy-le-Grand.)

❑ **ESPRIT.** Un dossier sur la « mondialisation par la mer » souligne le rôle déterminant joué par la conteneurisation des échanges dans la généralisation du modèle de production industriel par flux tendu, et présente trois focales portuaires : Marseille, Le Havre, Tanger. (N° 395, juin, mensuel, 20 euros. – 212, rue Saint-Martin, 75003 Paris.)

❑ **REGARDS SOCIOLOGIQUES.** Dossier « Faire et défaire la mondialisation » : la neutralité en trompe-l'œil des banquiers centraux, les clubs élitaires de Bruxelles, les dalit indiens pris en main par les organisations non gouvernementales. (N° 43-44, 2012, semestriel, 24 euros. – 4, rue Drulingen, 67000 Strasbourg.)

❑ **LA DÉCROISSANCE.** Une analyse critique de la planification écologique défendue par le Front de gauche. Le philosophe Jean-Claude Michéa répond à un contradicteur. Débat : comment faire rentrer la décroissance à l'école ? (N° 100, juin, mensuel, 2,50 euros. – 52, rue Crillon, 69411 Lyon Cedex 06.)

❑ **L'ÉMANCIPATION SYNDICALE ET PÉDAGOGIQUE.** Du 7 au 17 juillet, Avignon accueille la semaine de l'émancipation. Comment résoudre les problèmes rencontrés par les Roms et les villes qui les accueillent ? Comment démocratiser l'école ? (N° 10, juin, dix numéros par an, 4 euros. – Le Stang, 29710 Plogastel-Saint-Germain.)

❑ **CONTRETEMPS.** Le dossier consacré à l'école s'orchestre autour d'un paradoxe : « *Jamais sans doute l'institution scolaire n'a autant contribué à la reproduction de l'ordre social (...), et jamais pourtant les forces de transformation sociale, qui prétendent œuvrer à l'émancipation, ne semblent avoir aussi peu pris au sérieux la question scolaire.* » (N° 17, 1^{er} trimestre, 12 euros. – Syllepse, Paris.)

❑ **AU FAIT.** La première livraison de cet énième livre-magazine comporte une enquête fouillée sur la dynastie industrielle Wendel, ainsi qu'un entretien désabusé avec Helmut Schmidt sur l'Europe. (N° 1, mai, mensuel, 7,90 euros. – 28, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris)

❑ **MÉDIUM.** Ce que l'informatique change dans plusieurs professions (militaire, médicale, musicale, littéraire...), et ce qui demeure en ne changeant que de forme ou de support. (N° 35, avril, trimestriel, 16 euros. – 10, rue de l'Odéon, 75006 Paris.)

❑ **RADICAL.** Consacrée au thème de la violence, cette première livraison évoque les prisons mexicaines, donne la parole au philosophe Domenico Losurdo sur les dilemmes moraux du mouvement non violent, et revient sur l'œuvre d'Eric Hobsbawm. (N° 1, semestriel, 14 euros. – Avenue Paul Dejaer, 29, 1060 Bruxelles, Belgique.)

❑ **LE DÉBAT.** La totalité du numéro est consacrée à l'histoire : définition des programmes, recherche et pédagogie, témoignages d'enseignants (et de leurs élèves), situation en Allemagne, en Italie, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. (N° 175, mai-août, bimestriel, 18,50 euros. – Gallimard, Paris.)

❑ **REVUE DES DEUX MONDES.** Gabriel de Broglie retrace l'itinéraire politique de la revue depuis sa création en 1829. Un dossier « Proust vu d'Amérique » inclut un entretien avec Daniel Mendelsohn et un chapitre inédit (en anglais) de *The Marx Bros. Scrapbook*. (Juin, mensuel, 13 euros. – 97, rue de Lille, 75007 Paris.)

❑ **TÊTE-À-TÊTE.** Cette revue d'art et d'esthétique propose une série d'entretiens sur l'humanisme, bonne conscience, combat ou émotion, avec Benoît Delépine et Gustave Kervern, François Emmanuel, Yvon Nouzille... (N° 5, trimestriel, 15 euros. – Le Bord de l'eau Éditions, 118, rue des Gravières, 33310 Lormont.)

❑ **MOUVEMENT.** Un ensemble interrogeant la déclinaison du thème de la « surveillance » dans plusieurs œuvres. Une réflexion sur le sens de l'éducation artistique et culturelle telle que l'envisagent les ministères concernés. (N° 69, mai-juin, bimestriel, 8,50 euros. – 6, rue Desargues, 75011 Paris.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : www.monde-diplomatique.fr/revues

* Ecrivain. Dernier ouvrage paru : *Erró, la guerre des images*, Le Cercle d'art, Paris, 2010.

La face cachée de la fraude sociale

PAR PHILIPPE WARIN *

« **L**a fraude sociale : ce sport national qui plombe notre économie » ; « Fisc, Sécu, chômage : ce que les fraudeurs nous coûtent » ; « Fraudeurs de la Sécu. Ceux qui ruinent la France » ; « La grande triche. Enquête sur les 15 milliards volés à la protection sociale » ; « La France des assistés. Ces "allos" qui découragent le travail » (1)... La meilleure façon de saper la légitimité de la protection sociale, c'est de laisser entendre qu'elle ressemble à une passoire. Les tricheurs se glissent aisément entre les mailles d'un filet trop lâche, et leur parasitisme finirait par transformer la solidarité nationale en une menace pour le pays. Le 8 mai 2011, au micro d'Europe 1, l'ancien ministre des affaires européennes Laurent Wauquiez n'hésitait pas à comparer l'« assistanat » au « cancer de la société française ». Conclusion (implacable !) : protéger la France impliquerait d'éradiquer la fraude ; et éradiquer la fraude, d'élargir les droits sociaux.

Nul ne suggère que les filous bénéficiant de prestations indues n'existent pas. Mais, de l'avis même du Conseil d'Etat, « la fraude des pauvres est une pauvre fraude (2) ». Si les estimations peuvent être contestées, elles donnent un ordre de grandeur. Enregistré le 29 juin 2011, le rapport Tian, du nom du député de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) Dominique Tian, rapporteur de la mission d'évaluation des comptes de la Sécurité sociale (3), évoque 4 milliards d'euros de fraude aux prestations, contre 16 milliards d'euros aux prélèvements et 25 milliards d'euros d'impôts non perçus par le Trésor – ces deux formes de trauanderie étant l'apanage des entreprises et des contribuables fortunés.

Le tapage autour des « abus » présente un second intérêt, moins souvent pointé du doigt, pour les partisans de l'austérité : en faisant peser le soupçon sur les bénéficiaires légitimes, on parvient à dissuader un grand nombre de faire valoir leurs droits. Face à l'armée des « parasites » s'en dresse ainsi une autre, plus massive encore : celle des personnes qui n'accèdent pas aux prestations auxquelles elles ont droit. 5,7 milliards d'euros de revenu de solidarité active (RSA), 700 millions d'euros de couverture-maladie universelle complémentaire (CMU-C), 378 millions d'euros d'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé, etc., ne sont pas versés à ceux qui

* Directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Cofondateur de l'Observatoire des non-recours aux droits et services (Odenore), qui a signé collectivement l'ouvrage *L'Envers de la « fraude sociale ». Le scandale du non-recours aux droits sociaux*, La Découverte, Paris, 2012.

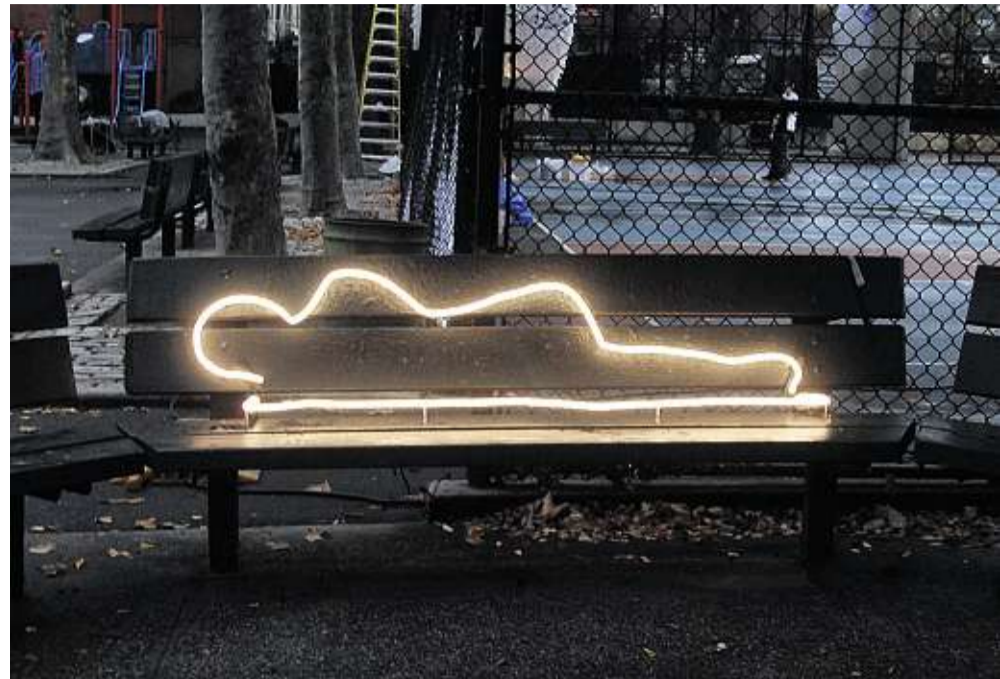
devraient les toucher. Et l'addition est loin d'être complète...

Un scandale d'autant plus grand que ceux qui renoncent à leurs droits les financent néanmoins. Un exemple : dix millions de ménages démunis n'ont pas bénéficié des tarifs sociaux de l'énergie entre la date de leur mise en œuvre – 2005 pour l'électricité, 2008 pour le gaz – et la fin 2011, ce qui représente 767 millions d'euros de manque à percevoir ; ils ont pourtant abondé à cette somme en payant au prix fort l'électricité et le gaz...

Cette situation n'est en rien particulière à la France. On ne peut, par conséquent, l'imputer à une générosité incontrôlée de son système de protection sociale. Une étude de 2004 de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a estimé que le taux moyen de non-recours aux aides ou aux programmes sociaux oscillait entre 20 et 40 % selon les pays. Ce qui varie, c'est la façon de traiter cette question dans des contextes économiques et financiers qui amènent chaque gouvernement à réduire les déficits publics.

Seule la lutte contre la fraude se développe depuis des années, comme au Royaume-Uni, où l'action en la matière, souvent citée en exemple, peut laisser perplexe : le ministère du travail et des retraites y consacre un budget de 425 millions de livres (environ 500 millions d'euros) sur quatre ans (2011-2014), pour un gain escompté de 1,4 milliard de livres sur la période. Le phénomène de non-recours massif, identifié dès l'après-guerre, a permis plus tard à Margaret Thatcher et à ses héritiers de justifier des coupes franches dans les budgets sociaux, en arguant de l'inutilité des dispositifs proposés à la population. Une manière de se dispenser de toute mesure – coûteuse – pour ramener les citoyens vers leurs droits.

Car cette présentation des choses évacue la raison fondamentale pour laquelle tant de gens s'abstiennent de réclamer leur dû : les inégalités sociales dans l'accès aux droits. Elle escamote les obstacles tant institutionnels qu'individuels qui amènent de nombreuses personnes à se priver de prestations, financières et non financières, auxquelles elles sont éligibles. Parmi ces obstacles, le rapport coordonné en 2002 par l'universitaire irlandaise Mary Daly pour le Conseil de l'Europe (4) mentionne la distance géographique et les problèmes de mobilité, les obligations, codes et langages imposés aux publics, le traitement différencié et parfois discriminatoire des demandeurs, etc.



FANNY ALLIÉ. – « Glowing Homeless » (Sans-abri lumineux), 2011

En France, le principe d'accès égalitaire est inscrit dans l'article premier de la loi de 1998 relative à la lutte contre les exclusions. Mais le choix le plus facile reste le simple déni. Réduire le non-recours impliquerait en effet à la fois des dépenses supplémentaires et un renoncement aux économies que le phénomène permet. Dans un contexte budgétaire délicat, une telle décision requiert d'identifier des priorités... Notamment si elle implique d'amputer le montant des aides sociales. Bref, d'étaler plus finement une quantité moindre de confiture sur une tartine plus large.

Les collectivités territoriales risquent d'en faire les frais, car elles doivent porter secours aux personnes en difficulté. C'est pourquoi communes et départements mettent progressivement en place des services et dispositifs de suivi et d'accompagnement de leurs administrés dans leurs demandes. Non pas simplement par amour de l'égalité, ou par un sentiment de responsabilité face aux effets de la crise sur les plus modestes, mais également par simple logique comptable : il s'agit d'éviter que l'économie pour l'Etat engendrée par le non-recours ne se traduise par des dépenses supplémentaires au niveau local.

PRÉSENTÉ en janvier 2013, le plan pluriannuel du gouvernement contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale évoque de grands principes, parmi lesquels la « non-stigmatisation », pour mettre fin à la suspicion généralisée, et le « juste droit », pour « s'assurer que l'ensemble des citoyens bénéficient de ce à quoi ils ont droit, ni plus, ni moins ». Une première, et un progrès. Néanmoins, les grands argentiers continuent à considérer les dépenses sociales sous le seul angle de leur coût, lequel menacerait les « équilibres budgétaires ». Or cette représentation ignore la fonction centrale de la protection sociale : refuser l'apparition et l'installation d'une classe de « sans-droits », protéger les plus vulnérables et préserver la citoyenneté sociale de chacun.

Rigueur, austérité : l'air du temps renforce l'idée que toute nouvelle augmentation des dépenses doit être compensée par de nouvelles recettes et par

diverses mesures d'exonération ou de réduction des prélèvements – au nom de la sacro-sainte « compétitivité », bien entendu. Or on peut adopter une autre vision des choses. En période de crise, les prestations et les aides sociales permettent de compenser les pertes de revenus et de soutenir la demande. Elles contribuent à la création d'emplois dans le secteur de l'économie sociale et solidaire. Elles génèrent des dépenses privées (de salaire et de consommation), lesquelles produisent en retour de nouvelles recettes, par le biais de la cotisation et de la fiscalité... dont s'alimentent les budgets de la protection sociale. Ce cercle vertueux est l'exact inverse de l'engrenage que le Fonds monétaire international (FMI) décrit désormais comme la conséquence des politiques d'austérité qu'il avait si ardemment défendues. Au Royaume-Uni, par exemple, le programme d'« assainissement des finances publiques » du gouvernement de M. David Cameron, visant à ramener le déficit de 10,4 % du produit intérieur brut (PIB) en 2010 à 1,5 % en 2016, a freiné l'activité, provoquant une chute du PIB d'au moins 0,7 point en 2011.

Lorsqu'on réhabilite les fonctions positives de la dépense sociale – qui joue un rôle plus vertueux que l'épargne des ménages, avec ses comportements rentiers ou spéculatifs –, la contradiction entre l'égalité de l'accès aux droits et le respect des contraintes économiques disparaît. Le non-recours n'apparaît plus comme une aubaine, une occasion d'économies faciles : il signe l'échec de politiques publiques caractérisées par une destruction massive de richesses.

Aider les gens à faire valoir leurs droits profiterait donc à tous...

(1) Respectivement *Le Point*, 8 décembre 2011 ; *Le Parisien*, 22 juin 2011 ; *Le Point*, 21 avril 2011 ; et *Le Figaro Magazine*, 5 mars 2011 et 4 juin 2011.

(2) Clôture des entretiens « Fraudes et protection sociale » organisés par le Conseil d'Etat, février 2011.

(3) « Rapport d'information sur la lutte contre la fraude sociale », mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la Sécurité sociale, Assemblée nationale, 29 juin 2011.

(4) *Accès aux droits sociaux en Europe*, Editions du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 2002.

SOMMAIRE

PAGE 2 :
Courrier des lecteurs. – Coupures de presse. – Editions internationales.

PAGE 3 :
Coût du capital, la question qui change tout, par **LAURENT CORDONNIER**.

PAGES 4 ET 5 :
Les « telenovelas », miroir de la société brésilienne, par **LAMIA OUALALOU**. – Un pays retrouve le chemin de la rue, par **JANETTE HABEL**.

PAGES 6 ET 7 :
Naissance d'un bloc de l'atome en Europe de l'Est, par **HÉLÈNE BIENVENU ET SÉBASTIEN GOBERT**. – Une structure de soutien mutuel (H. B. ET S. G.). – Et les énergies renouvelables ? (H. B. ET S. G.).

PAGE 8 :
A La Poste, « des gens un peu inadaptés », par **NOËLLE BURGI ET ANTOINE POSTIER**. – La Croatie dit adieu à ses navires, par **JEAN-ARNAULT DÉRENS**.

PAGE 9 :
En Suisse, faux emplois pour vrais chômeurs, par **MORGANE KUEHNI**.

PAGES 10 ET 11 :
Samsung ou l'empire de la peur, suite de l'article de **MARTINE BULARD**. – Un contrôle circulaire (M. B.).

PAGE 12 :
De l'impasse syrienne à la guerre régionale, par **ALAIN GRESH**.

PAGE 13 :
Pourquoi M. Erdogan espère rebondir, par **TRISTAN COLOMA**.

PAGES 14 ET 15 :
Qui captera les eaux du Nil ?, par **HABIB AYEY**.

PAGES 16 ET 17 :
Comment la santé est devenue un enjeu géopolitique, par **DOMINIQUE KEROUEDAN**. – Mission inaccomplie en Afrique de l'Ouest (D. K.).

PAGES 18 ET 19 :
Pire que l'autre, la nouvelle science économique, par **LAURA RAIM**. – Vertus de l'autocritique (L. C.).

PAGES 20 ET 21 :
Mise en données du monde, le déluge numérique, suite de l'article de **VIKTOR MAYER-SCHÖNBERGER ET KENNETH CUKIER**. – Tout savoir sans rien connaître, par **SERGE HALIMI**.

PAGES 22 ET 23 :
Art et politique, que l'action redevienne sœur du rêve, par **EVELYNE PIEILLER**. – Le théâtre, les experts, les euros et l'avenir, par **PASCAL SIMÉON**.

PAGES 24 À 26 :
LES LIVRES DU MOIS : « La Servante et le Catcheur », d'Horacio Castellanos Moya, par **BERNARD DAGUERRE**. – « Sonnenschein », de Dasa Drndic, par **DOMINIQUE AUTRAND**. – Des colons pas comme les autres, par **ALAIN RUSCIO**. – Israël, apartheid et messianisme, par **DOMINIQUE VIDAL**. – Francs-tireurs exemplaires, par **PIERRE DESHUSSES**. – Mafias, mafieux, malfrats, etc., par **MAURICE LEMOINE**. – Haïti sans les Haïtiens, par **CHRISTOPHE WARGNY**. – Dans les revues.

PAGE 27 :
Carlos Fuentes, la subversion baroque, par **GUY SCARPETTA**.